

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
1908

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

Georges FARDIS, Directeur

XLVIII^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT HUIT

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

(Voir au verso sommaire détaillé.)

PARIS

20, RUE DE TOURNON, 20

Téléph. 805-63

Tous droits réservés

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

Tome 108.

N° 12.

Vol. IV. — 1908.

Acte additionnel à la convention du 5 mars 1902 relative au régime des sucres

(Signé à Bruxelles le 10 décembre 1907 ; ratifiée le 31 mars 1908)

Les gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Grand-Duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse, s'étant mis d'accord pour conclure un Acte additionnel à la Convention du 5 mars 1902, relative au régime des sucres, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}.

Les Etats contractants s'engagent à maintenir la Convention du 5 mars 1902, en vigueur pendant une nouvelle durée de cinq ans, qui prendra cours le 1^{er} septembre 1908.

Toutefois, il sera loisible à chacun d'entre eux de se retirer de la Convention à partir du 1^{er} septembre 1911, moyennant préavis d'un an, si, dans la dernière réunion tenue avant le 1^{er} septembre 1910, la Commission permanente a, par un vote de majorité, décidé que les circonstances commandent de laisser cette faculté aux Etats contractants.

Pour le surplus, les disposition de l'article X de la Convention précitée du 5 mars 1902, concernant la dénonciation et la tacite reconduction resteront applicables

Article 2.

Par dérogation à l'article I, la Grande-Bretagne sera dispensée, à partir du 1^{er} septembre 1908, de l'obligation inscrite à l'article IV de la Convention.

A partir de la même date, les Etats contractants pourront exiger que, pour jouir du bénéfice de la Convention, le sucre raffiné dans le

Royaume-Uni et exporté vers leurs territoires soit accompagné d'un certificat constatant qu'aucune partie de ce sucre ne provient d'un pays reconnu par la Commission permanente comme accordant des primes à la production ou à l'exportation du sucre.

Article 3.

Le présent Acte additionnel sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires étrangères, le plus tôt possible, et en tout cas avant le 1^{er} février 1908.

Il ne deviendra obligatoire de plein droit que s'il est ratifié au moins par tous ceux des Etats contractants qui ne sont pas visés par la disposition exceptionnelle de l'article VI de la Convention. Dans le cas où un ou plusieurs des dits Etats n'auraient pas déposé leurs ratifications en temps utile, le gouvernement belge provoquera, dans le mois à partir du 1^{er} février 1908, de la part des Etats ayant ratifié, une décision, quant à la mise en vigueur, entre eux seulement, du présent Acte additionnel.

Les Etats qui n'auraient pas ratifié avant l'échéance du 1^{er} février 1908, seront considérés comme ayant dénoncé la Convention en temps utile pour qu'elle cesse ses effets à leur égard à partir du 1^{er} septembre suivant, à moins de décision contraire prise, à la requête des intéressés, par la majorité des Etats appelés à délibérer ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte additionnel.

Fait à Bruxelles, le vingt-huit août 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) ARTHUR H. HARDINGE.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) HEINRICH XXXI. REUSS.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) Comte CLARY et ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

(L. S.) LÉOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

(L. S.) TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

(L. S.) CAPELLE.

Pour la France :

(L. S.) D'ORMESSON.

Pour l'Italie :

(L. S.) BONIN.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

(L. S.) Le Comte d'ANSEMBOURG.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Baron E. van TUYLL van
SEROOSKERKEN.

Pour le Pérou :

(L. S.) D. GAMIO.

Pour la Suède :

(L. S.) FALKENBERG.

Pour la Suisse

(L. S.) JULES BOREL.

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte additionnel à la Convention relative au régime des sucres conclu à la date de ce jour entre les gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Grand-Duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article unique.

Il est entendu que si les ratifications nécessaires pour faire valoir, conformément à l'article 3, l'Acte additionnel précité ne sont pas acquises avant le 1^{er} mars 1908, le gouvernement de la Grande-Bretagne aura la faculté de dénoncer la Convention à cette date pour le 1^{er} septembre 1908, sans qu'il y ait à distinguer s'il a ou non ratifié antérieurement le dit Acte Additionnel.

Le présent protocole de signature, qui sera ratifié en même temps que l'Acte additionnel conclu à la date de ce jour, aura la même force et valeur.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent protocole.

Fait à Bruxelles, le 28 août 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) ARTHUR H. HARDINGE.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) HEINRICH XXXI. REUSS.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) Comte CLARY et ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

(L. S.) LÉOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

(L. S.) TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

(L. S.) CAPELLE.

Pour la France :

(L. S.) D'ORMESSON.

Pour l'Italie :

(L. S.) BONIN.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

(L. S.) Le Comte d'ANSEMBOURG.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Baron E. van TUYLL van
SEROOSKERKEN.

Pour le Pérou :

(L. S.) D. GAMIO.

Pour la Suède :

(L. S.) FALKENBERG.

Pour la Suisse

(L. S.) JULES BOREL.

Déclaration.

En vue de prévenir des doutes qui pourraient surgir quant à l'application éventuelle du § 3 de l'article 3 de l'Acte additionnel à la Convention sur le régime des sucres conclu à la date de ce jour, les soussignés, à ce dûment autorisés, déclarent dénoncer conditionnellement, pour autant que de besoin, la Convention du 5 mars 1902, pour le cas où leurs gouvernements respectifs n'auraient pas ratifié en temps utile l'Acte additionnel précité.

Fait à Bruxelles, le 28 août 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) ARTHUR H. HARDINGE.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) HEINRICH XXXI. REUSS.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) Comte CLARY et ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

(L. S.) LÉOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

(L. S.) TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

(L. S.) CAPELLE.

Pour la France :

(L. S.) D'ORMESSON.

Pour l'Italie :

(L. S.) BONIN.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

(L. S.) Le Comte d'ANSEMBOURG.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Baron E. van TUYLL van
SEROOSKERKEN.

Pour le Pérou :

(L. S.) D. GAMIO.

Pour la Suède :

(L. S.) FALKENBERG.

Pour la Suisse

(L. S.) JULES BOREL.

Au moment de procéder à la signature de la présente Déclaration, le plénipotentiaire de Suède déclare, au nom de son gouvernement, que malgré les grandes hésitations auxquelles donne lieu, de la part de la Suède, la disposition d'après laquelle la ratification doit être déposée au plus tard le 1^{er} février 1908 — ceci parce que la Diète ne se réunit que le 15 janvier — le gouvernement suédois l'a, néanmoins, autorisé à signer les arrangements qui précèdent, dans la conviction que, dans le cas où l'approbation de la Diète ne pourrait être donnée en temps utile avant le 1^{er} février, une demande de prolongation du délai de dépôt sera favorablement accueillie par les autres gouvernements.

Bruxelles, le 28 août 1907.

PROTOCOLE

Le gouvernement impérial de Russie ayant exurimé le désir d'adhérer à la Convention du 5 mars 1902, relative au régime des sucres, ainsi qu'à l'Acte additionnel à la dite Convention, signé le 28 août 1907, et les Etats faisant actuellement partie de l'Union sucrière ayant reconnu que cette adhésion ne peut, à raison des conditions particulières de l'industrie sucrière en Russie, être subordonnée aux conditions conventionnelles générales, il a été convenu ce qui suit entre le gouvernement de la Russie, d'une part, les gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Grand-Duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse, d'autre part :

Article 1^{er}.

La Russie adhère à la Convention relative au régime des sucres du 5 mars 1902, amendée par l'Acte additionnel du 28 août 1907, avec tous les avantages et toutes les obligations qui en découlent, sauf les réserves et sous les conditions indiquées aux articles suivants.

Article 2.

La Russie conservera sa législation fiscale et douanière actuelle sur les sucres et elle n'augmentera pas les avantages qui pourraient découler, en faveur des producteurs, du prix maximum de vente fixé pour le marché intérieur.

Article 3.

En considération du régime spécial qui lui est reconnu par l'article précédent, la Russie s'engage à ne pas autoriser l'exportation avec restitution ou exemption de l'accise de quantités de sucres excédant, pour les six années à compter du 1^{er} septembre 1907, le chiffre maximum de 1,000,000 de tonnes.

Ce contingent sera réparti entre les différents exercices suivant les exigences du commerce, mais sans que les quantités afférentes à chaque exercice puissent dépasser les chiffres ci-après :

Exercice double allant du 1 ^{er} septembre 1907 au 31 août 1909	300,000
Exercice du 1 ^{er} septembre 1909 au 31 août 1910	200,000
— — — 1910 — 1911	200,000
— — — 1911 — 1912	200,000
— — — 1912 — 1913	200,000

Les engagements mentionnés au présent article ne s'appliquent pas aux exportations :

1. Vers la Finlande;

2. Vers la Perse (pour les exportations par la mer Caspienne et par la frontière terrestre, et non pour celles par le golfe Persique);

3. Vers les autres pays d'Asie limitrophes de la Russie (pour les exportations par la frontière terrestre seulement). à l'exception de la Turquie d'Asie.

Article 4.

L'accession de la Russie sortira ses effets à partir du 1^{er} septembre 1908.

Dans la session qui précédera le 1^{er} septembre 1912, la Commission permanente statuera par un vote d'unanimité sur le régime qui serait celui de la Russie au cas où elle serait disposée à continuer sa participation à la Convention au delà du terme du 1^{er} septembre 1913.

Dans le cas où la Commission ne pourrait se mettre d'accord, la Russie serait considérée comme ayant dénoncé la Convention pour cesser effet à compter du 1^{er} septembre 1913.

Article 5.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires étrangères, le plus tôt possible, et en tout cas, avant le 1^{er} février 1908.

Fait à Bruxelles, le 19 décembre 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

Pour la Russie :

(L. S.) N. de GIERS.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) ARTHUR H. HARDINGE.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Graf von WALLWITZ.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) Comte CLARY et ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

(L. S.) LÉOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

(L. S.) TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

(L. S.) CAPELLE.

Pour la France :

(L. S.) D'ORMESSON.

Pour l'Italie :

(L. S.) BONIN.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

(L. S.) Le Comte d'ANSEMBOURG.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Van der STAAL de PIERSHIL.

Pour le Pérou :

(L. S.) D. GAMIO.

Pour la Suède :

(L. S.) FALKENBERG.

Pour la Suisse

(L. S.) JULES BOREL.

Au moment de procéder à la signature du protocole du 19 décembre 1907, il a été donné connaissance aux plénipotentiaires des Etats contractants des communications reproduites ci-après, adressées au Ministre des Affaires étrangères de Belgique par les légations de la Grande-Bretagne, d'Italie et des Pays-Bas à Bruxelles.

Bruxelles, le 18 décembre 1907.

Monsieur le Ministre.

Me référant à la note de Votre Excellence en date du 16 courant, j'ai l'honneur de porter à sa connaissance que je suis autorisé à signer le protocole rédigé par la Commission sucrière relativement à l'admission de la Russie à la Convention concernant les sucres, sous réserve de la déclaration suivante, que je suis chargé de faire au moment de la signature :

« L'assentiment du gouvernement de Sa Majesté britannique au présent protocole se borne aux dispositions permettant à la Russie d'adhérer à la Convention, et n'implique point un assentiment à la stipulation tendant à restreindre l'importation du sucre russe. »

Je prie Votre Excellence de bien vouloir faire acter cette déclaration au procès-verbal de la signature du protocole, afin qu'acte puisse en être pris par les représentants des autres puissances signataires.

Je profite de cette occasion, etc.

(Signé) ARTHUR H. HARDINGE
(*His Britannic Majesty's Minister.*)

Bruxelles, le 17 décembre 1907.

Monsieur le Ministre,

Par sa lettre en date d'hier, Votre Excellence a bien voulu faire connaître à M. le marquis di Montagliari que l'instrument diplomatique pour la signature du protocole destiné à constater l'accession de la Russie à l'Union sucrière sera tenu à la disposition des représentants des Etats qui ont pris part à la dernière réunion de la Commission des sucres, le jeudi 19 courant, de 3 à 5 heures.

En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication, j'ai l'honneur de l'informer que je suis autorisé par mon gouvernement à procéder à la signature de cet Acte diplomatique. En me conférant toutefois cette autorisation, le gouvernement du Roi entend réserver entièrement ses décisions ultérieures.

En priant Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette réserve, je saisis l'occasion, etc.

Le Ministre d'Italie,
(Signé) BONIN.

Bruxelles, le 18 décembre 1907.

Monsieur le Ministre,

En me référant à la lettre de Votre Excellence en date du 16 de ce mois, j'ai l'honneur de lui transmettre sous ce pli les pleins pouvoirs m'autorisant à procéder à la signature du protocole destiné à constater l'accession de la Russie à l'Union sucrière.

Je me permets toutefois d'ajouter que, d'après les instructions reçues à cet égard, je ne suis autorisé à procéder à cette formalité que sous la réserve que le gouvernement des Pays-Bas sera éventuellement encore admis à effectuer le dépôt de l'acte de ratification après le 1^{er} février prochain.

Dans ce même ordre d'idées, mon gouvernement me charge de signaler à l'attention de Votre Excellence qu'à cause des vacances que les Chambres néerlandaises prennent à l'occasion de la Noël, il est impossible d'obtenir en temps voulu l'approbation parlementaire du protocole susmentionné.

En conséquence, mon gouvernement m'invite à prier le gouvernement du Roi de bien vouloir soumettre par voie diplomatique aux Etats co-contractants la demande des Pays-Bas tendant à pouvoir effectuer postérieurement au 1^{er} février et au plus tard avant le 1^{er} mai 1908, le dépôt de ses ratifications du protocole en question.

En m'acquittant par la présente des ordres de mon gouvernement, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Van der STAAL de PIERSHIL
(*Le Ministre des Pays-Bas.*)

PROCES-VERBAUX

de dépôt des ratifications sur l'Acte additionnel à la Convention des Sucres signé le 28 août 1907, et sur le Protocole du 19 décembre 1907, relatif à l'accession de la Russie à l'Union sucrière.

Les ratifications sur l'Acte additionnel à la Convention du 5 mars 1902, relative au régime des sucres, signé le 28 août 1907, devant, conformément à l'article 3 du dit Acte additionnel, être déposées au Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, le présent procès-verbal, destiné à constater ce dépôt, a été ouvert aujourd'hui, 11 janvier 1908.

Ont été successivement présentées au dépôt :

Le 11 janvier 1908, les ratifications du Président de la République du Pérou.

(Signé) D. GAMIO.

Le 24 janvier 1908, les ratifications du Conseil fédéral suisse.

(Signé) Jules BOREL.

Le 31 janvier 1908, les ratifications de S. M. la Reine des Pays-Bas.

(Signé) Van der STAAL de PIERSHIL

Le 31 janvier 1908, les ratifications de S. M. le Roi des Belges.

(Signé) J. DAVIGNON.

Le 31 janvier 1908, les ratifications du Président de la République française.

(Signé) d'ORMESSON.

Le 13 février 1908, les ratifications de S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie.

(Signé) Comte CLARY et ALDRINGEN.

Le 14 février 1908, les ratifications de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

(Signé) Graf von WALLWITZ.

Le 14 février 1908, les ratifications de S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg, duc de Nasseau.

(Signé) Le Comte d'ANSEMBOURG.

Le 14 février 1908, les ratifications de S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes.

(Signé) ARTHUR H. HARDINGE.

Le 23 mars 1908, les ratifications de S. M. le Roi de Suède.

(Signé) FALKENBERG.

Les ratifications sur le protocole du 19 décembre 1907, relatif à l'adhésion de la Russie à la Convention des sucres devant, conformément à l'article 5 du dit protocole, être déposées au Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, le présent procès-verbal, destiné à constater ce dépôt, a été ouvert aujourd'hui, 24 janvier 1908.

Ont été successivement présentées au dépôt :

Le 24 janvier 1908, les ratifications du Conseil fédéral suisse.

(Signé) Jules BOREL.

Le 31 janvier 1908, les ratifications de S. M. le Roi des Belges.

(Signé) J. DAVIGNON.

Le 31 janvier 1908, les ratifications du Président de la République française.

(Signé) d'ORMESSON.

Le 13 février 1908, les ratifications de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie.

(Signé) Comte CLARY et ALDRINGEN.

Le 14 février 1908, les ratifications de S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

(Signé) N. de GIERS.

Le 14 février 1908, les ratifications de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

(Signé) Graf von WALLWITZ.

Le 14 février 1908, les ratifications de S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau.

(Signé) Le Comte d'ANSEMBOURG.

Le 14 février 1908, les ratifications de S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes.

(Signé) ARTHUR H. HARDINGE.

Le 23 mars 1908, les ratifications de S. M. le Roi de Suède.

(Signé) FALKENBERG.

Le 26 mars 1908, les ratifications du Président de la République du Pérou.

(Signé) D. GAMIO.

Le 31 mars 1908, les ratifications de S. M. la Reine des Pays-Bas.

(Signé) Van der STAAL de PIERSHIL

Le délai prévu pour le dépôt des ratifications concernant l'Acte additionnel du 28 août 1907, et le protocole du 19 décembre 1907, délai dont le terme avait été primitivement fixé au 31 janvier 1908, ayant été

d'un commun accord, prolongé jusqu'au 31 mars 1908, les présents procès-verbaux ont été clos à cette dernière date.

Il a été entendu toutefois que le gouvernement italien conserverait, jusqu'au 1^{er} juillet 1908, la faculté de procéder à la formalité dont il s'agit.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) J. DAVIGNON.

Bruxelles, le 31 mars 1908.

ALLEMAGNE, CONGO, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE
ESPAGNE, PORTUGAL

**Protocole concernant l'importation des armes à feu
et des munitions, etc.**

(Signé à Bruxelles, le 22 juillet 1908)

Se référant aux articles 1^{er}, 3, 8 et 9 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, signé à la date du 2 juillet 1890, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

§ 1^{er}. L'importation de toute espèce d'armes à feu, de munitions, et de poudre destinées à des indigènes, ainsi que la vente et la délivrance de toute espèce d'armes à feu, de munitions et de poudre à des indigènes seront suspendues pour la durée de quatre ans à partir du 15 février 1909, dans la zone désignée au § 2, ces dispositions n'étant pas applicables aux armes, munitions et poudres importées en transit et destinées à des régions en dehors de la dite zone. Il est entendu que les autorités locales pourront, dans des cas tout à fait exceptionnels, délivrer aux indigènes des armes à feu, des munitions et de la poudre.

§ 2. La zone mentionnée au paragraphe précédent aura pour limites : d'une part la mer, d'autre part la rive droite du Cross River depuis son embouchure sur le golfe de Guinée jusqu'à la rencontre de la frontière occidentale du Cameroun ; de ce point, la frontière entre le Cameroun et la Nigérie jusqu'au lac Tchad ; la limite du Cameroun sur le lac Tchad ; la frontière entre les territoires allemands et français, à partir du lac Tchad jusqu'à la rencontre de la limite du bassin conventionnel du Congo ; la limite du bassin conventionnel du Congo jusqu'à la rencontre de la crête orientale du bassin de la rivière M'Poko et cette crête jusqu'à l'Oubangui ; de ce point l'Oubangui jusqu'à Banzyville ; à partir de Banzyville une ligne rejoignant la crête orientale du bassin de la rivière Mongala ; cette crête ; puis une ligne rejoignant l'embouchure de l'Itimbiri ; de ce point, la limite occidentale du district de l'Arruwimi jusqu'au 2^e degré de latitude Sud ; la limite septentrionale des districts du Kassaï et du Kouango jusqu'à l'embouchure du Kouango ; une ligne remontant le Kouango jusqu'à un point situé à 25 kilomètres au sud de la frontière portugaise ; puis une ligne courant parallèlement à cette frontière à une distance de 25 kilomètres jusqu'à la mer — cette distance étant calculée à partir de la rive gauche du Congo dans la section où ce fleuve sert de frontière.

Il est entendu que les îles distantes de moins de 20 kilomètres du littoral compris dans la zone de prohibition désignée ci-dessus seront également incluses dans cette zone de prohibition.

§ 3. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait, douze mois avant l'expiration de la période indiquée au § 1^{er}, notifié son

intention de faire cesser les effets du présent protocole, il continuera à rester en vigueur pendant deux ans et ainsi de suite de deux en deux ans.

§ 4. Dans la mesure du possible, les autorités locales veilleront à ce que, pendant le délai qui s'écoulera à partir de la signature jusqu'à l'entrée en vigueur du présent protocole, l'importation des armes à feu, des munitions et de la poudre se tienne dans les limites des moyennes semestrielles de l'importation de ces articles pendant les trois dernières années.

§ 5. Les gouvernements de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Etat Indépendant du Congo, de la France, de la Grande-Bretagne et du Portugal s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution dans leurs territoires respectifs des dispositions du présent protocole.

§ 6. Avant le 1^{er} septembre prochain chacune des puissances participantes confirmera le présent protocole en remettant au gouvernement impérial d'Allemagne une note dans laquelle sera inséré intégralement le texte du dit protocole. De son côté, le gouvernement impérial d'Allemagne, au fur et à mesure de la réception de ces notes, en avisera les puissances participantes.

La dénonciation prévue au § 3 s'effectuera dans les mêmes formes, c'est-à-dire par une notification adressée au gouvernement impérial d'Allemagne, qui en avisera d'urgence les autres puissances participantes.

Fait à Bruxelles, le 22 juillet 1908.

Pour la Grande-Bretagne :

(Signé) ARTHUR H. HARDINGE.

Pour l'Allemagne :

(Signé) Graf von WALLWITZ.

Pour l'Espagne :

(Signé) ARTURO de BAGUER.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

(Signé) LIEBRECHTS.

Pour la France :

(Signé) d'ORMESSON.
RENÉ LECOMTE.

Pour le Portugal :

(Signé) SANTO THYRSO.
DUARTE RAMADA CURTO.

LA MALADIE DU SOMMEIL

Arrangement entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne

(Signé à Londres le 27 octobre 1908)

With a view to the more effectual combating of the disease known as Sleeping Sickness in the respective British and German possessions in East Africa, His Britannic Majesty's Government and the Imperial German Government have agreed as follows : —

The said Governments will —

1. Take such steps as are practicable to prevent natives of their respective territories who are suffering, or are suspected on reasonable grounds to be suffering, from sleeping sickness, from passing into each other's territories.

2. Take such steps as are practicable in order that all natives coming from the territory of the one Power into that of the other and found on medical examination to be suffering from sleeping sickness may be detained or segregated in the territory of that Power in which they are found in the said condition.

Die Königlich Grossbritannische Regierung und die Kaiserlich Deutsche Regierung haben zwecks wirksamerer Bekämpfung der in den beiderseitigen Besitzungen Ostafrikas als Schlafkrankheit bekannten Seuche die folgende Vereinbarung getroffen :—

Die genannten Regierungen werden—

1. Insoweit ausführbar, Massnahmen dahin treffen, dass solche Eingeborene der beiderseitigen Gebiete, welche an Schlafkrankheit leiden oder bei welchen der wohlbegründete Verdacht für das Vorliegen der Schlafkrankheit besteht, verhindert werden, in das Gebiet der anderen Macht überzutreten.

2. Insoweit ausführbar, Massnahmen dahin treffen, dass alle Eingeborenen, welche aus dem Gebiete der einen Macht in das der anderen Macht kommen und bei denen auf Grund ärztlicher Untersuchung die Schlafkrankheit festgestellt wird, im Gebiet derjenigen Macht, in dem sie im besagten Zustande angetroffen werden, festgehalten oder gesondert untergebracht werden.

3. — (a.) Take such steps as are practicable to prevent all natives within their respective territories from crossing from the territory of the one Power into areas in the territory of the other Power which have been declared infected.

(b.) Lose no time in notifying to each other the areas so declared infected.

4. As far as local circumstances permit, establish segregation camps in their respective territories at adjacent points on either side of the common boundary for the detention and care of natives suffering, or reasonably suspected of suffering, from or who have been exposed to infection from, sleeping sickness.

5. Take all such steps as are practicable for the destruction within their respective territories of crocodiles and other migratory animals which may be reasonably suspected of being a source of aliment to the *glossina palpalis*.

6. This Agreement shall come into effect on January 1, 1909.

This Agreement is concluded for a term of three years, and it will remain in force automatically for further periods of one year until denounced by one of the parties six months before the expiration of that year.

3. — (a.) Insoweit ausführbar, Massnahmen dahin treffen, dass alle Eingeborenen innerhalb ihrer beiderseitigen Gebiete verhindert werden, vom Gebiet der einen Macht, in Gebietsteile der anderen Macht, die für infiziert erklärt worden sind, überzutreten.

(b.) Sich gegenseitig schnellmöglich Mitteilung von den für infiziert erklärten Gebiets teilen machen.

4. Insoweit es die örtlichen Verhältnisse gestatten, innerhalb der beiderseitigen Gebiete an benachbarten Punkten auf beiden Seiten der gemeinsamen Grenze gesonderte Lager zwecks Aufnahme und Behandlung solcher Eingeborenen errichten, die schlafkrank sind oder unter dem Verdacht der schlafkrankheit stehen oder der Ansteckung durch die Schlafkrankheit ausgesetzt gewesen sind.

5. Jedwede ausführbare Massnahme treffen, um in den beiderseitigen Gebieten Krokodile und sonstige Wandertiere zu vernichten, die nach begründeter Annahme als Nahrungsspender der *glossina palpalis* in Betracht kommen.

6. Das Abkommen tritt am 1. Januar 1909 in Kraft.

Das Abkommen wird für die Dauer von drei Jahren abgeschlossen und gilt so lange jedesmal als für ein Jahr erneuert, als es nicht sechs Monate vor dem Ablaufe der Gültigkeitsfrist von einer Seite gekündigt wird.

Done in duplicate at London, the 27th October, 1908.

In doppelter Ausfertigung vollzogen zu London den 27. Oktober 1908.

(L. S.) E. GREY.

(L. S.) P. METTERNICH.

PROTOCOL.

On proceeding to the signature of the Agreement for the combating of sleeping sickness in East Africa, the Under-signed declare that their Governments have agreed to adopt the following measures for the purpose of carrying out the Agreement : —

1. The medical officers and officials of both Powers in charge of concentration camps shall be recommended to visit each other for the purpose of discussing their experience of the disease.

2. In every district where the disease exists steps will be taken to ascertain which migratory animals nourish the *glossina palpalis*, and, in accordance with the result of the investigation, local measures will be concerted for the extermination of the animals in question or for their removal from the regions infested with the disease. Animals useful for domestic purposes must, naturally, so far as possible be spared.

Bei Zeichnung des Abkommens zur Bekämpfung der Schlafkrankheit in Ostafrika stellen die Unterzeichneten noch das Einverständnis ihrer Regierungen über folgende Massnahmen zur Ausführung des Abkommens fest:—

1. Den beiderseitigen Aerzten und Beamten, welche Konzentrationslager leiten, sollen gegenseitige Besuche zur Aussprache über ihre Erfahrungen empfohlen werden.

2. Für jede Gegend, in der die Krankheit auftritt, bleibt zu erforschen, welche wandernden Tiere es sind, von deren Blute die *glossina palpalis* lebt; nach dem ergebnis bleiben örtliche Massnahmen zur Ausrottung oder Vertreibung der Tiere aus den von der Krankheit heimgesuchten Gegenden zu vereinbaren. Dabei muss selbstverständlich von der Ausrottung wirtschaftlich wertvoller Tiere möglichst abgesehen werden.

Done in duplicate at London the 27th October, 1908.

In doppelter Ausfertigung vollzogen zu London, den 27. Oktober 1908.

(L. S.) E. GREY.

(L. S.) P. METTERNICH.

Procès-Verbaux de la première Conférence internationale

CONCERNANT LA

MALADIE DU SOMMEIL

(Londres, juin 1907)

N° 1.

PROTOCOLE N° 1.

Séance du lundi 17 juin 1907.

Les gouvernements de l'Allemagne, de l'Etat Indépendant du Congo, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Portugal et du Soudan ayant résolu de procéder à la considération des mesures à prendre pour combattre la maladie du sommeil en Afrique tropicale, leurs plénipotentiaires se réunissent en conférence à Londres, le lundi 17 juin 1907, à 3 heures.

Sont présents :

Pour l'Allemagne :

M. le docteur en droit H. de Jacobs, conseiller actuel de légation et conseiller rapporteur au département impérial des Colonies ;

M. le conseiller-médecin privé docteur Ehrlich, directeur de l'Institut de médecine expérimentale de Francfort-sur-Mein ;

M. le docteur Fülleborn, médecin militaire de première classe des troupes coloniales de l'Afrique orientale allemande.

Pour l'Etat Indépendant du Congo . :

M. le colonel Lantonnais, vice-gouverneur général ;

M. le commandant Tonneau, représentant du Comité spécial du Katanga ;

M. Rutten, procureur d'Etat ;

M. le docteur van Campenhout, professeur d'hygiène et de clinique, ancien directeur de l'Institut bactériologique de Léopoldville.

Pour la France :

M. le docteur Laveran, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine ;

- M. le professeur Blanchard, membre de l'Académie de médecine ;
- M. le docteur Kermorgant, médecin inspecteur général des troupes coloniales, président du Conseil supérieur de santé des colonies ;
- M. le docteur Paul Gouzien, médecin principal des troupes coloniales.

Pour la Grande-Bretagne :

- Lord Fitzmaurice, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;
- Le très honorable sir W. Foster, membre du Parlement ;
- M. A. Walrond Clarke, directeur du Département de l'Afrique au Ministère des affaires étrangères ;
- M. H. J. Read, directeur du Département de l'Afrique orientale au Ministère des colonies ;
- Sir Patrick Manson, K C. M. G., conseiller-médecin du Ministère des colonies ;
- M. le docteur Rose Bradford, de la « Royal Society ».

Pour le Portugal :

- M. le docteur Ayres Kopke, professeur à l'Ecole de médecine tropicale de Lisbonne.

Pour le Soudan :

- M. le colonel G. D. Hunter, D. S. O., médecin militaire principal de l'armée égyptienne ;
- M. le docteur A. Balfour, directeur des « Welcome Research Laboratories », Gordon College, Khartoum.

Les délégués sont reçus par sir Edward Grey, Ministre des affaires étrangères, qui, au nom du gouvernement de Sa Majesté britannique, leur souhaite la bienvenue, et leur exprime le plaisir qu'il a à les recevoir au Foreign Office. Rappelant le but de la Conférence, il forme le vœu de voir aboutir à un résultat positif en ce qui concerne les mesures prophylactiques à prendre en commun par les puissances européennes intéressées en vue d'enrayer le fléau dans les régions de l'Afrique tropicale.

M. de Jacobs, premier délégué de l'Allemagne, remercie sir Edward Grey de son accueil, et lui exprime la satisfaction des délégués à accepter l'hospitalité qui leur est offerte par le gouvernement britannique. Il émet le vœu que le souhait formulé par M. le Ministre des affaires étrangères soit réalisé par la Conférence.

M. le Ministre des Affaires étrangères s'étant retiré, la Conférence entre dans la salle réservée à ses délibérations.

M. de Jacobs propose à ses collègues de prier lord Fitzmaurice, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et premier délégué de la Grande-Bretagne, d'accepter la présidence de la Conférence.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Lord Fitzmaurice remercie les délégués de l'honneur qui lui est fait et ne doute pas que, grâce à la coopération éclairée de ses membres, la Conférence ne réussisse à réaliser pleinement sa mission.

Lord Fitzmaurice, prenant place au fauteuil de la présidence, prononce le discours d'ouverture suivant :

« Messieurs les Délégués,

» Nous nous sommes réunis dans l'espoir de pouvoir concerter des mesures par lesquelles les puissances que nous représentons soient mises à même de faire à une terrible épidémie — la maladie du sommeil — une guerre plus efficace. Cette épidémie, qui a déjà dévasté une partie si considérable de l'Afrique, semble prendre des proportions toujours croissantes. Ce mal, vous n'êtes pas sans le savoir, a décimé les indigènes dans des régions étendues de l'Etat Indépendant du Congo; il a frappé lourdement les habitants de l'Ouganda, où, dans la zone infectée, deux cent mille personnes, sur une population totale de trois cent mille, ont été ses victimes. Il s'est emparé de certains districts du Congo français et des possessions portugaises; sa présence a été constatée au Soudan, et il menace, à l'heure qu'il est, l'Afrique orientale allemande, la Rhodésie et le Protectorat britannique de l'Afrique centrale. Un nombre considérable d'Européens a déjà succombé à cette maladie et beaucoup d'autres, encore vivants, en sont assurément atteints. Par une amère ironie, l'administration de l'Afrique par les Européens, tout en y établissant un régime politique plus stable que celui qui l'a précédé, a contribué, par cela même, à la diffusion et à la communication de la contagion en facilitant parmi les indigènes des déplacements plus fréquents et plus étendus.

» En vue de cet état de choses, qui n'est rien moins qu'une calamité pour l'Afrique tropicale, le gouvernement de Sa Majesté s'efforce depuis quelque temps de stimuler par des subventions et par les autres moyens dont il dispose, la recherche de la nature et de l'origine de l'épidémie afin d'acquérir les connaissances nécessaires pour servir de base à un système de mesures prophylactiques si ce n'est à une méthode de guérison radicale.

» Une mesure considérable de succès, je suis heureux de vous le dire, a déjà couronné ces efforts. Il a été définitivement établi que la maladie du sommeil a pour cause le *Trypanosoma gambiense*, et il a été démontré presque avec certitude — tant par expérience que par analogie et par des considérations de la distribution — que la transmission de ce parasite d'un corps infecté à un corps encore indemne s'effectue par l'entremise d'une espèce de tsétsé (*Glossina palpalis*) dont la distribution se borne strictement au voisinage immédiat des flaques d'eau.

» Des expériences faites sur des animaux, expériences dont les fruits ont été ensuite appliqués au traitement des êtres humains atteints de ce mal, ont prouvé que la contagion, une fois acquise, peut être jusqu'à un certain point atténuée par l'action de certaines substances, telles que l'arsenic, par certaines couleurs, teintures et com-

binaisons de l'arsenic avec des teintures, telles que l'atoxyl, et par le mercure.

» En dernier lieu, bien que le diagnostic du mal dans ses phases initiales soit parfois malaisé, on a su reconnaître des symptômes qui mettent les savants en mesure de constater sous une forme peu développée qui, pourtant, au point de vue de la contagion, n'est pas moins dangereuse.

» Il se peut que nous soyons déjà, en vertu de l'expérience acquise, en possession de connaissances qui, appliquées avec énergie, suffiraient pour empêcher la diffusion du mal, voire même pour l'extirper totalement.

» Il est cependant probable qu'il existe encore d'autres agences jusqu'à présent inconnues pour régler la diffusion de la maladie, lesquelles, laissées hors de nos calculs, suffiront pour frustrer tout effort basé sur des connaissances limitées.

» Vu que les pays représentés ici sont responsables de la bonne administration et de la prospérité de l'Afrique tropicale, le gouvernement de Sa Majesté, convaincu qu'il les trouvera disposés à coopérer à la lutte contre la maladie du sommeil, les a invités à vous charger, Messieurs, de la mission d'élaborer ici, un projet à cet effet.

» J'ai donc l'honneur de soumettre à votre considération le programme suivant, qui pourrait servir de base à notre discussion :

» 1. La convocation en Conférence, soit chaque année, soit tous les deux ans, de délégués des différents pays intéressés à la lutte contre la maladie du sommeil.

» 2. L'établissement d'un bureau central chargé de résumer et de faire circuler aux intéressés toute œuvre littéraire nouvelle concernant la maladie.

» 3. L'imposition à tel pays ou à tel individu de la tâche de trouver la solution de tel problème intéressant la maladie, par exemple :

» a) La transmission du trypanosome par la *Glossina palpalis* s'effectue-t-elle d'une manière directe ou indirecte?

» b) Le trypanosome subit-il, pendant son séjour dans le corps de la *Glossina palpalis*, les changements nécessaires à son développement?

» c) Dans le cas affirmatif, le germe développé se transmet-il par l'entremise de la *glossina* originale elle-même ou par celle de sa larve quand celle-ci a atteint la forme d'*imago*?

» d) Une *glossina* atteinte contagion, pendant combien de temps demeure-t-elle capable de la transmettre?

e) D'autres espèces de *glossina* sont-elles capables de transmettre le trypanosome?

» f) Quelle est la distribution géographique des espèces capables de transmettre la contagion et quelles sont leurs particularités?

» g) Les animaux vertébrés autres que le genre humain, quel rôle jouent-ils à la diffusion de la contagion?

» h) Quels sont les meilleurs moyens d'extirper la *glossina*?

» i) Quels sont les meilleurs moyens d'empêcher l'introduction de la contagion dans une région encore indemne?

» i) Quels sont les meilleurs moyens d'empêcher la diffusion du mal dans des régions qui en sont déjà infectées, tels que l'isolement des malades et l'éloignement de la zone infectée des personnes encore indemnes?

» k) Quels sont les médicaments destructeurs du trypanosome?

Cette question doit trouver sa solution par voie d'expériences opérées sur des animaux.

» l) Quelle est l'application thérapeutique de ces médicaments au genre humain?

» Ces questions ne sont soumises à MM. les délégués que pour servir de base à la discussion; d'autres problèmes dignes de considération se présenteront sans doute à leur esprit.

» Je dois ajouter, en conclusion, que le gouvernement de Sa Majesté a la ferme conviction que, à défaut d'une activité commune, non seulement il y aura perte de temps et de peine par suite de l'étude, à leur insu, d'une même question par différents savants dont les recherches indépendantes seraient en partie superflues, mais en même temps impossibilité de mettre en vigueur un système universel quelconque, tel que l'imposition d'une quarantaine générale ou la réglementation de la circulation des classes indigènes les plus exposées aux attaques de la maladie.

» Les divers gouvernements européens intéressés à cette question n'épargnent en ce moment ni leur argent ni leurs efforts, mais l'absence d'un plan concerté parmi eux entraîne fatalement un gaspillage d'énergie fort considérable.

» C'est dans le but d'organiser avec le plus d'effet possible contre l'ennemi commun les forces dont elles disposent que le gouvernement de Sa Majesté a invité les puissances intéressées d'envoyer leurs délégués à la présente Conférence. »

Après ce discours, la Conférence, sur la proposition de son président, procède à la nomination, comme secrétaires, de MM. H. Norman, secrétaire d'ambassade, détaché au Foreign Office, et Ch. Bérard, attaché à l'ambassade de France à Londres.

Le président annonce que l'imprimerie du Foreign Office est à la disposition de la Conférence pour l'impression du compte rendu de ses séances.

Il demande l'avis de la Conférence sur l'utilité d'adjoindre un sténographe à ses travaux.

M. Laveran, premier délégué de la France, exprime l'opinion qu'un compte rendu sommaire des séances rédigé par les secrétaires suffira.

Cette opinion est partagée par ses collègues.

Le président rappelle aux délégués que, en raison de son caractère diplomatique, les décisions de la Conférence doivent être prises à l'unanimité.

Sur la proposition d'un de ses membres, la Conférence décide que le discours d'ouverture de son président sera communiqué à la presse.

La Conférence passe à la fixation de ses heures de séance.

M. Laveran propose, dans le but de faciliter le travail de la Conférence, de confier à des sous-commissions l'étude préparatoire des questions qui seront ensuite soumises à l'approbation de la séance plénière.

On décide la création de deux sous-commissions, l'une médicale, qui s'occupera des questions techniques, l'autre administrative, qui avisera aux mesures réglementaires à prendre en commun par les puissances intéressées.

Sont désignés pour faire partie de la sous-commission :

Médicale

MM. les docteurs Ehrlich, Fülleborn, van Campenhout, Laveran, Blanchard, Kermorgant, Gouzien; M. Read, sir P. Manson; MM. les docteurs Rose Bradford, Ayres Kopke, Balfour.

Administrative

MM. de Jacobs, le colonel Lantonnois, le commandant Tonneau, M. Rutten, M. le D^r Kermorgant, lord Fitzmaurice, sir W. Foster, M. Clarke, M. Read, sir P. Manson, M. le colonel Hunter.

Sur la proposition du président, la Conférence décide de lever la séance en s'ajournant à mercredi 19 juin, à 3 heures, et de fixer au lendemain, mardi, la première réunion des sous-commissions : la sous-commission administrative, à 10 heures du matin, et la sous-commission médicale à 2 heures et demie de l'après-midi.

(Signé) FITZMAURICE.

H. von JACOBS.

P. EHRLICH.

Le D^r FULLEBORN.

A. LANTONNOIS.

E. TONNEAU.

M. RUTTEN.

Le D^r Em. van CAMPENHOUT.

A. LAVERAN.

Le P^r R. BLANCHARD.

Le D^r KERMORGANT.

Le D^r GOUZIEN.

Walter FOSTER.

A. W. CLARKE.

H. J. READ.

Patrick MANSON.

John Rose BRADFORD.

AYRES KOPKE.

G. DOUGLAS HUNTER.

Andrew BALFOUR.

Certifié conforme à l'original :

Les Secrétaires :

(Signé) H. NORMAN.

Ch. BÉRARD.

SOUS-COMMISSION ADMINISTRATIVE.

Séance du mardi, le 18 juin 1907.

La sous-commission se réunit à dix heures, sous la présidence de lord Fitzmaurice.

Sont présents également :

M. de Jacobs, M. le colonel Lantonnois, M. le commandant Tonneau, M. Rutten, sir W. Foster, M. Clarke, M. Read, sir P. Manson, M. le colonel Hunter.

M. le président arrête le programme des travaux de la sous-commission, en le limitant aux paragraphes (i) et (j) de l'article 3 du programme de la Conférence. (Voir discours d'ouverture.)

Avant d'aborder la discussion de ces questions, M. le colonel Lantonnois propose qu'un délégué de chaque puissance fasse un historique des mesures prises par son pays pour enrayer la maladie, qui permettrait de constater tout ce qui a été fait jusqu'ici, et, par suite, de préciser ce qui reste à faire.

Cette proposition est adoptée, et le président donne le résumé suivant des mesures prises par le gouvernement britannique dans l'Ouganda :

« Nous avons un arrangement d'après lequel les indigènes ne reçoivent l'autorisation de voyager par le chemin de fer de l'Ouganda, pour se rendre de l'Ouganda dans le protectorat de l'est de l'Afrique, qu'après un examen médical.

» Cependant, il faut noter que ce n'est pas là un préventif très réel, car s'ils ne peuvent prendre la voie ferrée, il n'y a rien, ou presque rien, qui empêche les indigènes de se rendre à pied à leur destination.

» Dans la péninsule d'Entebbé, la mouche piqueuse a été détruite avec succès par un défrichement des abords du rivage.

» Toutefois, l'étendue de territoire ainsi assainie est peu considérable et la dépense a été élevée. On a calculé que le défrichement des abords du Victoria Nyanza, sur toute l'étendue où règne la maladie du sommeil, comporterait une dépense supérieure à 12 millions de francs, estimation faite à un taux modéré.

» Le commissaire vient de déposer un projet d'après lequel la population serait écartée des districts infectés et les personnes atteintes internées dans des camps isolés, où les indigènes malades seraient traités par des médecins spécialement affectés à la surveillance de ces camps, le gouvernement de S. M. le Roi-Souverain envoya, en décembre 1905, une nouvelle circulaire qui rappelait les ordres déjà donnés camps. L'un de ces camps a déjà été établi, mais le Ministre des colonies n'est pas encore convaincu de l'utilité du projet, et, avant de prendre une décision à ce sujet, on attend les résultats de l'expertise confiée à un Comité d'étude. »

M. le colonel Lantonnais expose ensuite les mesures prises par le gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo :

« La maladie du sommeil existe en Afrique centrale depuis des siècles. En 1890, des cas isolés ont été constatés dans le Moyen et le Bas-Congo. Depuis 1893, la maladie a pris une allure épidémique et même pandémique dans certaines régions; il en est sans doute de même dans les autres parties de l'Afrique centrale (Ouganda, Angola, Congo français).

Le laboratoire médical de Léopoldville créé par la Société d'études coloniales belges avec l'appui de l'Etat Indépendant du Congo, s'est, dès 1899, occupé de cette maladie.

» L'attention de l'Etat Indépendant du Congo ayant été attirée sur les progrès sans cesse croissants de ce fléau, il prescrivit, le 9 mai 1903, des mesures préventives, entre autres: 1) l'isolement des malades dans des lazarets spéciaux situés à des grandes distances (2 ou 3 kilomètres) des agglomérations; 2) défense de renvoyer les gens atteints de la maladie du sommeil dans leur pays d'origine si celui-ci n'est pas contaminé; 3) défense de transporter les malades sur les vapeurs de l'Etat.

» En même temps que la circulaire du 9 mai 1903, il était envoyé à tous les fonctionnaires de l'Etat, à tous les représentants d'associations religieuses, philanthropiques et commerciales, un questionnaire relatif à la maladie du sommeil, dressé par la « Royal Society » de Londres.

» Par arrêté du 26 août 1903, la maladie du sommeil a été déclarée maladie contagieuse et épidémique, et partant soumise aux lois qui régissent la matière.

» En septembre 1903, une mission organisée avec l'appui de l'Etat, composée de trois médecins de l'Ecole tropicale de Liverpool — M. Dutton, tombé au champ d'honneur, et à la mémoire duquel je rends un hommage ému; et MM. Todd et Chrysty — se rendit au Congo dans le but d'étudier les maladies tropicales et spécialement la maladie du sommeil. A la suite de constatations faites par cette mission, le gouvernement de S. M. le Roi-Souverain envoya, en décembre 1905, une nouvelle circulaire qui rappelait les ordres déjà donnés et insistait sur la nécessité d'empêcher les indigènes malades de se rendre dans les endroits non contaminés. Seuls étaient permis aux malades les déplacements nécessités pour se rendre dans les lazarets. Peu de temps après, alors que le lazaret de Léopoldville était en construction, le gouvernement décida la création de nouveaux lazarets à Nouvelle-Anvers, Stanleyville et Lusambo, et prescrivit que ces lazarets devaient se trouver à 600 mètres des lieux habités; tous les noirs contaminés devaient y être dirigés pour y être traités, et s'ils empruntaient pour ce faire la voie fluviale, ils étaient placés dans des cages mobiles entourées de toutes parts de toiles métalliques serrées. En outre, tout le personnel de l'Etat, ainsi que les indigènes, devaient être soumis à des visites périodiques; il en était de même des hommes recrutés pour la force publique ou pour les différents services de l'Etat.

» Par décret du 3 juin 1906, S. M. le Roi-Souverain a accordé un crédit de 300,000 francs pour étudier la maladie du sommeil, et une prime de 200,000 francs pour celui qui en découvrirait le remède.

» Depuis 1906, le docteur van Campenhout, professeur à l'Ecole de médecine tropicale de Bruxelles, qui fait partie de la délégation, est parvenu à guérir une dizaine d'Européens atteints de la maladie du sommeil. Ce résultat fut communiqué au Congo en même temps que le traitement suivi, qui, depuis, doit être appliqué, et est appliqué à tous les malades, tant blancs que noirs. Des guérisons ont été obtenues au Congo à la suite de ce traitement.

» Enfin, le gouvernement ayant cru utile de réunir en une seule les instructions éparses données sur la maladie du sommeil et dont certaines devaient, du reste, être modifiées, a publié, le 9 décembre 1906, un règlement coordonnant les mesures prises. Ce règlement prescrit, entre autres choses, l'établissement de trois postes d'observation destinés à empêcher l'envahissement, par la maladie du sommeil, des régions encore indemnes. Ces postes sont situés à Ibembo, Stanleyville et Kabinda ; un nouveau poste a ensuite été créé à Uvira.

» En outre, ce règlement prévoit que tout Européen, chef de zone, chef de mission, de factorerie, etc., qui, par mauvaise volonté ou négligence, aurait été cause de l'existence parmi le personnel dont il a la charge ou la surveillance (serveurs personnels, travailleurs, soldats, etc.) de cas de trypanosomiase avec ganglions nettement engorgés, pourra être poursuivi devant les tribunaux conformément à l'article 1^{er} du décret du 20 octobre 1888, et à l'arrêté du 22 mars 1906, et ce indépendamment des mesures disciplinaires qui pourraient être prises à l'égard de tous les fonctionnaires au service de l'Etat.

» La circulaire insiste à nouveau sur l'importance des services que peuvent rendre les chefs indigènes dressés par les médecins à la recherche des ganglions.

» Un rapport semestriel nominatif sur les malades traités dans les lazarets permettra de suivre ultérieurement les malades, après la sortie de l'établissement hospitalier.

» Pour ce qui concerne le territoire du Katanga, borné au Nord par le 5^e degré de latitude sud, à l'Ouest par le 23° 54' de longitude est, au Sud et à l'Est par la frontière de l'Etat, les mesures dont il vient d'être question ont été appliquées intégralement.

» En 1902, quelques cas se présentent ; en 1903, la maladie est encore inconnue dans les secteurs du Tanganyka et du Haut-Luapula ; dans le secteur du Lomami, les cas restent peu nombreux. Jusqu'en 1905, on ne constate aucune aggravation de la situation ; puis, à cette époque, quelques cas sont signalés à l'ouest du Tanganyka, dans la région de Lubile, et un lazaret est installé près de la mission de Lukulu, au centre de cette région infectée ; la même année, à la suite d'un échange de vues entre nos médecins et un médecin de Nord-Est Rhodésie, il est entendu que les autorités administratives du Katanga et de la Rhodésie se communiqueront réciproquement tous les renseignements de nature à faciliter la lutte contre l'envahissement de la maladie. En vue de protéger le sud du Katanga, encore indemne, un lazaret est fondé au nord de la région minière ; tous les travailleurs se dirigeant vers le Sud pour le travail des mines doivent être examinés ; les suspects sont retenus et dirigés vers le lazaret, où ils sont surveillés et, le cas échéant, soignés.

» Le nombre des médecins du Comité spécial du Katanga est porté

de cinq à neuf ; des lazarets sont installés à Kabinda, Ankoro, Pweto et Kabongo, en vue d'empêcher la propagation du mal vers le Sud ; des instructions pressantes sont données à tous les chefs de poste, missionnaires, commerçants, pour qu'ils envoient à ces lazarets tous les malades qu'ils rencontrent ; ces lazarets, dirigés par des médecins, sont en outre placés sous la surveillance d'un médecin inspecteur chargé en même temps de parcourir la région indemne et de centraliser les renseignements relatifs à la marche de la maladie. Les médecins sont en outre chargés d'éclairer les agents et les chefs indigènes sur leurs obligations et la manière de les remplir, et tous les agents ont l'ordre de recueillir et de diriger sur les lazarets précités les malades chassés des villages et abandonnés dans la brousse. »

M. le colonel Hunter, premier délégué du Soudan anglo-égyptien, expose les mesures prises par l'administration de cette province dans le but d'enrayer la maladie.

Une Commission d'enquête a été formée et un inspecteur a été nommé au Bahr-el-Ghazal méridional, chargé d'examiner cette question dans ses lignes générales et d'en donner un rapport détaillé à la Commission susnommée.

Les points à étudier par la Commission étaient les suivants :

1. Reconnaître la distribution des différentes espèces de tsétsé et autres mouches piqueuses au Soudan anglo-égyptien ;

2. S'assurer si la maladie existe présentement dans le territoire soudanais. Dans le cas affirmatif, déterminer l'étendue exacte des territoires et jusqu'à quel point la distribution de la maladie coïncide avec la présence du tsétsé ou d'autres mouches piqueuses dans ces mêmes régions ;

3. Procéder à une analyse systématique du sang des indigènes de tout district infecté ;

4. Procéder à une enquête approfondie du caractère de la maladie, en particulier en ce qui concerne son origine et sa propagation.

La Commission a établi les faits suivants :

1. La mouche tsétsé *Glossina palpalis*, le véhicule de la maladie du sommeil, est assez répandue dans le Bahr-el-Ghazal, mais tout particulièrement dans la région située au sud du 6° degré de latitude nord ;

2. La *Glossina palpalis*, que l'on trouve dans cette région, ne semble pas être, pour le moment, infectée par le bacille de la trypanosomiase humaine.

3. D'après des observations personnelles, l'examen d'un grand nombre d'indigènes dans la région où existe la *Glossina palpalis*, et d'après des enquêtes auprès de ceux-ci, il résulte que la maladie du sommeil n'a jamais été observée et n'existe pas actuellement dans cette région, de sorte que le Bahr-el-Ghazal rentre dans la catégorie des régions indemnes.

Des faits énumérés ci-dessus, on tire les conclusions suivantes :

1. Dans les districts méridionaux du Bahr-el-Ghazal, en raison de la présence indubitable de la *Glossina palpalis*, il existe un danger réel et imminent de l'introduction, dans cette région, de la maladie

du sommeil provenant des districts infectés de l'Etat Indépendant du Congo;

2. Sur les limites du Congo français et sur la rive gauche du Nil blanc, le danger de son introduction est moindre, la présence de la mouche n'ayant pas encore été constatée.

3. Par suite du progrès des moyens de communication et de l'ouverture de routes commerciales vers l'Etat Indépendant du Congo, le danger de l'introduction de la maladie dans le Bahr-el-Ghazal augmentera en proportion.

4. En ce qui concerne le « nagana » (maladie occasionnée aux mulets et au bétail par la mouche tsétsé), cette maladie est, en fait, endémique chez les animaux séjournant aux abords des rivières à l'ouest de Rambek.

Les mesures prises jusqu'à présent sont basées sur les principes émis par les docteurs Dutton et Todd, savoir :

1. L'établissement des postes d'inspection le long des routes principales pour prévenir l'entrée des personnes infectées dans les régions indemnes;

2. Le transport des personnes contaminées des postes situés des régions encore indemnes dans les postes des régions infectées.

M. de Jacobs dit que l'administration de l'Afrique orientale allemande n'a, jusqu'à présent, adopté aucun système préventif, puisque la maladie paraît ne pas être endémique dans ces régions et n'y existe que chez des personnes venues du dehors. Il remercie cependant, au nom de son gouvernement, MM. les colonels Lantonnois et Hunter, de leur contribution à la solution du problème présenté à la Conférence.

Il a demandé l'avis de ses collègues sur l'intérêt qu'il y aurait à établir un système de quarantaine qui permettrait d'isoler les malades.

M. le colonel Lantonnois rejette cette idée, se basant sur le fait que l'incubation de la maladie est très longue, et peut s'étendre même à une période de sept années.

M. le colonel Hunter se range à cet avis, s'appuyant sur les mêmes raisons, et faisant observer l'entrave que causerait au commerce l'établissement de tout système de quarantaine. Il est d'avis qu'une inspection rigoureuse et l'isolement des malades sont les seuls moyens de combattre le fléau. Il fait remarquer qu'il est très facile d'appliquer cette dernière mesure, puisqu'il suffit de quelques centaines de mètres pour sortir de la zone contaminée.

La séance est levée à 11 heures trois quarts, et la sous-commission s'ajourne au surlendemain, jeudi 20 juin, à 10 heures du matin.

Le Président,
(Signé) FITZMAURICE.

Certifié conforme à l'original :

Les Secrétaires :

(Signé) H. NORMAN.
Ch. BÉRARD.

N° 3.

SOUS-COMMISSION MÉDICALE.

Séance du mardi 18 juin 1907.

La sous-commission se réunit à 2 heures et demie.

M. le docteur van Campenhout donne lecture du rapport suivant sur les mesures de police sanitaire appliquées par le gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo.

« Le gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo a, depuis plusieurs années, entamé la lutte contre la maladie du sommeil.

» Grâce à son appui, la Société belge d'études coloniales installe un laboratoire de recherches à Léopoldville.

» La maladie du sommeil a fait le principal objet des études qui y ont été faites depuis ce temps.

» Dès 1903, des mesures spéciales ont été édictées.

» Une circulaire du 5 mai 1903, envoyée à toutes les autorités et aux établissements privés, prescrit en outre :

» 1. L'isolement des malades dans des lazarets spéciaux situés à une grande distance (2 à 3 kilomètres) des agglomérations ;

» 2. La défense formelle de renvoyer dans les contrées indemnes des gens atteints de la maladie ;

» 3. Défense de transporter des malades par bateau.

» Avec cette circulaire était envoyé un questionnaire dressé par la « Royal Society » de Londres.

» En avril 1903, un arrêté range la maladie du sommeil parmi les maladies contagieuses.

» Sur l'invitation du gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo, et avec son appui, une mission scientifique (Dutton, Todd et Chrysty) partit pour le Congo en 1903, et séjourna deux ans pour y étudier spécialement la maladie du sommeil et sa prophylaxie. A la suite de ce rapport, le gouvernement de S. M. le Roi-Souverain a, en décembre 1905, envoyé une circulaire avec une description sommaire de la maladie avant la période du sommeil, le mode de transmission de la maladie, et les mesures à prendre par les autorités médicales et administratives. Cette circulaire insiste notamment :

» 1. Sur la défense formelle de permettre l'accès des régions indemnes aux personnes malades, et prescrit leur expulsion de ces régions ;

» 2. Sur l'importance de la constatation des ganglions lymphatiques engorgés et sur l'obligation de faire visiter immédiatement tous les cas suspects ;

» 3. Sur l'établissement des lazarets en terrain sec, élevé, découvert, loin des rivières et des villages ;

» 4. Sur le rôle des médecins qui auront le droit et le devoir d'examiner tout le personnel des postes d'Etat ou privés.

» Une note de la même date (décembre 1905), destinée aux médecins, décrit la méthode la plus pratique de faire le diagnostic de la maladie du sommeil.

» Le 17 août 1906, une circulaire du gouvernement décide entre autres :

» 1. La création de trois lazarets et indique les conditions qu'ils doivent remplir;

» 2. Il prescrit aussi les mesures d'hygiène à prendre à bord des bateaux pour le transport éventuel des malades se rendant aux lazarets;

» 3. Sur l'admission des indigènes dans les lazarets;

» 4. Sur les mesures à prendre pour les Européens atteints de trypanosomiase.

» Enfin, le 5 décembre 1905, le gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo a fait une circulaire coordonnant et amplifiant les mesures décrétées antérieurement.

(Ci-joint Annexe, voir p. .)

» Enfin, aucun médecin (même s'il a déjà fait un séjour en Afrique) n'est admis au service de l'Etat Indépendant s'il n'a pas suivi le cours de l'Ecole de médecine tropicale de Bruxelles. Dans quelques mois, il n'y aura plus, au Congo, que des médecins ayant reçu une préparation spéciale.

Distribution de la maladie.

» La maladie du sommeil existe sans conteste depuis des siècles en Afrique.

» Plus récemment au Congo jusqu'en 1890 et 1893, il y avait des cas isolés dans le Bas et le Moyen-Congo, mais depuis, la maladie a pris une allure épidémique. Il en est sans doute de même dans les autres colonies du centre de l'Afrique, et là où l'affection étend journellement ses ravages, il y avait probablement des cas isolés depuis bien longtemps.

» La civilisation, en favorisant les communications de contrée à contrée, a certainement contribué à l'aggravation de la maladie.

» Peut-on espérer qu'il y aura décroissance de l'épidémie en dehors de celle provoquée par les mesures prophylactiques?

» L'épidémie s'épuisera-t-elle et y aura-t-il chez les races éprouvées production de l'immunité?

» Jusqu'ici, nous ne pouvons guère espérer cet heureux résultat. Pourtant, je citerai l'opinion d'un médecin du district de l'Equateur qui a constaté dans la région où il exerce depuis plusieurs années une diminution de sa fréquence. »

M. le docteur Ayres Kopke, délégué de Portugal, donne le résumé suivant de ses essais de traitement par l'atoxyl :

« Bien sûr, je n'ai pas à vous dire combien le Portugal s'intéresse à toutes les questions qui regardent la maladie du sommeil, dont les

ravages dans nos colonies de l'Ouest africain ont été, et sont encore très importants. Il suffit de vous rappeler que ce fut mon gouvernement qui envoya la première mission médicale en Afrique pour l'étude de cette maladie, pour vous démontrer combien ce problème est chez nous considéré de la plus haute importance. Après les travaux de Castellan et de Bruce, qui ont découvert le rôle du *Trypanosoma duttoni* comme agent provocateur de la léthargie africaine, notre Ecole de médecine tropicale a continué, en Afrique et à Lisbonne, des recherches sur l'étiologie, la symptomatologie, et principalement sur le traitement de l'hypnosie des nègres. Ce sont les résultats obtenus jusqu'à présent par ces travaux, qui datent du mois de décembre 1903, que j'apporte à la Conférence actuelle et que tout en représentant une collaboration assez modeste dans les recherches scientifiques dernièrement faites, pourront contribuer dans une certaine mesure, à la connaissance exacte de quelques-uns des points du problème que nous nous proposons de résoudre.

» Pour ce qui regarde l'étiologie, la question est, pour ainsi dire, jugée; le *Trypanosoma gambiense* doit être considéré comme la cause productrice de la maladie du sommeil.

» La connaissance exacte de l'agent ou des agents transmetteurs a, bien sûr, une importance énorme pour les mesures prophylactiques à prendre. Tous les faits épidémiologiques que je connais sont d'ordre à faire croire que les mouches du genre *Glossina* sont les uniques insectes hématophages aptes à cette dissémination. Cependant, il semble que les recherches de M. le docteur Martin, chef de la mission française au Congo, ont rendu aussi suspecte de ce rôle la *Stegomyia fasciata*. Ne connaissant pas en détail les observations de M. Martin, je ne peux pas, bien sûr, apprécier leur valeur.

» Je dois vous dire que le gouvernement portugais a résolu d'envoyer une seconde mission en Afrique, sous la direction de l'Ecole de médecine tropicale de Lisbonne, pour la vérification et l'étude des questions qui, actuellement, ne sont pas encore résolues dans la maladie qui nous occupe. Nous avons dans nos deux îles de San Thomé et du Principe, qui sont proches l'une de l'autre et sensiblement dans les mêmes conditions de climat et de végétation, un champ très favorable pour ces investigations. Dans l'île du Principe, la maladie est très commune et s'y répand facilement; au contraire, à San Thomé, où il y a eu jusqu'à présent des cas vérifiés de trypanosomiase, dans des nègres venus du Continent, la maladie semble ne pas se disséminer. En comparant les insectes hématophages existant dans l'une et l'autre de ces deux îles, on pourra, avec une certaine facilité, déterminer lesquels seront responsables de la propagation. Les *Glossina palpalis* sont très communes au Principe, où on les appelle mouches du Gabon; au contraire, à San Thomé, on ne les a pas trouvées jusqu'à présent. Un des buts de la mission portugaise sera la vérification de tous ces faits.

» Pour ce qui regarde la très importante question du traitement, je dois vous dire que les résultats que j'ai obtenus jusqu'à présent avec l'atoxyl sont d'ordre à me faire craindre qu'on ne réussira pas facilement à guérir les malades, du moins après que les trypanosomes ont envahi l'espace sous-arachnoïdien. Je crois avoir été le premier

qui ait appliqué ce traitement à l'homme, peu de temps après que M. Wolferstan Thomas a proposé l'atoxyl contre la maladie du sommeil, en vertu de ses expériences sur les animaux. Mes essais datent de juillet 1905, et jusqu'à présent j'ai soigné par l'atoxyl seul, ou par l'atoxyl et le vert brillant, le phényl uré, le trypanroth, etc., vingt-neuf malades, desquels quinze sont morts et quatorze sont encore vivants. De ceux qui sont morts, quelques-uns ont été traités pendant longtemps; 11 mois, 21 jours, 28 injections, représentant 38 gr. 5 d'atoxyl; 1 an, 1 mois, 35 injections, 44 gr. 5, et 1 an, 3 mois, 33 injections, 39 grammes. Les deux derniers n'ont pas eu de lésions optiques, nonobstant la durée assez longue du traitement et la quantité assez élevée du médicament; tous trois avaient les lésions d'infiltration périvasculaires, et le dernier avait encore les trypanosomes dans le liquide céphalo-rachidien peu de temps avant la mort. Vous voyez qu'avec d'aussi fortes doses et autant de fois répétées, je n'ai pu obtenir la guérison ni — ce qui est encore pire — la disparition définitive des trypanosomes.

» En conséquence de mes travaux, rapportés au Congrès de médecine de Lisbonne, j'ai essayé le traitement intra-rachidien par l'atoxyl, le lysol, le vert brillant et le phényl uré. Avec l'atoxyl, la première injection dans le canal a été faite par moi, le 28 août 1905, chez une malade déjà très gravement atteinte, et cette fois je n'ai pas obtenu un résultat favorable. Plus récemment, j'ai deux malades traités par l'atoxyl en injections hypodermiques et sous-arachnoïdiennes, à la dose de dix gouttes d'une solution au centième, et ce que je peux dire seulement, pour le moment, c'est que j'ai vu des symptômes nerveux déjà graves s'améliorer ainsi rapidement. L'association médicamenteuse que j'ai le plus employée a été l'atoxyl hypodermiquement et le vert brillant dans le canal. Je suis arrivé ainsi à améliorer les malades, mais je doute d'avoir obtenu leur guérison. Un d'eux constitue un exemple curieux à vous faire connaître. Venu de l'île du Principe, il est entré à l'hôpital le 21 du mois de septembre 1906, et a reçu d'abord, comme traitement, des injections hypodermiques de vert brillant. Il avait des manifestations fébriles assez intenses, dépassant quelquefois 39°, somnolence, céphalalgie, trypanosomes dans le canal et dans le sang. Le vert brillant ainsi employé n'ayant donné aucun résultat, j'ai commencé le traitement par l'atoxyle le 15 octobre, et je l'ai continué jusqu'au 29 janvier 1907, le malade ayant reçu quatorze injections, représentant 10 gr. 5 de substance active, et aussi dix gouttes de la solution de vert brillant à 1/200° dans le canal; il s'améliora extraordinairement; le traitement fut arrêté le 29 janvier; la fièvre ne se montra plus; il acquit de l'enbonpoint, paraissait guéri et était convaincu qu'il l'était. J'ai répété quelquefois l'examen du sang par une piqûre du doigt avec résultat négatif. Ne pouvant pas le retenir à l'hôpital, il en sortit pour retourner en Afrique le 22 avril 1907; je l'ai fait photographier à cette date, et, le 20 du même mois, j'ai pratiqué sur lui la ponction d'une des veines du pli du coude et obtenu ainsi 20 centimètres cubes de sang qui fut citraté, et dont 10 centimètres cubes furent injectés à un *Cercopithecus sabaeus*, et les dix autres centrifugés pour faire des préparations. Eh bien, Messieurs, le cercopithécus a présenté, un mois

après, des trypanosomes dans le sang, et dans les préparations du sang du malade j'ai réussi à trouver de rares flagellés aussi.

« Connaissant ces cas, je ne peux pas laisser d'être très réservé dans les conclusions à déduire du traitement fait par d'autres observateurs, quant à la guérison définitive.

« Peut-être que si on soigne les malades à une période assez proche du commencement de la maladie, on aura plus de chance de succès, mais par cela même que la maladie est à son commencement, on ne pourra conclure qu'après avoir suivi les malades pendant très longtemps, l'évolution de la léthargie africaine étant très longue, durant même des années, avec des périodes d'accalmie, des symptômes qui auront donné quelquefois l'apparence de la guérison.

« A ce point de vue, notre île du Principe est une bonne place pour ces essais. Les nègres vivant dans l'île pourront être suivis indéfiniment, parce que la plupart d'eux n'en sortent pas. C'est là que la deuxième mission portugaise va faire l'emploi de l'atoxyl *largamun*, en suivant méthode exécutée par M. le professeur Koch dans le but d'en apprécier les résultats définitifs. Quelques-uns des malades, encore dans les premières phases de la trypanosomiasse, seront immédiatement après le commencement du traitement par l'atoxyl envoyés à Lisbonne, pour être suivis sans qu'on ait à craindre leur réinfection, toujours facile à l'île du Principe. Selon les résultats obtenus, et seulement alors, nous avons l'intention d'employer systématiquement la même méthode dans d'autres régions du continent africain.

A propos des inconvénients de l'usage de l'atoxyl, j'ai aussi des faits importants à vous communiquer.

« De mes vingt-neuf malades, six ont eu des lésions oculaires. De ces six, trois sont devenus complètement aveugles et ont vécu encore quelques mois après cet accident; un autre a perdu la vue peu de jours avant la mort, étant déjà dans un état très grave. Des deux derniers, un (individu de race blanche portugaise) voit encore, mais avec difficulté, principalement de l'œil gauche; et l'autre, un nègre, a perdu la vue seulement de la moitié du champ visuel du côté droit. Ces malades ont été observés par le M. le professeur Gama Pinto, spécialiste, qui a diagnostiqué des atrophies du nerf optique probablement consécutives à des névrites; dans celui des malades qui, comme je vous ai déjà dit, accusait seulement l'impossibilité de voir les objets situés à sa droite en dehors du plan vertical médian de l'œil correspondant, M. Gama Pinto a trouvé les lésions limitées à la moitié respective de la rétine: altérations périphériques et, par conséquent, névrite partielle du nerf optique droit située entre le chiasma et l'œil.

« Ce ne furent pas ceux qui avaient reçu le plus d'atoxyl qui ont présenté ces lésions. Parmi les aveugles, celui qui en a reçu le plus fut le numéro 43, qui a perdu la vue après seize injections, représentant 23 grammes de substance active en quatre mois; par contre j'ai des malades avec 30 grammes, 44 gr. 5 et 55 grammes, qui n'ont rien souffert de semblable, et un d'eux, le dernier vit encore. Le malade de race blanche s'est plaint de la perte de l'acuité visuelle après

un mois de traitement, ayant reçu seulement jusqu'alors quatre injections correspondant à 5 gr. 5 d'atoxyl.

» Il semble donc que si l'atoxyl est seul responsable de ces incidents, il doit y avoir quelque prédisposition individuelle et locale, pour les faire éclater chez quelques malades dès l'injection sous la peau de quelques grammes du médicament.

» Des malades avec lésions du nerf optique, deux vivent encore : le numéro 44, un nègre, lequel, sauf les perturbations de la vue, moitié externe du champ droit, ne présente actuellement plus rien d'anormal ; l'autre, le numéro 61, blanc, est déjà très gravement atteint ; quand le traitement fut commencé, il présentait des tremblements très intenses dans les membres et la langue, tous les réflexes exagérés et difficulté accentuée de se tenir debout et de marcher.

» Je ne peux attribuer aux injections sous-arachnoïdiennes la raison d'être des névrites optiques, parce qu'un des aveugles n'a eu que le traitement hypodermique, et beaucoup d'autres, avec injections sous-cutanées et dans le canal, n'ont rien présenté du côté des yeux.

» Cependant, ce qui me fait supposer que ce doit être l'atoxyl, chez les malades du sommeil, qui provoque ces lésions, c'est que, ayant observé déjà, pendant les travaux de la première mission portugaise, et puis jusqu'à présent un peu plus de cent vingt malades, ce fut seulement dans le groupe des vingt-neuf malades traités par ce médicament que j'ai vu paraître ces lésions oculaires.

» Avec la possibilité de provoquer de si graves altérations, on comprend que ne pourront pas être atteintes, sans crainte, les doses qui me semblent nécessaires, dans la plupart des cas, pour faire disparaître les trypanosomes. Avec les petites doses, on doit avoir plus de probabilité de voir naître les races de trypanosomes résistantes à l'atoxyl, dont la première description se doit à M. le professeur Ehrlich, et auxquelles il attribue mes insuccès ; ces trypanosomes résistants rendent nécessaire l'alternance des médicaments employés.

» En conclusion, Messieurs, il me semble que la résolution qui a été prise par le gouvernement portugais de faire d'abord étudier les effets de l'emploi de l'atoxyl chez beaucoup de malades à des phases encore précoces de la trypanosomiasse dans l'île du Principe, pour seulement après, suivant les résultats obtenus, faire le même dans les colonies du Continent, a été pleinement justifiée.

» Pour ce qui regarde les autres mesures prophylactiques, comme la destruction des mouches *Glossina*, la défense contre les piqûres de ces insectes, la prohibition de l'entrée des individus atteints de trypanosomiasse dans les régions encore indemnes, mais qui, tout en ayant les insectes aptes à la propagation, pourront devenir de nouveaux foyers endémiques, ce sont des questions sur lesquelles, en thèse générale, les médecins doivent être absolument d'accord. Cependant, peuvent se présenter dans leur exécution des difficultés d'un ordre tout spécial, circonstances dépendant des différentes régions, de l'impossibilité d'empêcher sûrement l'émigration des malades n'ayant que des symptômes minimes, dépenses très importantes à faire, toutes choses, d'ailleurs, auxquelles, comme délégué seulement technique, je ne peux pas, par moi seul, prendre la responsa-

bilité de leur exécution immédiate. Mon gouvernement s'efforcera certainement, au fur et à mesure du possible, d'appliquer, dans nos colonies du Continent, les méthodes prophylactiques qui seront votées par la Conférence comme les plus pratiques. »

M. le docteur Laveran lit son rapport sur les mesures prophylactiques et les recherches qu'il est possible et nécessaire d'entreprendre :

« Dans l'état actuel de nos connaissances, on doit admettre que la maladie du sommeil est produite par *Trypanosoma gambiense*, et qu'elle est propagée par *Glossina palpalis*, probablement aussi par d'autres espèces de *Glossina*. Aucun fait ne démontre que la maladie puisse se propager dans une région indemne de *Glossina*; c'est donc aux seules régions de l'Afrique où s'observent les *Glossina* que paraît devoir s'appliquer la prophylaxie.

» Parmi les mesures à conseiller pour restreindre les ravages de la redoutable endémie, les unes concernent les malades, les autres les *Glossina*.

» 1. Il est nécessaire que les médecins appelés à exercer en Afrique sachent faire le diagnostic précoce de la maladie du sommeil. Des instructions devront être adressées à cet effet au personnel médical des colonies atteintes ou menacées.

» 2. Des mesures de police sanitaire s'imposent pour empêcher les indigènes atteints de maladie du sommeil de pénétrer dans des régions encore indemnes.

» 3. Le traitement par l'atoxyl qui produit des améliorations incontestables dans l'état des malades, sinon des guérisons complètes, a le grand avantage de faire disparaître rapidement les trypanosomes de la grande circulation et de supprimer, par suite, les dangers de contagion; il est donc indiqué d'instituer ce traitement aussi rapidement que possible chez tous les individus infectés.

» 4. Dans certains cas, on pourra envoyer les malades dans des localités où il n'y a pas de *Glossina*, et où, par suite, la contagion n'est plus à redouter.

» 5. — Les Européens devront établir leurs campements ou habitation autant que possible dans des localités où il n'y a pas de *Glossina* (tsétsé), et loin des agglomérations indigènes envahies par la maladie ou suspectes.

» 6. Il est indiqué de détruire la brousse et de déboiser les rives des cours d'eau au voisinage des agglomérations afin de supprimer les abris ordinaires des *Glossina*.

» 7. — Il y a lieu, dans les localités où les *Glossina* abondent, de protéger mécaniquement l'habitation contre la pénétration de ces mouches; la protection à l'aide de toiles métalliques sera utile à la fois contre les *Glossina* et contre les *Anopheles* propagateurs du paludisme, qui pullulent presque toujours dans les localités.

Programme de recherches.

» 1. Il y aura lieu de dresser pour toutes les régions de l'Afrique dans lesquelles l'existence de la maladie du sommeil aura été constatée :

» a) La carte des localités infectées, en indiquant, autant que possible, le degré de fréquence de la maladie, et en avant soin de noter les localités qui ont été reconnues indemnes ;

» b) La carte de distribution des *Glossina*, en indiquant les espèces observées dans chaque localité et les localités dans lesquelles ces mouches ont été recherchées en vain.

» Dans la régions où la maladie du sommeil n'a pas encore été signalée, il faudra faire l'étude des mouches piquantes, et dresser, s'il ya lieu, la carte de répartition des *Glossina*.

» 2. Il faudra rechercher si certains animaux domestiques ou sauvages ne servent pas de réservoir pour la conservation du virus. Dans le cas où le fait serait démontré, il en découlerait d'importantes conséquences au point de vue des mesures prophylactiques à prendre.

» 3. En ce qui concerne les *Glossina*, les questions suivantes s'imposent :

» a) Les différentes espèces de *Glossina* sont-elles capables comme *Glossina palpalis* de propager la maladie du sommeil ?

» b) Les *Glossina* ont-elles un rôle purement mécanique dans le transport et l'inoculation de *Trypanosoma gambiense*, ou bien le trypanosome accomplit-il dans le corps de ces mouches certaines phases de son évolution ?

» c) Pendant combien de temps une mouche nourrie sur un animal infecté de *Trypanosoma gambiense* est-elle capable de transmettre l'infection à un animal sain ?

» d) Biologie des *Glossina*. Quel est exactement le mode de reproduction de ces diptères ?

» e) Moyens pratiques de destruction des *Glossina*. Ennemis naturels des *Glossina* : insectes entomophages, animaux prédateurs insectivores, et, en particulier, *Hyménoptères* et *Diptères* chasseurs.

» (Il y aurait lieu de mettre au concours l'étude de la recherche des moyens de destruction des *Glossina*.)

» 4. Des diptères piqueurs et suceurs de sang autres que les *Glossina* sont-ils capables de propager la maladie du sommeil ? Il y aura lieu d'étudier à ce point de vue les *Stomoxys*, les *Lyperosia*, les *Hæmatobia*, les *Tabanides*, les *Hippoboscites*, les *Culicides*, et peut-être d'autres *Articulés*, tels que *simulies*, *puces* et *punaies*, dans la classe des insectes ; *Ixodidés* dans celle des *Arachnides*.

» 5. Continuer l'étude des modes de traitement de la maladie du sommeil, rechercher le meilleur mode d'emploi de l'atoxyl et des médicaments qui pourront peut-être lui être associés avec avantage. »

Sir P. Mansion (Grande-Bretagne) propose, dans le but de rendre plus fécond et plus précis le travail des prochaines conférences (qui devraient se réunir tous les ans), de répartir la besogne de telle sorte

que les diverses questions afférentes à l'étude de la maladie du sommeil soient confiées à des rapporteurs différents, il propose la répartition suivante :

M. le professeur R. Blanchard : Etude zoologique et biologique des *Glossina* et autres insectes et animaux capables de transmettre la maladie.

M. le professeur Ehrlich : Thérapeutique expérimentale.

M. le docteur Ayres Kopke : Thérapeutique appliquée.

M. le professeur Laveran : Biologie du trypanosome ; son existence chez l'homme et chez les animaux.

Epidémiologie et destruction des mouches piqueuses, en Sénégambie, au Soudan égyptien, au Soudan français, dans les colonies allemandes et portugaises et dans l'Etat Indépendant du Congo ; cette étude devra être confiée à des missions spéciales ou à des commissions locales par les divers gouvernements intéressés.

La sous-commission approuve le rapport de M. Laveran et la proposition de sir P. Manson, et décide de les soumettre à la Conférence à sa prochaine séance plénière.

La sous-commission s'ajourne sans fixer la date de sa prochaine

Le Président,

(Signé) EHRLICH.

Certifié conforme à l'original :

Les Secrétaires :

(Signé) H. NORMAN.

Ch. BÉRARD.

ANNEXE.

Règlement coordonnant les mesures prises pour enrayer la maladie du sommeil, du 5 décembre 1906.

Pour empêcher la transmission de la maladie aux régions non encore infectées, la surveillance incessante du personnel médical, le concours absolu des chefs de missions, des gérants de factoreries, de tout le personnel de l'Etat et même des chefs indigènes mis au courant par les médecins ou chefs poste, est indispensable.

La recherche des malades arrivés à la deuxième période, avec somnolence, ne rencontre guère de difficultés. Il sera plus important de reconnaître les cas de la première période, parce que à cette période les malades peuvent circuler et porter au loin les germes de la maladie ; ensuite, parce qu'ils sont plus facilement curables, la maladie ayant fait moins de ravages dans les centres nerveux.

Les chefs de poste, etc., examineront ou enverront à l'examen du

médecin, s'il y en a un à proximité, tout le personnel, hommes, femmes, enfants. Ils rechercheront par la palpation du cou l'existence de ganglions lymphatiques engorgés (glandes). Les personnes chez qui on aurait constaté ces ganglions engorgés au cou seront envoyées sans retard au médecin le plus proche. Celui-ci fera l'examen (répété en cas de résultat négatif à plusieurs jours d'intervalle) du suc ganglionnaire et du sang, au point de vue trypanosomiase.

Dans les régions non encore contaminées, la conduite à tenir en cas de résultat positif (ou de diagnostic de maladie du sommeil franche) sera la suivante :

Le médecin fera diriger dans le plus bref délai les personnes atteintes, vers les lazarets ou postes d'observation situés en pays déjà contaminé. La feuille de route ou le livre portera le diagnostic fait.

En tout cas, le médecin qui constate la trypanosomiase fera, le jour même de la constatation et les deux ou trois jours que le malade devrait encore rester au poste avant son départ, une injection journalière de 5 centimètres cubes d'atoxyl à 5 p. 100.

Tout Européen (chef de zone, chef de mission, de factorerie ou particulier, etc.), qui, par négligence ou par mauvaise volonté, aura cause, parmi le personnel dont il a charge ou surveillance (serviteurs, personnels, travailleurs, soldats, etc.) de l'existence de cas de trypanosomiase avec ganglions nettement engorgés, pourra être poursuivi devant les tribunaux conformément à l'article 1^{er} du décret du 20 octobre 1888, et de l'arrêté du 22 mars 1906, et ce indépendamment des mesures disciplinaires qui pourraient être prises à l'égard des Européens au service de l'Etat.

Les médecins de tout le territoire de l'Etat Indépendant du Congo auront le droit et le devoir de faire, en toute occasion, l'examen des individus au point de vue trypanosomiase. Cet examen sera très sévère dans les régions non encore contaminées. Tout cas diagnostiqué sera immédiatement signalé aux autorités avec notification des mesures prises à l'égard du malade.

Les médecins et chefs de poste au courant de la recherche des ganglions engorgés devront convoquer les chefs indigènes et leur apprendre la façon de procéder pour constater cet engorgement.

Ils leur diront toute l'importance qu'il y a pour eux à signaler au plus tôt la présence de cas suspects et aussi les cas de maladie du sommeil nettement établis. Cette aide des chefs indigènes sera surtout importante dans les régions indemnes et dans les régions où la maladie ne commence qu'à faire sa apparition. Ils tâcheront de leur faire comprendre le rôle de la mouche tsétsé, leur montreront des spécimens de celle-ci et les inciteront à débarrasser les environs des cases des mauvaises herbes, broussailles, ordures, etc., endroit préféré par cette mouche.

Postes d'observation et lazarets spéciaux.

Les lazarets pour maladie du sommeil devront toujours être érigés en pays contaminé. On les établira en terrain découvert sur une hauteur, loin des rivières et ruisseaux, à 600 mètres au moins des habitations.

Le terrain devra être débroussé à 500 mètres aux alentours des lazarets. On débroussera aussi avec soin l'endroit réservé (ruisseau, source) où les occupants du lazaret se rendraient éventuellement pour prendre de l'eau.

Les cases destinées à loger les malades pourront être construites en herbes, de façon à pouvoir être détruites par le feu en cas de besoin. Elles ne devront pas comporter plus de six ou huit lits et seront distantes les unes des autres de 10 mètres au moins. Les rangées de maisons seront éventuellement à 30 mètres l'une de l'autre. Le camp devra être clôturé sur tout son périmètre et une surveillance active empêchera les malades de communiquer avec le dehors.

Seront envoyés au lazaret :

1. Tous les malades de la région (au service de l'Etat et autres) ;
2. Les malades envoyés des postes situés en dehors des régions contaminées ;
3. Les malades retenus à leur passage par le médecin. L'entretien des malades non au service de l'Etat sera mis à charge des maisons commerciales au service desquelles ils sont et, dans la mesure du possible, à charge des chefs indigènes.

Plusieurs personnes ainsi retenues seront encore très aptes à rendre des services en attendant la guérison, et seront, en conséquence, employées aux travaux d'installation et d'entretien du lazaret, ou à des plantations pour leur propre subsistance. Le médecin fera un classement et indiquera celles qui pourraient être employées à des travaux de défrichement, de culture, etc. Les équipes ne seront pas mêlées aux autres travailleurs et ne travailleront pas non plus dans des endroits humides et bas, ni dans des places manifestement hantées par des mouches tsétsé.

Le médecin du poste d'observation examinera soigneusement les personnes qui se rendent dans les régions non infectées : toute personne, Européenne ou indigène, qui sera trouvée atteinte d'engorgement ganglionnaire sera retenue en observation et examinée à plusieurs reprises au point de vue trypanosomiase (suc ganglionnaire et sang). La surveillance du personnel des bateaux s'exercera spécialement à Léopoldville, ou bien au port d'attache si le bateau ne fait pas escale à Léopoldville.

Lazarets temporaires, pour malades non transportables.

*Précautions à prendre contre la pullulation des mouches tsétsé
(Glossina).*

Sauf dans les endroits à altitude élevée (altitude non encore déterminée), on peut affirmer que les mouches tsétsé existent partout au Congo. La puissance de leur vol étant de plusieurs kilomètres, il serait oiseux de mettre leur présence en corrélation avec telle ou telle plante déterminée ; les tsétsé peuvent d'ailleurs s'accommoder de circonstances même défavorables. Pourtant, en fait, elles recherchent de préférence les endroits humides, encombrés de broussailles et de mauvaises herbes.

Il y a donc une grande importance à ce que les postes et les villages soient tenus dans un grand état de propreté, que les amas d'immondices soient scrupuleusement enlevés, que la petite brousse soit extirpée aux environs des habitations, écuries, etc. En agissant ainsi, on fera disparaître les conditions favorables aux mouches tsétsé et l'on diminuera d'autant les chances de contamination.

Les écuries seront éloignées des agglomérations, leurs abords bien débroussés et drainés.

Considérations spéciales.

Poste d'observation et lazaret érigé dans les environs d'Ibembo. — Le but de ce poste sera d'empêcher le passage des malades vers le Nord-Est et le traitement des malades atteints d'trypanosomiase dans le lazaret annexé. Il ne pourra être imposé au médecin directeur de ce poste des occupations qui l'empêcheraient de se consacrer à son rôle bien déterminé de soigner les malades atteints de trypanosomiase.

Tous les bateaux, pirogues, caravanes, se destinant vers le haut, devront s'arrêter à ce poste et personne ne pourra être dirigé vers les régions d'amont sans avoir été examiné par le médecin. Celui-ci fera mention de cet examen sur la feuille de route. Cet examen sera obligatoire pour les gens de couleur indistinctement, pour les Européens et leurs serviteurs. Le médecin tâchera de s'assurer le concours des chefs indigènes pour dépister la trypanosomiase dans les villages.

Poste d'observation et lazaret de Stanleyville. — Le médecin directeur examinera tout le monde au débarquement des bateaux; il examinera aussi tous ceux qui se rendent vers le Nord, l'Est et le Sud. Il recevra dans le lazaret, outre les malades qu'il y aura envoyés, ceux qui lui seraient envoyés du district de l'Aruwimi.

Poste d'observation et lazaret de Pania-Mutumbo. — Le médecin du poste aura pour mission d'empêcher toute pénétration de malades dans les régions situées à l'Est. A certaines époques, il pourra recevoir dans son lazaret des malades envoyés de Lusambo.

Lazaret de Lusambo. — Les communications avec le poste d'observation de Pania-Mutumbo étant très difficiles pendant une partie de l'année, il sera indispensable de maintenir le lazaret qui y a été fondé. Ce lazaret recevra des malades du district. Au cas où il y aurait trop de malades, il pourrait en être envoyé un certain nombre à Pania-Mutumbo, après avoir prévenu en temps opportun le médecin directeur de ce poste.

Lazaret de Nouvelle-Anvers. — Recevra les malades du district et ceux du district de l'Equateur. Le médecin du district des Bengala examinera avec beaucoup de soin les enfants de la colonie scolaire et veillera à ce que les prescriptions de l'hygiène soient observées dans cette institution.

Lazaret de Léopoldville. — Le médecin aura la surveillance du personnel des bateaux à l'arrivée et au départ. Il recevra dans son lazaret les malades du district et ceux du district du lac Léopold II et du Kwango.

Le lazaret d'Unira vient d'être érigé.

Rôle du chef de poste de Yakoma.

Le chef de poste empêchera le passage vers les régions non contaminées de l'Est des personnes suspectes (glandes dans le cou).

Transport des malades à bord des bateaux.

Pour éviter la contamination à bord des bateaux devant embarquer éventuellement des malades à diriger sur les lazarets, il sera aménagé un réduit mobile sur le pont. Ce réduit sera constitué par des cadres rigides garnis de toile moustiquaire métallique. Les malades et suspects devront se tenir dans l'espace d'isolement pendant la durée de la traversée. Au campement, le réduit sera provisoirement installé à terre; les malades s'y tiendront jusqu'au coucher du soleil. En aucun cas, ils ne pourront entrer dans les villages pour se procurer des vivres, etc., qui doivent leur être fournis d'office.

Lorsqu'un Européen atteint de trypanosomiase devra voyager à bord d'un steamer, soit pour rejoindre un hôpital, soit pour se rendre en Europe, il sera tenu d'observer à bord toutes les prescriptions que lui indiquera le médecin.

Diagnostic. — Moyens curatifs. — Traitement dans les lazarets.

Diagnostic. — Le diagnostic sera surtout basé sur les préparations obtenues par ponctions ganglionnaires et examinées à frais.

Préparation à frais. — Les médecins, pour établir leur diagnostic, prendront très utilement les précautions suivantes :

Choix des ganglions. — Les plus favorables sont les ganglions cervicaux; à leur défaut, on prendra les ganglions inguinaux, axillaires, épitrochléens, etc. Une ponction blanche ne peut faire conclure, il faut en refaire une autre dans un ganglion voisin ou dans un ganglion d'un autre groupe, le même jour ou à une séance ultérieure (une ou deux fois à des intervalles de quatre ou cinq jours).

2. La seringue doit être lavée préalablement à l'eau physiologique (chlorure de sodium, 7 p. 1000), et bien séchée après le lavage.

3. Il faut bien fixer le ganglion choisi et le relever entre le pouce et les deux premiers doigts de la main gauche, par exemple.

4. On piquera l'aiguille dans le ganglion ainsi fixé et isolé, puis on fera retirer le piston de la seringue par un aide, afin d'obtenir le maximum d'aspiration.

5. Avec le doigt on fixera le piston fortement relevé et on fera mouvoir la pointe de l'aiguille dans la masse ganglionnaire.

6. Avant de retirer l'aiguille, on abandonnera le piston qu'on avait fixé du doigt et on le verra redescendre un peu (ceci pour éviter les éclaboussures à la suite de la pénétration brusque de l'air au moment de retirer l'aiguille).

7. On poussera les quelques gouttes de suc obtenu d'un seul coup de piston sur le verre porte-objet (afin d'éviter les bulles d'air).

8. On examinera de suite à frais, au grossissement de 250 diamètres environ. (*Zeiss No. D, oc. 2 — Koritska obj. 7 H, oc. 2.*)

Traitement de la maladie du sommeil à la première période.

Le traitement comportera les injections sous-cutanées ou intramusculaires d'atoxyl. On commencera par injecter 5 centimètres cubes d'une solution à 5 p. 100 d'atoxyl et l'on augmentera cette dose de 1 centimètre cube à chaque séance, qui aura lieu tous les quatre ou cinq jours.

La solution à injecter devra être chauffée avant l'emploi, les injections chaudes étant beaucoup moins douloureuses.

On arrivera ainsi à injecter progressivement 10 centimètres cubes au moins à chaque séance, puis l'on diminuera graduellement la dose de 1 centimètre cube par injection pour finir à 5 centimètres cubes.

Si un examen du suc ganglionnaire ou du sang fait un mois après la fin du traitement démontrerait la présence de trypanosomes, on recommencerait une série nouvelle.

Traitement de la maladie du sommeil à la deuxième période.

Le traitement comporte de l'atoxyl en injections sous-cutanées ou intramusculaires, du sulfate de strychnine par la bouche et les douches froides matin et soir.

Ces moyens peuvent être employés en même temps.

1. Atoxyl. — Injections sous la peau aux endroits ordinaires, tous les cinq jours une solution d'atoxyl. Commencer par 5 centimètres cubes d'une solution à 10 p. 100 (soit 50 centigrammes d'atoxyl), augmenter de 1 1/2 centimètre cube (au de 5 centigrammes) chaque cinquième jour. Ne pas augmenter la dose s'il se produisait des phénomènes d'intoxication (douleurs de tête, diarrhées profuses, etc.). On arrivera ainsi à injecter progressivement 16 centimètres cubes (ou 80 centigrammes) d'atoxyl, puis on diminuera progressivement de 1 centimètre cube à chaque séance pour finir à 5 centimètres cubes.

Les solutions d'atoxyl se conservent difficilement. Les solutions doivent être faites pour deux semaines au plus et conservées en flacons foncés. Dès que la solution devient jaunâtre il faut la rejeter.

Ne jamais laver les seringues avec de l'eau phéniquée qui décompose l'atoxyl. Employer comme antiseptique l'eau boricée ou l'eau bouillie simple (aseptique).

2. Sulfate de strychnine. — Commencer par trois granules par jour à 1 milligramme (un au matin, un à midi et un au soir). Augmenter d'un granule tous les jours jusqu'à ce que le malade en prenne dix par jour en trois fois. Après cela, on augmentera d'un granule par semaine. On pourrait aller jusqu'à quinze à dix-sept granules par jour, si l'amélioration ne se produisait pas avant. Jusqu'à maintenant, on n'a pu dépasser dix-sept granules. Arrivé à 17 milligrammes, on diminuera rapidement la dose journalière de strychnine d'un gra-

nule journellement jusqu'à ce qu'on arrive à trois granules pour finir.

La strychnine, médicament très actif, peut produire des phénomènes d'intoxication qui se manifestent par des contractures des muscles de la mâchoire. Dès que ces contractures se produisent, il ne faut pas, temporairement, augmenter la dose; on augmente dès que les phénomènes ont cessé.

3. Douches. — Biquotidiennes, matin et soir, froides. Ces douches doivent être données régulièrement au malade mis à nu et être complètes. Un petit exercice favorisera la réaction après la douche.

Dans les cas excessivement graves, ou chez les indigènes qui ne pourraient rester longtemps en traitement, on pourrait faire les injections d'atoxyl tous les trois ou quatre jours, quitte à surveiller de près les phénomènes d'intoxication. On pourrait aussi commencer par 6 milligrammes de strychnine par jour pour augmenter journellement de 1 milligramme jusqu'à 14 à 15 milligrammes, puis redescendre à 3 milligrammes.

Traitement dans les lazarets.

A leur arrivée dans les lazarets, les malades seront inscrits dans un registre spécial, noms, position, âge approximatif, et sexe, origine, date d'entrée, mode de diagnostic; des colonnes y seront réservées pour inscrire sommairement le traitement suivi, la sortie par guérison et la date, la date du décès et la cause, destination à la sortie, et une colonne pour observations.

Ces registres resteront déposés à la station où se trouve le lazaret, et, sous aucun prétexte, même pour absence temporaire, le médecin ne pourra les emporter. Ils seront considérés comme archives.

Lorsqu'un malade, au service de l'Etat, quittera le lazaret par guérison, le médecin inscrira sur la feuille de route et sur le livret la date de la sortie. Si après la sortie, une rechute se produisait, connaissance en sera donnée au médecin résidant au lazaret. On inscrira la rechute à la colonne « Observations », en regard du nom du malade.

Pour les indigènes sortis guéris, le médecin inscrira le nom du village, et s'enquerra, lui ou ses successeurs, après un certain temps de leur état de santé (soit en le demandant au chef, soit en faisant venir périodiquement les guéris au lazaret pour se faire examiner).

Le médecin tâchera de traiter tous les malades atteints. S'il n'avait pas de médicaments en quantité suffisante, il ne traitera qu'un certain nombre de malades aux diverses périodes de la maladie et notera le pour cent de guérisons, en outre, la marche de la maladie chez les non-traités, etc.

Semestriellement, le médecin fera un rapport circonstancié sur le nombre de malades traités et la gravité des cas, les modes de traitement suivis, les résultats, guérisons, décès (avec cause), et les rechutes signalées.

Le Vice-Gouverneur général,
(Signé) LANTONNOIS.

Boma, le 5 décembre 1906.

N° 4.

PROTOCOLE N° 2.

Séance du mercredi 19 juin 1907.

La Conférence entre en séance à 3 heures.

Tous les délégués sont présents, sauf le délégué italien.

M. Clarke rend compte en quelques mots de la séance de la sous-commission médicale.

M. le président pense qu'il y aurait intérêt pour la Conférence à entendre la déposition de certaines personnalités, connues pour leur compétence toute particulière en ce qui concerne la question des maladies tropicales. Il propose, en conséquence, de convoquer pour la séance plénière du lendemain M. le colonel Bruce, M. le docteur Ross, M. le docteur Todd et M. le professeur Minchin.

Cette proposition est adoptée.

M. le président propose comme sujet de travail l'étude des deux questions suivantes :

1. La question de la périodicité des Conférences ; et
2. La question de l'établissement d'un bureau central chargé de centraliser toutes les questions concernant la maladie du sommeil.

M. de Jacobs, tout en reconnaissant personnellement la nécessité de réunir la Conférence le plus fréquemment possible, déclare ne pas pouvoir engager, par son vote, son gouvernement à se faire représenter à cette Conférence.

M. le professeur Blanchard déclare que les délégués français se trouvent dans le même cas : qu'ils ne sont pas des délégués diplomatiques et qu'ils ne peuvent davantage engager leur gouvernement. Il estime cependant qu'il est essentiel que la Conférence se réunisse tous les ans ou que l'intervalle *maximum* entre deux convocations ne soit en tout cas pas supérieur à deux ans.

M. le docteur Laveran estime qu'il ne faudrait pas se lier les mains ; il se peut, en effet, qu'aucun fait nouveau ne justifie la réunion de la Conférence tous les ans. Il serait préférable d'en laisser l'initiative à un bureau central qui aurait toute latitude pour adresser des convocations aux puissances intéressées. Il propose d'aborder immédiatement la discussion de cette question.

M. le président invite M. le docteur Laveran à rédiger une proposition sur la création d'un bureau central.

M. de Jacobs fait ressortir la nécessité de compléter l'organisation de ce bureau central par la création dans chaque pays de bureaux qui restent en rapport avec lui.

M. le professeur Blanchard pense qu'il est bon de laisser à chaque gouvernement le soin d'organiser son bureau comme il l'entend.

M. le président se range à l'avis de M. le professeur Blanchard, et appelle l'attention de la Conférence sur le fait que ses membres

n'ont pas de pouvoirs diplomatiques, et qu'elle ne peut en conséquence émettre que des vœux qui seront soumis aux gouvernements des puissances représentées, lesquelles s'entendront ensuite directement pour la conclusion d'un accord.

Revenant à la discussion sur le bureau central, M. le président demande que l'on ne se laisse pas influencer par une considération exagérée pour les susceptibilités de la Grande-Bretagne en fixant le siège de ce bureau à Londres.

M. le professeur Blanchard, tout en remerciant M. le président, expose les raisons pour lesquelles il lui paraît indiqué que Londres soit choisi comme siège du bureau central.

M. de Jacobs insiste sur le rôle du bureau central, qui devra s'occuper de tout ce qui touche aux questions internationales concernant la maladie du sommeil, prendre des décisions et réunir la Conférence.

M. le professeur Blanchard donne lecture de la proposition suivante, qu'il a rédigée d'accord avec M. le docteur Laveran.

La Conférence émet les vœux suivants :

1. Qu'il soit institué à Londres un bureau central permanent ;
2. Qu'il soit institué dans chacun des pays représentés un bureau national ;
3. Que le bureau central réunisse tous les documents relatifs à la maladie du sommeil ; prenne l'initiative de toute question concernant cette même maladie, à un point de vue international ; ait pleins pouvoirs pour se mettre en relations, toutes les fois qu'il le jugera utile, avec les différents bureaux nationaux, et décide de la date et du lieu des Conférences internationales subséquentes.

Adopté.

La Conférence exprime le vœu que les gouvernements intéressés portent à la connaissance générale toute manifestation de la maladie dans une nouvelle région, afin que des mesures immédiates puissent être prises d'urgence par les autorités des régions menacées.

Adopté.

Sir P. Manson propose la résolution suivante :

Que la Conférence approuve la résolution prise par la sous-commission médicale, résolution ayant pour but de confier de temps à autre à des États et à des personnes désignés d'avance des enquêtes sur certains points spéciaux concernant la maladie du sommeil.

M. de Jacobs repousse cette proposition, vu que, selon lui, elle porte atteinte à la liberté de la science.

M. le docteur Laveran ne voit pas en quoi la résolution discutée peut entraver la liberté de recherche des savants. Elle ne vise qu'à nommer des rapporteurs, et non à assurer à certaines personnes ou à certains pays le monopole de certaines recherches.

Sir P. Manson déclare qu'il n'a aucunement l'intention de restreindre l'initiative scientifique. Il ne cherche qu'à organiser les recherches afin d'éviter des pertes de temps et d'énergie.

Après discussion, M. le président met la proposition aux voix, mais, vu que le pouvoir de désigner les États ou personnes auxquels se-

raient confiées les enquêtes précitées peut être considéré comme étant de la compétence du bureau central, l'unanimité n'est pas obtenue, et elle est rejetée.

La Conférence s'ajourne au lendemain jeudi, 20 juin, à 2 heures et demie.

La séance est levée à 5 heures.

(Signé) FITZMAURICE.
 H. von JACOBS.
 P. EHRLICH.
 Le D^r FULLEBORN.
 A. LANTONNOIS.
 E. TONNEAU.
 M. RUTTEN.
 Le D^r Em. van CAMPENHOUT.
 A. LAVERAN.
 Le P^r R. BLANCHARD.
 Le D^r KERMORGANT.
 Le D^r GOUZIEN.
 Walter FOSTER.
 A. W. CLARKE.
 H. J. READ.
 Patrick MANSON.
 John Rose BRADFORD.
 AYRES KOPKE.
 G. DOUGLAS HUNTER.
 Andrew BALFOUR.

Certifié conforme à l'original :

Les Secrétaires :

(Signé) H. NORMAN.
 Ch. BÉRARD.

N° 5.

SOUS-COMMISSION ADMINISTRATIVE

Séance du jeudi, le 20 juin 1907.

La sous-commission se réunit à 10 heures, sous la présidence de lord Fitzmaurice.

Sont présents :

Tous les délégués, à l'exception de sir W. Foster, sir P. Manson.

M. le docteur Fülleborn assiste à la séance.

M. de Jacobs revient sur le caractère des membres de la Conférence, qui est celui de simples délégués. Ce caractère est un obstacle à toute

discussion décisive. Il croit qu'il serait bon d'ajourner la Conférence à une date ultérieure, qui serait fixée par le bureau central, afin de donner aux gouvernements représentés la faculté et le temps de prendre l'avis des autorités compétentes, surtout des gouverneurs des colonies, avant de s'engager de manière définitive. Les résolutions auxquelles aboutiront les travaux de la Conférence ne peuvent être prises *qu'ad referendum*.

M. le Président estime que la question traitée par M. de Jacobs relève de la séance plénière.

M. Read donne lecture d'un projet de résolution visant :

La préparation d'une carte officielle montrant la distribution de la maladie du sommeil ;

L'établissement de communications entre les différentes administrations permettant de signaler chaque nouvelle manifestation de la maladie ;

La surveillance des routes afin d'empêcher le passage des indigènes atteints de la maladie dans des régions indemnes ;

La centralisation au bureau central de tous les renseignements recueillis dans toute l'Afrique tropicale.

M. le colonel Lantonnais approuve entièrement le projet rédigé par M. Read. Il ajoute que le système dont il vient de donner les éléments est déjà en partie appliqué au Congo, où, par exemple, chaque nouveau cas de la maladie est aussitôt porté officieusement à la connaissance des autorités des régions avoisinantes. La Conférence devrait rendre cette communication obligatoire et officielle.

La Conférence de la Croix-Rouge récemment réunie à Londres a traité un certain nombre de questions, qui, sans se rapporter directement à la maladie du sommeil, peuvent être néanmoins d'un grand intérêt pour la présente Conférence. Il forme le vœu que l'on demande à la Commission de la Croix-Rouge la communication des résultats de ses travaux sur ces points.

Il appelle l'attention de la Commission sur un autre point fort important ; la nécessité de donner à toute personne capable de les assimiler, les quelques notions médicales élémentaires qui lui permettraient de diagnostiquer la maladie. C'est ainsi qu'il y a dans les colonies des missionnaires, des agents, fonctionnaires, etc., qui pourraient apporter un concours précieux aux médecins dont le nombre, bien que très considérable, est cependant insuffisant. Il serait facile de faire suivre aux missionnaires ou aux fonctionnaires qui ont l'intention de se rendre dans l'Afrique tropicale des cours préparatoires d'une durée peu prolongée, à la suite desquels on exigerait d'eux l'obtention d'un diplôme de capacité.

Il ajoute, que dans l'état actuel de la question, il ne voit pas d'autres mesures à prendre pour remédier aux effets de la maladie.

M. de Jacobs approuve les propositions des deux derniers orateurs, mais en ce qui concerne l'interdiction de passage aux indigènes infectés, il demande si l'état des connaissances médicales des symptômes de la maladie est suffisamment avancé pour permettre aux autorités de constater avec certitude leur présence chez tel ou tel indi-

gène. Il propose de référer cette question à la séance plénière pour prendre l'avis de ceux des délégués qui ont une compétence spéciale en la matière.

M. le colonel Lantonnois répond que le passage ne serait interdit à un indigène que si celui-ci portait des manifestations indubitables de la maladie. C'est là le seul système pratique.

M. de Jacobs demande si les frais de l'application de ce système ne serait pas hors de proportion avec les résultats que l'on pourrait en espérer.

M. le colonel Lantonnois ne croit pas que ces frais soient très élevés.

M. de Jacobs dit que les missionnaires allemands en Afrique tropicale peuvent recevoir, avant de s'embarquer pour leur destination, quelques éléments d'instruction en ce qui concerne la maladie du sommeil, mais qu'ils n'y sont pas tenus.

M. le docteur Kermorgant, tout en reconnaissant les services que pourront rendre les Européens auxquels on aura donné quelques notions sur la maladie du sommeil, estime qu'il ne faut pas trop compter sur eux, en ce qui concerne l'isolement précoce des sujets infectés, l'affection étant très difficile à diagnostiquer à ses débuts.

Après discussion, la sous-commission adopte les résolutions suivantes sous forme de vœux, dont le Président donne lecture :

1. Que l'on établisse une carte officielle montrant la distribution de la maladie du sommeil, ainsi que la répartition des différentes espèces de mouches sur le territoire des différentes administrations.

Sur une zone de 50 kilomètres de part et d'autre des frontières internationales, cette carte devrait être à une échelle supérieure — par exemple à une échelle de 1/25000^e — et devrait porter indication des routes commerciales.

Cette carte devrait être révisée à des intervalles très rapprochés, par exemple, tous les six mois.

2. Que chaque administration fasse tous ses efforts pour empêcher le passage des indigènes des districts contaminés dans les possessions étrangères voisines.

3. Que les autorités administratives et les médecins stationnés près des frontières se communiquent réciproquement tous les renseignements de nature à faciliter la lutte contre l'envahissement de la maladie, et surtout les cas nouveaux, ainsi que cela se fait déjà pour l'Etat du Congo et pour la Rhodésie.

4. Que, tout en laissant à chaque administration toute liberté d'action en ce qui concerne les mesures administratives spéciales à prendre sur son territoire, celles-ci communiquent aussitôt que possible au bureau central les résultats de ces mesures, afin que chaque pays puisse tirer profit des expériences faites sur toute l'étendue de l'Afrique tropicale.

5. Que chaque gouvernement intéressé invite les missionnaires partant pour l'Afrique centrale à suivre les cours d'une Ecole de médecine.

cine tropicale, où ils se mettront au courant de ce qui peut intéresser la lutte contre la maladie du sommeil.

6. Que les résultats de la Conférence de la Croix-Rouge relatifs à la construction des lazarets soient communiqués à la Conférence ou, du moins, aux gouvernements respectifs.

La séance est levée à midi moins le quart.

Le Président,

(Signé) FITZMAURIOE.

Certifié conforme à l'original :

Les Secrétaires :

(Signé) H. NORMAN.
Ch. BÉRARD.

N° 6

PROTOCOLE N° 3.

Séance du jeudi 20 juin 1907.

La Conférence entre en séance à 2 heures et demie.

Tous les délégués sont présents, sauf le délégué italien.

M. le président annonce que S. M. le Roi recevra MM. les délégués le samedi 22 juin, au « garden-party », au château de Windsor.

MM. le colonel Bruce, le professeur Minchin et le docteur Todd, venus pour déposer devant la Conférence, assistent à la séance et donnent lecture de leurs rapports.

(Ces discours figurent aux Annexes n°s 1, 2 et 3.)

La discussion s'engage ensuite sur des points techniques.

Cette discussion terminée, M. le président donne lecture des vœux émis par la sous-commission administrative dans sa séance du matin.

(Voir les six vœux insérés à la fin du procès-verbal de la séance de la sous-commission administrative du 20 juin.)

Les quatre premiers vœux sont adoptés.

A propos du cinquième vœu, M. le docteur Laveran soulève une objection en ce qui concerne le mot « missionnaires ». Ce mot pourrait prêter à double entente. Il propose, en conséquence, de spécifier que l'on entend ici par « missionnaires » les religieux chargés de catéchiser les indigènes et, afin d'éviter tout malentendu possible, d'insérer les mots « de chaque culte » après le mot « missionnaires ».

Il faut remarquer que la rédaction de la première phrase du cinquième vœu semble obliger les gouvernements à s'entendre directement avec les missionnaires et par là à sortir de la réserve que cer-

tains d'entre eux se sont imposés. Il propose donc de supprimer les mots « que chaque gouvernement intéressé invite », et le cinquième vœu est adopté comme suit :

« Que les missionnaires de chaque culte partant pour l'Afrique centrale suivent les cours d'une Ecole de médecine tropicale, où ils seront mis au courant de ce qui peut intéresser la lutte contre la maladie du sommeil. »

La Conférence passe au sixième vœu.

M. le docteur Laveran fait remarquer que le mot « lazaret » est trop vague et que c'est uniquement en ce qui concerne les lazarets spéciaux construits pour isoler les personnes atteintes de la maladie du sommeil qu'il est intéressant d'avoir les résultats de la Conférence de la Croix-Rouge.

M. le docteur Gouzien propose le mot « hypnosies », qui indiquerait les lazarets spécialement affectés à la maladie du sommeil.

La Conférence se refuse à prendre la responsabilité de ce mot nouveau, et adopte le sixième vœu rédigé comme suit :

« Que les résultats de la Conférence de la Croix-Rouge relatifs à la construction des lazarets pour la maladie du sommeil soient communiqués à la Conférence ou, du moins, aux gouvernements respectifs. »

Revenant sur le premier vœu, M. le docteur Laveran fait remarquer que l'échelle de la carte dans les régions autres que la zone frontière n'a pas été déterminée.

M. Read croit que l'échelle de 1/1000000^e serait suffisante pour ces régions.

La Conférence adopte cette échelle.

M. le docteur Laveran constate que certains des vœux émis par la sous-commission administrative se confondent avec certains vœux émis par la sous-commission médicale.

Il pense qu'il est bon de revoir ces deux séries de vœux et de les refondre afin d'éviter toute répétition et de leur donner plus d'homogénéité.

La Conférence confie à MM. Jacobs, le docteur Laveran et le docteur Kermorgant la mission de reviser l'ensemble des vœux émis par les deux sous-commissions.

M. de Jacobs insiste sur le caractère de simples vœux que doivent présenter ces résolutions, et déclare qu'il ne les acceptera qu'*ad referendum* et sous réserve de l'approbation de son gouvernement.

La séance est levée à 6 heures, et la Conférence s'ajourne au lendemain, à 3 heures.

(Signé) FITZMAURICE.
H. von JACOBS.
P. EHRLICH.
Le D^r FULLEBORN.
A. LANTONNOIS.
E. TONNEAU.
M. RUTTEN.

Le D^r Em. van CAMPENHOUT.
A. LAVERAN.
Le P^r R. BLANCHARD.
Le D^r KERMORGANT.
Le D^r GOUZIEU.
Walter FOSTER.
A. W. CLARKE.
H. J. READ.
Patrick MANSON.
John Rose BRADFORD
AYRES KOPKE.
G. DOUGLAS HUNTER.
Andrew BALFOUR.

Certifié conforme à l'original :

Les Secrétaires :

(Signé) H. NORMAN.
Ch. BÉRARD.

ANNEXE I AU N° 6.

Rapport présenté par le colonel D. Bruce à la Conférence internationale sur la maladie du sommeil, dans sa séance du 20 juin 1907.

a) La transmission du trypanosome par la *Glossina palpalis* s'effectue-t-elle d'une manière directe ou indirecte?

Je suis d'avis que, actuellement, pour tout ce qui touche aux moyens pratiques d'empêcher la diffusion de cette maladie, on peut donner à cette question une réponse définitive, sans qu'il soit nécessaire de se livrer à de nouvelles recherches. La *Glossina palpalis* transmet le trypanosome d'une manière directe. La façon dont s'effectue la transmission est encore inconnue, mais j'ai démontré dans le cas de la *nagana* qu'il est possible de distinguer des trypanosomes vivants dans le tube de la trompe jusqu'à quarante-six heures après que la mouche s'est repue de sang infecté. Il paraît donc probable que ces trypanosomes sont injectés dans les tissus de l'animal sur lequel la mouche vient ensuite à se poser par la sécrétion du liquide des glandes salivaires de celle-ci.

b) Le trypanosome subit-il pendant son séjour dans le corps de la *Glossina palpalis* des changements nécessaires à son développement?

En ce qui concerne les moyens pratiques de combattre le mal, on peut de nouveau affirmer qu'il n'est pas nécessaire que le trypanosome subisse aucune évolution dans l'intérieur de la *Glossina palpalis*. Qu'il subit, dans certaines circonstances, une pareille évolution, cela paraît, en effet, très probable, mais le fait que j'ai signalé tant dans le cas de la *nagana* que dans celui de la maladie du sommeil, à savoir qu'une mouche n'est plus capable de transmettre la contagion

quarante-huit heures après s'être repue sur un animal infecté, prouve, à mon sens, qu'il n'y a pas à tenir compte d'une évolution.

c) Dans le cas affirmatif, le germe développé se transmet-il par l'entremise de la *Glossina* originale elle-même ou par celle de sa larve quand celle-ci a atteint la forme d'*imago*?

Il est possible naturellement, que la *Glossina palpalis* soit capable de transmettre le trypanosome d'une manière directe d'un sujet infecté à un sujet indemne, et aussi de le communiquer par ses larves par suite d'une certaine évolution. Cette hypothèse est, à mon sens, excessivement improbable. La seule expérience intéressant cette question qui ait été faite jusqu'à présent concerne la *Glossina palpalis* et la maladie du sommeil. À Entebbé, où une mouche tsétsé pondit dans le laboratoire, les pupes furent recueillies et mises dans une boîte spéciale. Les mouches sorties de ces pupes furent nourries par l'aide du laboratoire sur son propre bras. Il y avait en même temps dans la cage de trente à quarante de ces mouches, dont la presque totalité était sortie de mères infectées. Cependant, l'aide ne fut point infecté, bien qu'il continuât, pendant quelques mois, à nourrir les mouches de cette manière.

d) Une *Glossina* atteinte de contagion, pendant combien de temps demeure-t-elle capable de la transmettre?

Il est encore possible de répondre à cette question. Au cours des nombreuses expériences que j'ai faites sur la *Glossina morsitans* dans le cas de la *nagana* et sur la *Glossina palpalis* dans celui de la maladie du sommeil, je ne suis jamais parvenu à transmettre la maladie par l'entremise de la mouche plus de quarante-huit heures après que celle-ci se fût repue sur un animal infecté.

e) D'autres espèces de *Glossina* sont-elles capables de transmettre le trypanosome?

J'estime que, au point de vue pratique, il faut considérer la *Glossina palpalis* comme l'insecte surtout capable de transmettre la maladie du sommeil. Il est vrai qu'il a été démontré par des expériences de laboratoire que d'autres espèces de mouche tsétsé peuvent transmettre la maladie et aussi que la *Glossina palpalis* est capable de transmettre le trypanosome de la *nagana*, mais il est probable que, dans la nature, il n'y a pas d'autre insecte transmettant la maladie du sommeil que la *Glossina palpalis*.

Il est impossible pour l'instant de résoudre cette question. On ne peut qu'attendre que la diffusion de la maladie du sommeil parmi les indigènes dans une région où la *Glossina palpalis* n'existe pas où l'on trouve, par contre, une autre espèce, telle que la *Glossina morsitans* ou la *Glossina pallidipes*.

f) Quelle est la distribution géographique des espèces capables de transmettre la contagion, et quelles sont leurs particularités?

Il va sans dire qu'il y a là un sujet d'étude fort important. Il ne faut pas se borner à connaître la distribution de la seule *Glossina palpalis*; on devrait procéder aussi à la recherche de celle des autres espèces de tsétsé. Les résultats de cette enquête fourniront probablement, avec le temps, une réponse définitive à la question de savoir si quelque autre espèce de *Glossina* sert à transmettre la maladie. Les autres

mouches tsétsé présentent aussi de l'importance en ce qui concerne la transmission des maladies affectant les animaux.

g) Les animaux vertébrés autres que le genre humain, quel rôle jouent-ils dans la diffusion de la contagion?

Il n'existe pas de preuve que les faunes vertébrés jouent un rôle important dans la diffusion de la maladie du sommeil. Tout autre est le cas de la *nagana*, où le gibier sauvage sert de réservoir au virus. J'estime, par contre, que dans le cas de la maladie du sommeil ce sont les indigènes eux-mêmes qui constituent le réservoir principal. Il faut signaler en même temps le fait que plusieurs animaux sont sujets à la maladie du sommeil, et que le chien, par exemple, peut être infecté et devenir ainsi une source de danger. Dans les zones infectées, il est probable que de 20 à 70 p. 100 de la population est atteinte, de sorte que ce doit être l'homme lui-même qui est la source principale de la contagion.

h) Quels sont les meilleurs moyens d'extirper la *Glossina*?

Je ne crois pas qu'il existe de moyen direct de détruire la *Glossina palpalis*. Cette mouche habite les rives des lacs et des fleuves, là où se trouvent des forêts. Ces forêts sont composées d'arbres de haute taille et de brousse épaisse qu'il est impossible de pénétrer autrement que par les sentiers taillés par les indigènes. Les mouches y sont quelquefois très nombreuses. Les enfants indigènes en apportaient par centaines tous les jours au laboratoire d'Entebbé qu'ils prenaient sur les rives du lac voisin. J'estime cependant que l'on peut éloigner la *Glossina* du voisinage d'un endroit habité en déblayant la jungle aux alentours. Ce procédé a donné à Entebbé des résultats satisfaisants.

i-l) Comme les autres propositions concernent des questions d'administration et de traitement médical, je les passe sous silence, mes recherches sur la maladie du sommeil s'étant bornées à l'étude des causes de ce mal et du mode de sa diffusion.

ANNEXE 2 AU N° 6.

Rapport présenté par M. le professeur E. A. Minchin à la Conférence internationale sur la maladie du sommeil, dans sa séance du 20 juin 1907.

Conformément à la requête qui m'a été adressée par lord Fitzmaurice, j'ai l'honneur de vous soumettre un exposé de mes vues sur les questions qui ont été présentées, dans le discours d'ouverture du Président, comme devant former le programme d'études de la Conférence :

a) La transmission du trypanosome par la *Glossina palpalis* s'effectue-t-elle d'une manière directe ou indirecte?

Je considère qu'il a été nettement démontré que la *Glossina palpalis* transmet directement le trypanosome; il n'a pas été démontré

qu'elle transmet le trypanosome indirectement. Néanmoins, il subsiste encore la possibilité du fait que c'est la mouche ou quelque autre insecte qui transmet indirectement le trypanosome (c'est-à-dire, qu'il est possible que le trypanosome subisse une évolution dans l'intérieur de la *Glossina palpalis* ou dans l'intérieur de quelque autre insecte).

J'estime qu'il y a deux hypothèses possibles en ce qui concerne l'évolution du trypanosome :

1. Elle peut suivre un cours que personne n'a soupçonné jusqu'ici, ainsi que j'en ai suggéré l'idée dans l'article qui a été publié dans les comptes rendus de la « Royal Society », vol. 70 B, pp. 35 et suivantes;

2. Cette évolution peut se produire dans l'intérieur d'une autre espèce de tsétsé, peut-être la *Glossina fusca*, ou de quelque autre insecte, qu'il faut rechercher dans les régions où l'on rencontre la maladie du sommeil à l'état endémique et d'où elle a pénétré dans l'Ouganda — c'est-à-dire dans la direction de l'Ouest.

Mais un fait reste acquis, c'est que le principal, sinon l'unique mode de transmission du trypanosome est celui qui est opéré directement et mécaniquement par la trompe de la mouche.

b) Le trypanosome subit-il pendant son séjour dans la *Glossina palpalis* les changements nécessaires à son développement?

Quand la *Glossina palpalis* aspire du sang renfermant des trypanosomes, la majorité de ceux-ci passe dans l'estomac de la mouche et subit un changement; un petit nombre demeure dans la cavité de la trompe, où il est facile de les voir à l'aide d'un microscope. A mon avis, ce sont les trypanosomes de la trompe qui infectent un autre individu et qui, de cette manière, propagent la maladie; quant aux trypanosomes qui ont pénétré dans le tube digestif de la mouche, ils ne reviennent plus par l'intermédiaire de la trompe. Nous avons une preuve de ceci dans le fait suivant : si on laisse une mouche se repaître de sang sur trois animaux pris successivement comme sujets d'expérience, le premier infecté et les deux autres sains, la mouche inocule la maladie au premier des deux animaux sains et pas au second. J'interprète ce résultat de la façon suivante : l'infection est communiquée par les trypanosomes qui se trouvent dans la trompe de la mouche; la trompe est pour ainsi dire nettoyée, lorsqu'elle perce la peau du premier animal sain, de sorte que le second de ceux-ci échappe par suite à l'infection, ce qui démontre que les trypanosomes ne sont pas dégurgités par le tube digestif.

J'en conclus que l'évolution subie par le trypanosome dans l'intérieur de la *Glossina palpalis* n'intéresse en rien l'infection directe.

c) Dans le cas affirmatif, le germe développé se transmet-il par l'entremise de la *Glossina* originale elle-même ou par celle de sa larve quand celle-ci a atteint la forme d'*imago*?

L'infection héréditaire ou germinative de la mouche tsétsé est possible, mais son existence n'a pas été démontrée.

d) Une *Glossina* atteinte de contagion, pendant combien de temps demeure-t-elle capable de la transmettre?

Rien ne démontre que la *Glossina* puisse transmettre la contagion après deux jours.

e) D'autres espèces de *Glossina* sont-elles capables de transmettre le trypanosome?

On n'en a aucune preuve, mais, à mon avis, cela est très probable.

g) Les animaux vertébrés autres que le genre humain, quel rôle jouent-ils à la diffusion de la contagion?

Rien ne prouve que, dans la nature, l'on rencontre le trypanosome chez des vertébrés autres que l'homme.

h) Quels sont les meilleurs moyens d'extirper la *Glossina*?

À mon avis, il est urgent de procéder à l'étude des modes de reproduction de la mouche tsé-tsé. Je crois qu'il est très possible que des oiseaux gratteurs, tels que la volaille, vivant dans les endroits où se trouve la mouche, extermineraient celle-ci en dévorant ses pupes.

Sur les autres questions soumises à la Conférence, je n'ai aucune opinion à émettre.

ANNEXE 3 AU N° 6.

Rapport présenté par M. le docteur J. L. Todd à la Conférence internationale sur la maladie du sommeil, dans sa séance du 20 juin 1907.

INTRODUCTION

Je remercie la Conférence internationale d'avoir bien voulu me convoquer devant elle en qualité de représentant de l'Ecole de médecine tropicale de Liverpool.

Je ferai ressortir le plus clairement les vues de cette école en résumant brièvement les méthodes appliquées en Afrique centrale par MM. les docteurs Kinghorne et Montgomery. Ces messieurs ont reçu de la « Chartered Company » et de l'Ecole tropicale de Liverpool conjointement, le mandat d'aviser sur les lieux aux mesures à prendre en vue d'empêcher la maladie du sommeil de s'introduire dans le territoire britannique au sud de l'Etat Indépendant du Congo où elle existait déjà. Les règles gouvernant ces méthodes sont celles qui ont été préconisées par l'Ecole de Liverpool en 1905 et qui sont déjà appliquées à l'Etat Indépendant du Congo sous la surveillance de M. le docteur van Campenhout. Ces règles sont le fruit des travaux accomplis, tant en Europe que sur les lieux, pour la plupart pendant ces dernières dix années par de nombreux expérimentateurs de nationalité différente. L'Ecole de Liverpool a sans cesse étudié la trypanosomiase en Europe et en Afrique depuis 1902, et elle base, naturellement, ses recommandations en grande partie sur les connaissances toutes spéciales qu'elle a ainsi acquises.

Une fois que les faits concernant la maladie du sommeil auront été nettement dégagés et bien compris, une seule conclusion s'imposera. C'est ainsi que les vues que je vais développer devant la Con-

férence présenteront un caractère identique en substance à celles des rapporteurs qui m'ont précédé. Chaque fois qu'on se trouvera en présence de divergences d'opinion, c'est qu'il y aura une compréhension différente des faits. Ainsi que le dit M. le docteur Ayres Kopke, les mesures à prendre sont claires, et ce n'est que dans la question — en grande partie administrative — de leur mise en vigueur qu'il y ait lieu d'admettre la discussion.

L'Ecole de Liverpool considère que l'état actuel de nos connaissances nous fournit d'excellents moyens de combattre la maladie du sommeil.

Prophylaxie.

Avant d'entreprendre toute campagne contre la maladie en question, il faut connaître les circonstances actuelles sur les lieux.

La maladie du sommeil a pour cause un trypanosome transmis par la piqûre d'une mouche tsétsé. Il nous faut, en conséquence, connaître la distribution tant de la maladie que de la mouche.

Il est donc nécessaire de répartir le territoire intéressé en différentes zones suivant que (A—1) la *Glossina* y est inconnue ou (2) y existe, et (B—1) la trypanosomiase humaine n'y existe pas ou (2) s'y rencontre (a) à l'état sporadique ou (b) à l'état endémique.

A) D'après notre expérience nous n'osons point affirmer qu'il y ait au Congo de région où la mouche n'existe pas. Nous l'avons rencontrée partout au cours de nos voyages, même dans les plus petits ruisseaux. Il faut donc entreprendre un examen minutieux avant de pouvoir constater l'absence de la mouche.

» Par exemple, à Oupoto et à Isaka sur le Congo, nous avons cherché des mouches tsétsé pendant plusieurs jours avec un insuccès complet, bien que nous fussions accompagnés de six indigènes qui, pendant six mois, avaient suivi un cours d'instruction à cet effet. Cependant, nous avons reçu depuis lors des spécimens de ces mouches recueillis dans ces deux endroits. Une telle observation est peut-être susceptible d'une explication par ceci, que la distribution de la mouche n'est pas constante et qu'elle varie avec les saisons, mais c'est là une question sur laquelle nous ne possédons jusqu'à présent que des connaissances très limitées.

Ici, je dois constater qu'il existe en même temps au Congo des régions où la *Glossina palpalis* est très rare, mais où l'on trouve de nombreux cas de maladie du sommeil. Ce sont là surtout des régions dont la population voyage beaucoup, comme, par exemple, à Miambwé.

Il est fort probable que des espèces de *Glossina* autres que la *palpalis* sont capables de transmettre le *Trypanosoma gambiense*.

La mission française vient même d'émettre l'avis que la *Stegomyia* possède également cette faculté. Il est donc possible que la maladie du sommeil peut exister en l'absence de la *Glossina palpalis*. La distribution actuelle des *Glossina* en Afrique est inconnue. On vient de signaler sa présence en Arabie.

Il résulte des faits cités qu'il faut envisager la possibilité de voir paraître la maladie du sommeil à l'état endémique dans n'importe quelle localité.

Nos connaissances sur l'évolution de la mouche étant encore très imparfaites, les moyens de la détruire nous font défaut.

M. le docteur Hodges vient de faire des observations sur la biologie de la mouche qui nous fourniront peut-être des moyens efficaces de la détruire.

Les mesures à notre disposition pour prémunir l'homme contre la piqure de la mouche peuvent être réparties en deux catégories : les mesures d'ordre général et les mesures d'ordre individuel.

En ce qui concerne les mesures d'ordre général, il faut tenir compte des circonstances suivantes :

1. La mouche demeure dans le voisinage de l'eau. Il faut donc construire les villages dans des sites élevés.

Au Congo, en 1904, M. Vanderbroeck proposa que les villages de payeurs situés au bord des rivières fussent transportés à l'intérieur. Toutes les fois que l'application de cette mesure est possible, il en résultera un grand bien.

2. Il faut à la mouche une végétation plantureuse.

Il est donc indiqué de défricher la brousse autour des villages et des postes européens jusqu'à une distance de 300 mètres et de lui substituer des cultures basses. On a depuis longtemps constaté, au Congo, l'efficacité d'une telle mesure. La chasse aux mouches entreprise pendant quatre mois à Léopoldville et à Kasongo à l'époque de nos recherches sur la transmission du trypanosome n'a pas sensiblement diminué leur nombre.

En ce qui concerne les mesures d'ordre individuel, je citerai l'adaptation d'écrans aux maisons européennes (cela est inutile pour les cabanes obscures des indigènes), et aux vapeurs et le port de voiles et de gants, qui peut être d'une grande utilité surtout dans les voyages en canot.

B) Vu la présence universelle de la *Glossina*, l'imperfection des moyens de la combattre et la possibilité que le *Trypanosoma gambiense* peut être transmis par d'autres insectes piqueurs, il faut consacrer à la destruction de ce dernier une attention plus spéciale. Le succès de cette œuvre dépend surtout d'un diagnostic efficace, lequel, malheureusement, est excessivement difficile, puisque l'on peut être atteint de trypanosomiase pendant des années sans fournir aucun indice bien marqué de cette maladie.

Il importe d'avoir recours en cette matière à la palpation et à la ponction des ganglions. Toutes les fois que l'on constate un engorgement ganglionnaire au cou d'un indigène, il faut considérer qu'il est plus que probable que l'on se trouve en présence d'un cas de maladie du sommeil. Puisque la période à laquelle cet engorgement commence est encore inconnue, il est impossible de déterminer la proportion des personnes infectées chez lesquelles la présence de cette maladie n'est pas démontrée par ce symptôme, qui, assurément, révèle son existence chez nombre d'individus qui passaient jusqu'alors pour

indemnes. Il est toutefois certain que la palpation et la ponction ganglionnaires offrent le diagnostic le plus efficace que nous possédons jusqu'à présent.

Beaucoup d'Européens qui ont habité l'Afrique refuseront d'admettre la possibilité que tous les indigènes à gros ganglions qu'ils aient rencontrés soient atteints de trypanosomiase. Quelques-uns parmi ces cas ont sans doute une autre origine, mais en général l'engorgement ganglionnaire n'indique que la trypanosomiase. Cette affirmation, qui a pour base les résultats de l'inspection de 6,000 indigènes au centre de l'Etat Indépendant du Congo, trouve un appui chez d'autres expérimentateurs dans l'Ouganda, en Afrique centrale, à Sierra-Leone et sur le Bas-Congo.

Dans chaque cas d'engorgement ganglionnaire, il y a toujours présomption de maladie du sommeil jusqu'à preuve contraire. Ce fait offre cet avantage spécial, qu'il met des personnes entièrement dépourvues d'instruction médicale en mesure de constater la présence probable de la maladie chez des indigènes. Les cas suspects sont dirigés sur le poste d'inspection le plus rapproché où le médecin procède au diagnostic et prescrit le traitement que le malade doit suivre à l'avenir. (Il est recommandable d'administrer de l'atoxyl aux indigènes en voyage qui sont soupçonnés d'être atteints de la maladie.)

Les mesures prescrites varient naturellement selon les conditions locales.

(B—1) Là où la trypanosomiase est absente, il importe d'éloigner de la région tout cas de la maladie qui ait pu s'y introduire; d'établir des postes d'inspection sur les routes principales afin de prévenir l'entrée de cas nouveaux; de punir ceux qui emploient des indigènes atteints de la maladie; de diriger les personnes infectées sur le poste d'inspection le plus rapproché et de les isoler dans des lazarets situés en pays infecté afin qu'ils y subissent un traitement. Il est clair que de tels lazarets doivent être établis dans un site d'où la *Glossina* est absente.

2. — (a) Là où la trypanosomiase humaine est présente à l'état sporadique, dans des zones où, par exemple, pas plus d'un dixième de la population n'est infecté, il faut avoir recours à l'isolement et au traitement. La possibilité d'appliquer ces mesures dépend de la configuration physique du pays, du caractère et des mœurs des indigènes, du nombre des Européens qui s'y trouvent et du degré d'autorité dont ils jouissent auprès de la population indigène.

b) Là où la trypanosomiase humaine est présente à l'état endémique, il faut, comme du reste partout ailleurs, traiter les malades dans des lazarets établis dans des sites convenablement choisis et inciter les indigènes à ne pas construire leurs villages dans le voisinage de l'eau.

Le nombre relativement insignifiant de cas de maladie du sommeil chez les tribus sises à l'intérieur est bien constaté. Ce phénomène nous a spécialement frappés dans l'Oupoto, où à peu près un tiers de la population riveraine est infecté, tandis qu'aucun cas de la maladie n'a été découvert chez 225 indigènes domiciliés à l'intérieur à une distance de 2 milles seulement de la rivière. En Gambie, où la maladie

est présente à l'état sporadique, la grande majorité des villages se trouve à quelque distance du fleuve.

Il faut aussi expliquer aux indigènes le danger qu'il y a à ne pas se garantir contre les attaques de la mouche et à fréquenter les personnes infectées. Il faut leur endoctriner l'utilité, comme mesure prophylactique, d'entourer de cultures basses les villages qu'il est impossible de transporter dans des sites plus élevés.

Dans l'Etat Indépendant du Congo quelques indigènes du Maniéma pratiquent de leur gré un système de quarantaine en défendant l'accès à leur territoire à des personnes venant d'une région infectée de trypanosomiase. Nombre de tribus au Congo procèdent déjà à l'isolement de leurs malades dans des cabanes situées loins des villages au milieu de la brousse. Dans beaucoup de régions de l'Afrique les indigènes se rendent bien compte de la relation étroite qui existe entre l'engorgement ganglionnaire et la maladie du sommeil. Il paraît donc probable qu'il y aura peu de difficulté à mettre en vigueur le système prophylactique projeté chez des indigènes qui apprécient déjà à leur juste valeur quelques-uns de ses principes et les suivent de leur propre initiative.

Il est bien compris qu'il est impossible d'exercer un contrôle sur le passage des individus qui voyagent isolément, tandis qu'il est facile de le faire dans le cas des caravanes. Mais, d'autre part, en arrêtant les caravanes on entrave la plus grande partie du trafic, inconvénient qui n'existe pas dans le cas des individus isolés, qui ne voyagent pas loin.

Il est possible, bien que pas certain, que des animaux, sauvages ou domestiques, autres que l'homme, soient infectés par le *Trypanosoma gambiense*. Des expérimentateurs, tant au Congo que dans l'Ouganda, ont constaté la présence dans des chiens indigènes d'un trypanosome semblable au *Trypanosoma gambiense*. Si les deux sont, en effet, identiques, et si cette infection est générale, cette circonstance doit modifier sensiblement les mesures à appliquer.

Traitement.

Tous les savants sont d'accord pour affirmer que l'atoxyl constitue un remède supérieur à tout autre reconnu jusqu'à présent. Il a été démontré par beaucoup d'expérimentateurs, et en ce qui concerne les sujets humains spécialement par M. le docteur Ayres Kopke, que malheureusement les rechutes sont fréquentes. Il semble, toutefois, probable que des guérisons complètes sont obtenues de temps à autre par l'unique emploi de ce moyen. La thérapeutique multiple préconisée par MM. les docteurs Laveran et Ehrlich, ainsi que par l'Ecole de Liverpool (par l'atoxyl suivi de bichlorure de mercure), semble promettre des résultats encore plus satisfaisants à l'avenir. Il est en tout cas certain que, quelque soit le mode de traitement employé, il doit être appliqué avec énergie et d'une manière continue; il faut employer, en grande partie, des méthodes analogues à celles dont on use dans le traitement de la syphilis. Avant qu'il soit possible d'établir la valeur actuelle d'un système quelconque, il est indispen-

sable de garder les malades pendant de longues périodes sous l'observation continuelle du médecin dans un endroit d'où tout danger d'une nouvelle contamination est absent. Pour cette raison, il faut attacher la plus haute importance au travail qui sera accompli par l'expédition portugaise qui doit visiter prochainement les îles de San Thomé et du Principe.

J'ai ainsi résumé l'ensemble des connaissances acquises sur la question jusqu'à ce jour et des conclusions pratiques qu'on peut en tirer. Il est encore impossible de prévoir le résultat des mesures appliquées. Suffiront-elles pour faire disparaître entièrement la maladie ou seulement pour en retarder la diffusion? En tout cas, l'expérience vaut bien la peine d'être tentée, tant au point de vue humanitaire qu'au point de vue économique.

Conclusion.

Les recherches opérées pendant les dix dernières années ont été fructueuses. Pour permettre de les poursuivre à l'avenir il est nécessaire de subventionner tout particulièrement les travaux suivants :

a) La thérapeutique pratique et expérimentale, tant en Europe qu'en Afrique.

b) L'étude au point de vue bionomique (1) de la mouche tsétsé et (2) du trypanosome.

N° 7.

PROTOCOLE N° 4.

Séance d'aujourd'hui 21 juin 1907.

La Conférence entre en séance à 3 heures.

Tous les délégués sont présents, y compris M. le docteur Louis Sambon, délégué italien, nouvellement arrivé.

M. le président donne la parole à M. le docteur Laveran, pour la lecture du rapport qu'il a rédigé en collaboration avec MM. de Jacobs et le docteur Kermorgant, et qui résume les travaux des deux sous-commissions.

M. le docteur Laveran lit le rapport suivant :

Mesures prophylactiques.

« Dans l'état actuel de nos connaissances, on doit admettre que la maladie du sommeil est produite par *Trypanosoma gambiense*, et qu'elle est propagée par *Glossina palpalis*, probablement aussi par d'autres espèces de *Glossina*. Aucun fait ne démontre que la maladie

puisse se propager dans une région indemne de *Glossina*; c'est donc aux seules régions de l'Afrique où s'observent les *Glossina* que paraît devoir s'appliquer la prophylaxie.

» Parmi les mesures à conseiller pour restreindre les ravages de la redoutable endémie, les unes concernent les malades, les autres les *Glossina*.

» 1. Il est nécessaire que les médecins appelés à exercer en Afrique sachent faire le diagnostic précoce de la maladie du sommeil. Des instructions devront être adressées à cet effet au personnel médical des colonies atteintes ou menacées. Il est à désirer que les missionnaires des divers cultes partant pour l'Afrique centrale, soient mis au courant dans les instituts de médecine coloniale, par exemple, de ce qui intéresse la lutte contre la maladie du sommeil.

» 2. Des mesures de police sanitaire s'imposent pour empêcher les indigènes atteints de maladie du sommeil, de pénétrer dans des régions encore indemnes. L'administration de chaque colonie devra faire tous ses efforts pour empêcher le passage des indigènes des districts contaminés dans les possessions voisines étrangères.

» 3. Il est désirable que les autorités administratives et les médecins stationnés aux frontières se communiquent réciproquement tous les renseignements de nature à faciliter la lutte contre l'envahissement de la maladie, et surtout les cas nouveaux, ainsi que cela se fait déjà pour l'Etat du Congo et la Rhodésie.

» 4. Tout en laissant à chaque administration sa liberté d'action en ce qui concerne les mesures spéciales à prendre sur son territoire, il est à souhaiter que les administrations communiquent aussitôt que possible au bureau central, dont la création est proposée ci-dessus, les résultats de ces mesures, afin que chaque pays puisse tirer profit des expériences faites sur toute l'étendue de l'Afrique tropicale.

» 5. Le traitement par l'atoxyl, qui produit des améliorations incontestables dans l'état de malades, sinon des guérisons complètes, a le grand avantage de faire disparaître rapidement les trypanosomes de la grande circulation et de supprimer par suite le danger de contagion; il est donc indiqué d'instituer ce traitement aussi rapidement que possible chez tous les individus infectés.

» 6. Dans certains cas on pourra envoyer les malades dans des localités où il n'y a pas de *Glossina*, et où, par suite, la contagion n'est pas à redouter.

» 7. Les Européens devront établir leurs campements ou habitations autant que possible dans des localités où il n'y a pas de *Glossina* (tsétsé), et loin des agglomérations indigènes envahies par la maladie ou suspectes.

» Il est indiqué de détruire la brousse et de déboiser les rives des cours d'eau au voisinage des agglomérations afin de supprimer les abris ordinaires des *Glossina*.

» 9. Il y a lieu, dans les localités où les *Glossina* abondent, de protéger mécaniquement l'habitation contre la pénétration de ces mouches; la protection à l'aide de toiles métalliques sera utile à la fois contre les *Glossina* et contre les *Anophèles* propagateurs du paludisme, qui pullulent presque toujours dans les mêmes localités.

Programme des recherches.

» 1. Il y aura lieu de dresser pour toutes les régions de l'Afrique dans lesquelles l'existence de la maladie du sommeil aura été constatée :

» a) La carte des localités infectées, en indiquant, autant que possible, le degré de fréquence de la maladie, et en ayant soin de noter les localités qui ont été reconnues indemnes ;

» b) La carte de distribution des *Glossina*, en indiquant les espèces observées dans chaque localité et les localités dans lesquelles ces mouches ont été recherchées en vain.

» Dans les régions où la maladie du sommeil n'a pas encore été signalée, il faudra faire l'étude des mouches piquantes, et dresser, s'il y a lieu, la carte de répartition des *Glossina*.

» Les cartes seront, autant que possible, à l'échelle de 1/1000000°.

» D'autres cartes comprenant une zone de 50 kilomètres de part et d'autre d'une frontière internationale seront dressées à une échelle supérieure, par exemple, à 1/250000° et porteront l'indication des routes commerciales.

» 2. Il faudra rechercher si certains animaux domestiques ou sauvages ne servent pas de réservoir pour la conservation du virus. Dans le cas où le fait serait démontré, il en découlerait d'importantes conséquences au point de vue des mesures prophylactiques à prendre.

» 3. En ce qui concerne les *Glossina*, les questions suivantes s'imposent :

» a) Les différentes espèces de *Glossina* sont-elles capables, comme *Glossina palpalis*, de propager la maladie du sommeil ?

» b) Les *Glossina* ont-elles un rôle purement mécanique dans le transport de l'inoculation de *Trypanosoma gambiense*, ou bien le trypanosome accomplit-il dans le corps de ces mouches certaines phases de son évolution ?

» c) Pendant combien de temps une mouche nourrie sur un animal infecté de *Trypanosoma gambiense* est-elle capable de transmettre l'infection à un animal sain ?

» d) Biologie des *Glossina*. Quel est exactement le mode de reproduction de ces diptères ?

» e) Moyens pratiques de destruction des *Glossina*. Ennemis naturels des *Glossina* : insectes entomophages, animaux prédateurs insectivores, et en particulier *Hyménoptères* et *Diptères* chasseurs.

» (Il y aurait lieu de mettre au concours l'étude de la recherche des moyens de destruction des *Glossina*.)

» 4. Des diptères piqueurs et suceurs de sang autres que les *Glossina* sont-ils capables de propager la maladie du sommeil ?

Il y aurait lieu d'étudier à ce point de vue les *Stomoxys*, les *Lyperosia*, les *Hæmatobia*, les *Tabanides*, les *Hippoboscides*, les *Culicides*, et peut-être d'autres *Articulés*, tels que : *simulies*, *puces* et *punaïses*, dans la classe des insectes : *Ixodidés* dans celle des *Arachnides*.

» 5. Continuer l'étude des modes de traitement de la maladie du sommeil, rechercher le meilleur mode d'emploi de l'atoxyl et des médicaments qui pourront lui être associés avec avantage. »

M. le président remercie le rapporteur.

M. de Jacobs, au nom de M. le docteur Ehrlich, appelle l'attention de la Conférence sur l'insuffisance du mot « atoxyl », dénomination trop générale. Ce mot devrait être suivi du nom scientifique : *sel sodique d'acide paramidophénylarsénique*.

M. le docteur Rose Bradford émet l'avis qu'il y aurait intérêt à munir tous les Européens se rendant en Afrique tropicale d'une brochure leur donnant quelques indications sur le diagnostic de la maladie du sommeil et quelques instructions pour son traitement.

M. le docteur Balfour est d'opinion que chaque bureau national devrait en éditer une.

M. le docteur van Campenhout dit qu'un pareil travail devrait s'en tenir aux caractères de la maladie et aux moyens de la traiter. Il doit être avant tout un ouvrage de vulgarisation, qui serait souvent révisé afin d'être toujours tenu au courant des nouvelles découvertes de la science et de pouvoir faire profiter les lecteurs de l'expérience acquise chaque année.

M. le docteur Laveran prie la Conférence de bien noter qu'il ne faut pas confondre les instructions scientifiques s'adressant spécialement aux médecins avec les ouvrages de vulgarisation qui doivent être mis à la portée de tout le monde.

Il y a une œuvre de publicité à faire qui, du reste, a déjà été faite au Congo; le gouvernement français a fait éditer une brochure : un exemplaire en a été remis comme spécimen au président de la Conférence.

M. de Jacobs propose que la Conférence émette un vœu dans le sens indiqué ci-dessus.

Cette proposition est acceptée, et M. le docteur Balfour est chargé de la rédaction de ce vœu.

M. le président donne lecture du vœu suivant, rédigé par M. le docteur Balfour :

« Il est à souhaiter que l'un des premiers travaux à entreprendre par le bureau central soit la publication d'une petite brochure sur la maladie du sommeil, ayant trait plus particulièrement aux questions qui, dès le début, ont été soumises à la Conférence. Cette brochure rendrait compte, sous différents titres, en termes concis mais de façon complète, de l'état actuel de nos connaissances sur cette question; cette brochure devrait être distribuée non seulement aux hommes de science résidant en Afrique, mais aussi aux missionnaires, voyageurs, et autres personnes qui peuvent se trouver en présence de cas de maladie du sommeil.

M. le docteur Laveran propose de supprimer les mots « aux hommes de science », pour bien indiquer que ce travail doit être un ouvrage de vulgarisation qui puisse être mis entre toutes les mains.

Sur la proposition de M. le président, la Conférence adopte le vœu ainsi amendé :

« Il est à souhaiter que l'un des premiers travaux à entreprendre par le bureau central soit la publication d'une petite brochure sur la maladie du sommeil, ayant trait plus particulièrement aux questions qui, dès le début, ont été soumises à la Conférence. Cette brochure rendrait compte, sous différents titres, en termes concis mais de façon complète, de l'état actuel de nos connaissances sur cette question; cette brochure devrait être distribuée surtout aux missionnaires, voyageurs et autres personnes qui peuvent se trouver en présence de cas de maladie du sommeil. »

M. le professeur Blanchard demande s'il ne faudrait pas de même éditer une brochure scientifique qui serait publiée par les soins du bureau central et qui aurait ainsi l'estampille officielle.

La Conférence approuve cette idée.

M. le président donne la parole à M. Read pour la lecture du vœu suivant, qu'il soumet à la Conférence :

« En raison, d'une part, du fait que la plupart des membres de la Conférence ne sont pas investis de pleins pouvoirs leur permettant de signer une convention définitive, et en raison, d'autre part, de l'obligation où elle se trouve d'obtenir auprès des personnes compétentes — tant savants que fonctionnaires coloniaux — de plus amples renseignements, afin de pouvoir, en parfaite connaissance de cause, prendre les résolutions qu'elle aura à soumettre aux divers gouvernements, la Conférence décide de référer aux gouvernements représentés, les vœux qu'elle a formulés et de s'ajourner au 1^{er} novembre prochain, date à laquelle, il est permis de l'espérer, les délégués pourront se réunir de nouveau, munis des pleins pouvoirs nécessaires à la signature d'un accord. »

M. le président le met aux voix.

Le vœu est adopté.

M. le président annonce que, en conséquence, la Conférence a terminé ses travaux, mais qu'une dernière séance aura lieu le lundi 24 juin, à 2 heures, pour la signature des procès-verbaux.

La séance est levée à 4 heures 5.

(Signé) FITZMAURICE.

H. von JACOBS.

P. EHRLICH.

Le D^r FULLEBORN

A. LANTONNOIS.

E. TONNEAU.

M. RUTTEN.

Le D^r Em. van CAMPENHOUT.

A. LAVERAN.

Le P^r R. BLANCHARD.

Le D^r KERMORGANT.

Le D^r GOUZIEN.

Walter FOSTER.

A. W. CLARKE.

H. J. READ.

Patrick MANSON.
John Rose BRADFORD.
Louis W. SAMBON.
AYRES KOPKE.
G. DOUGLAS HUNTER.
Andrew BALFOUR.

Certifié conforme à l'original :

Les Secrétaires :

(Signé) H. NORMAN.
Ch. BÉRARD.

Traité de Commerce entre la Grande-Bretagne et la Serbie

(Signé à Belgrade. le 17 février 1907, ratifié le 31 mars 1908)

Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and Servia.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Servia, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a new Treaty with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ;

James Beethom Whitehead, Esq., his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Servia ; and

His Majesty the King of Servia :

M. Racha Milochévitch, Directeur General of the State Monopolies ; and

M. Sava R. Koukitch, Directeur-General of Customs ;

Traité de Commerce et de Navigation entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la Serbie.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté le Roi de Serbie, désirant faciliter et développer davantage les relations commerciales qui existent déjà entre leurs deux pays, ont décidé de conclure, à cet effet, un nouveau traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Mr. James Beethom Whitehead, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Serbie ;

S. M. le Roi de Serbie :

Mr. Racha Milochévitch, directeur général des Monopoles de l'Etat ;

Mr. Sava R. Koukitch, directeur général des Douanes ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be between the territories of the two Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all ports and places in the territories of the other to which native subjects are or may be permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities, and exemptions in matters of commerce and navigation, as are or may be enjoyed by native subjects.

The subjects of each of the Contracting Parties shall not be subject in respect of their persons or properties, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations or any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed upon native subjects, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation, and industry, any privilege, favour, or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les territoires des deux parties contractantes.

Les sujets des deux parties contractantes pourront entrer en toute liberté avec leurs navires et cargaisons dans toutes les places et ports des territoires de l'autre dont l'entrée est ou pourra être permise aux nationaux; ils jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce et de navigation, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Les sujets de chacune des parties contractantes, ne seront assujettis pour leurs personnes ou leurs propriétés, ou en raison de leur commerce ou industrie, à des taxes, soit générales soit locales, ni à des impôts ou obligations, de quelque nature que ce soit, autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou pourraient être imposés aux nationaux ou aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les parties contractantes sont convenues qu'en tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tous privilèges, faveurs ou immunités que l'une des parties contractantes a déjà accordée ou

to the subjects or citizens of any other foreign State, shall be extended immediately and unconditionally to the subjects of the other, it being their intention that the commerce, navigation, and industry of each country shall be placed, in all respects, on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable or immovable, which the laws of the country permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance under the same conditions which are or shall be established with regard to native subjects. They shall not be subjected, in any of the cases mentioned, to any taxes, imposts, or charges or whatever denomination other or higher than those which are or shall be applicable to native subjects.

The subjects of each of the Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their properties and their goods in general, without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects of the country would be liable under similar circumstances.

accorderait par la suite aux sujets ou citoyens d'un autre pays étranger, seront étendus immédiatement et sans conditions, aux sujets de l'autre, leur intention étant que le commerce, la navigation et l'industrie de chaque pays soient placés, sous tous les rapports, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les sujets de chacune des deux parties contractantes auront, dans les territoires de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois du pays permettent ou permettront aux sujets ou citoyens d'une autre nation étrangère d'acquérir et de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de toute autre manière, ou en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des nationaux. Ils ne seront assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres, ou plus élevés que ceux qui sont ou seront imposés aux nationaux.

Les sujets de chacune des parties contractantes pourront, de même, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leurs propriétés et leurs biens en général sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

They shall, on compliance with the laws of the country, have free access to the Courts of Justice, either for the prosecution or for the defence of their rights and in this respect they shall enjoy all privileges and immunities of native subjects; and in the same manner as these they shall be at liberty to employ in all causes advocates and agents of all kinds, authorized by the laws of the country.

Article 4.

The subjects of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatever, whether in the army, navy, national guard or militia. They shall be equally exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession, by any title of landed property are, however, excepted as well as compulsory billeting, and other special military exactions or requisitions, to which all subjects of the country may be liable as owners or occupiers of real property.

In the above respects the subjects of each of the Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other, less favourable treatment than that

Ils auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'estimer en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action soit pour s'y défendre et à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux; comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir, en toute cause, d'avocats et agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays.

Article 4.

Les sujets de chacune des parties contractantes seront dans les territoires de l'autre exempts de tout service militaire obligatoire quelconque, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également exempts de toutes fonctions judiciaires, administratives ou municipales quelconques, autres que celles imposées par les lois relatives aux jurys, ainsi que de toute contribution soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel et de toute prestation ou réquisition militaire. Seront toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à un titre quelconque, d'un bien fonds ainsi que l'obligation du logement et d'autres réquisitions spéciales pour la force militaire, auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Sous ces rapports, les sujets de chacune des parties contractantes ne jouiront pas dans les territoires de l'autre d'un traitement moins favorable que le

which is or may be accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 5.

The articles, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any other prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of either of the Contracting Parties, into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles, being the produce or manufacture of any other foreign country.

The only exception to this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture, and of measures applicable in either of the two countries to articles enjoying a direct or indirect bounty in the other.

The merchandise, the produce or manufacture of the United Kingdom, enumerated in the tariff annexed to this Treaty shall not, on importation into Serbia, be subjected to higher duties than those mentioned in the said tariff.

traitement qui est ou qui sera accordé aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les articles, produits du sol ou de l'industrie de l'une des parties contractantes, importés dans les territoires de l'autre, de quelque endroit qu'ils arrivent, ne seront imposés à des droits ou charges autres ni plus forts que ceux qui seront payés sur le même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. Il ne sera maintenue ou imposée aucune prohibition ou restriction à l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'une des parties contractantes, dans les territoires de l'autre, de quelque endroit qu'il arrive, lesquelles ne s'étendent pas également à l'importation des mêmes articles, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

L'exception à cette règle générale ne pourra se faire que pour des raisons sanitaires ou autres, provenant de la nécessité de protéger la sécurité des personnes ou du bétail, ou des plantes utiles à l'agriculture, ainsi qu'en vue du régime applicable dans l'un des deux pays aux articles jouissant d'une prime directe ou indirecte dans l'autre.

Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie du Royaume-Uni, énumérés dans le tarif annexé au présent traité, ne seront pas soumises, à leur entrée en Serbie, à des droits plus élevés que ceux prévus dans le dit tarif.

Article 6.

The articles, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, exported to the territories of the other shall not be subjected to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article 6.

Les articles, produits du sol ou de l'industrie de l'une des parties contractantes, exportés à destination des territoires de l'autre, ne seront imposés à des droits ou charges autres ni plus forts que ceux qui seront payés sur les mêmes articles, exportés à destination de tout autre pays étranger. L'exportation d'un article quelconque des territoires de l'une des parties contractantes, à destination des territoires de l'autre, ne sera frappée d'aucune prohibition qui ne s'étende pas également à l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

Article 7.

Merchandise of all kinds, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties, passing in transit through the territories of the other, shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct or whether during transit they are unloaded, warehoused, and reloaded.

Article 7.

Les marchandises de toute nature, produits du sol ou de l'industrie de l'une des parties contractantes, traversant en transit le territoire de l'autre, seront réciproquement exemptés de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit elles soient déchargées, déposées et rechargées.

Article 8.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most favoured nation apply, unconditionally, to the treatment of commercial travellers and their samples. The Chambers of Commerce in the Contracting States shall be mutually recognized as competent authorities for issuing any certificates that may be required for commercial travellers.

Article 8.

Les dispositions du présent traité, concernant le traitement de la nation la plus favorisée, s'étendent sans condition au traitement des voyageurs de commerce et de leurs échantillons. Les chambres de commerce des deux Etats contractants seront réciproquement reconnues compétentes à délivrer les certificats de toute espèce, dont les voyageurs de commerce doivent être munis.

In the absence of Chambers of Commerce, these certificates shall be issued by such other authorities as may have been previously notified by the Government of one State to that of the other.

Article 9.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities, or corporations, which affect the production, manufacture, or consumption of any article in the territories of either of the Contracting Parties, shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles the produce or manufacture of the other than on similar articles of native origin. Nevertheless, this stipulation shall not be invoked to prevent the Servian Government from levying on British products or manufactures of a kind not produced in Servia, the duties known as «Troscharina», provided that the rates of these duties shall not, during the continuance of the present Treaty, exceed those at present levied, namely, those fixed by the law of the 12th July, 1893, modified and extended by the laws of the 28th July, 1898, and of the 26th February 1902.

As the Servian Customs Tariff at present in force is framed to include the impost hitherto collected under the head of Obrt tax, this tax (Obrt) shall not in future be levied on goods imported into Servia from the United Kingdom.

The produce or manufacture of either of the Contracting Parties, imported into the territories of the other, and inten-

A défaut de Chambres de commerce, ces certificats seront délivrés par d'autres autorités, dont la notification préalable sera faite de la part du gouvernement d'un Etat à celui de l'autre.

Article 9.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveraient la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des parties contractantes, ne frapperont sous aucun motif les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits similaires indigènes. Néanmoins, cette disposition ne sera pas invoquée pour entraver la Serbie de percevoir, sur les produits du sol ou de la manufacture de la Grande-Bretagne de l'espèce qu'on ne produit pas en Serbie, l'impôt connu sous la désignation de « Trocharina », à condition que les taux de cet impôt n'excéderont pas, pendant la durée du présent traité, ceux en vigueur dès à présent, fixés par la loi du 12 juillet 1893, modifiée et complétée par les lois du 28 juillet 1898 et du 26 février 1902.

Le tarif général serbe qui est actuellement en vigueur, ayant les taux des droits de douane qui comprennent l'impôt dit Obrt, ce dernier ne sera pas perçu à l'avenir sur les marchandises importées du Royaume-Uni en Serbie.

Les produits du sol ou de l'industrie de l'une des parties contractantes, importés dans les territoires de l'autre et des-

ded for warehousing or transit shall not be subjected to any internal duty.

Article 10.

It shall be free to each of the High Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents to reside in the towns and ports of the dominions and possessions of the other. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent. They shall enjoy all the faculties, privileges, exemptions, and immunities of every kind which are or shall be granted to Consuls of the most favoured nation.

Article 11.

The subjects of the High Contracting Parties shall have, in the territories of the other, the same rights as native subjects in regard to patents for inventions, trade-marks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 12.

All goods bearing marks or descriptions which state, or manifestly suggest, that the goods are the produce or manufacture of one of the Contracting States shall, if such statement or suggestion be false, be seized on importation into either of the two States. The seiz-

tinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis à aucun droit intérieur.

Article 10.

Chacune des deux parties contractantes aura la liberté de nommer les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les villes ou ports des territoires et possessions de l'autre. Toutefois, ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne pourront pas exercer leurs fonctions avant d'être agréés, d'après les formes usuelles, par le gouvernement, près duquel ils sont nommés. Ils jouiront de toutes facultés, de tous privilèges, de toutes exemptions et immunités, dont jouissent ou jouiront les consuls de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les sujets de l'une des parties contractantes auront, dans les territoires de l'autre, les mêmes droits que les nationaux en ce qui concerne les brevets, la protection des marques et des modèles de fabrique, en se conformant aux formalités prescrites par les lois du pays.

Article 12.

Chaque marchandise qui porterait des marques ou descriptions déclarant ou indiquant évidemment, que la marchandise est le produit du sol ou de l'industrie de l'une des parties contractantes, sera saisie à l'importation dans l'un ou l'autre Etat, dans le cas où cette indi-

ure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department, or of an interested party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each State, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The Tribunals of each country shall decide what appellations, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article 13.

Ths stipulations of the present Treaty shall not be applicable to any of His Britannic Majesty's colonies, possessions, or protectorates beyond the seas, unless notice of adhesion shall have been given on behalf of any such colony, possession, or protectorate by His Britannic Majesty's Representative to His Majesty the King of Servia before the expiration of one year from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

Nevertheless, the goods produced or manufactured in any of His Britannic Majesty's colonies, possessions, and protectorates, shall enjoy in Servia complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as such colony, possession, or protectorate shall accord to goods, the produce or manufacture of Servia, treat-

cation serait fausse. Le saisissement peut aussi être effectué dans l'Etat, où cette fausse indication d'origine a été faite, où la marchandise munie de cette fausse indication aurait été importée.

Le saisissement sera effectué sur la demande du Ministère respectif ou du parti intéressé, soit d'une personne ou d'une corporation, conformément aux lois de chacun des deux Etats, mais les autorités ne sont pas obligées d'effectuer le saisissement de la marchandise qui passe en transit.

Les tribunaux des deux pays détermineront les désignations qui, à cause de leur caractère générique, ne tombent pas sous les dispositions de cet article.

Article 13.

Les stipulations du présent traité ne seront applicables à aucune des colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique au delà des mers à moins qu'une notification d'adhésion n'ait été adressée de la part d'une de ces colonies, possessions ou protectorats par le représentant de Sa Majesté britannique près S. M. le Roi de Serbie, avant l'expiration d'une année à partir de la date de l'échange des ratifications du présent traité.

Toutefois, les produits du sol ou de l'industrie de l'une des colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, jouiront en Serbie, sous tous les rapports et sans conditions, du traitement de la nation la plus favorisée, tant cette colonie, possession ou protectorat, accordera aux produits du sol ou de l'industrie de la

ment as favourable as it gives to the produce or manufacture of any other foreign country. In such cases the colony, possession, or protectorate concerned shall communicate its intention in accordance with the procedure mentioned above.

Article 14.

Any controversies which may arise between the Contracting Parties regarding the interpretation or application of the Tariff annexed to the present Treaty, as well as the rates of the Conventional Tariffs agreed upon between the Contracting parties and third States, shall on the demand of one or the other of the Contracting Parties, be adjusted by means of Arbitration.

The Court of Arbitration shall, in each case, be constituted by each of the Contracting Parties naming Arbitrator from among the competent subjects of its country, and by the two Contracting Parties choosing a subject of a third friendly country to act as Umpire. The Contracting Parties reserve the right to come to an understanding in advance and for a given period upon the choice of the person to be appointed as Umpire.

Should occasion require, and subject to a special understanding to that effect, the Contracting Parties will equally submit to arbitration controversies regarding the interpretation or application of the present Treaty, other than those which are mentioned in the first paragraph.

Serbie, un traitement aussi favorable que celui qui y sera accordé aux produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. En ces cas, la colonie, possession ou protectorat respectif devra faire connaître, d'après la procédure plus haut mentionnée, son intention à ce sujet.

Article 14.

Toutes les contestations, qui viendraient à surgir entre les deux parties contractantes au sujet de l'interprétation ou application du tarif annexé au présent traité, ainsi qu'au sujet des droits de douane des tarifs conventionnels, conclus entre les parties contractantes et les tiers États, seront réglées, sur la demande de l'une ou de l'autre partie contractante, par voie d'arbitrage.

Le tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas, de manière que chacune des parties contractantes ait à élire en qualité d'arbitre une personne qualifiée choisie parmi ses propres ressortissants et que les deux parties contractantes choisissent parmi les ressortissants d'une tierce puissance amie une troisième personne en qualité de sur-arbitre. Les parties contractantes se réservent le droit de s'entendre d'avance et pour une période déterminée sur la personne qui sera le sur-arbitre.

En cas de besoin et sous la réserve d'une entente spéciale, les deux parties contractantes soumettront également à l'arbitrage les contestations concernant l'interprétation ou l'application du présent traité, autres que celles mentionnées dans le premier paragraphe.

Article 15.

It is understood that the provisions of Article 5 of the present Treaty shall not apply to :

1. The obligations imposed on one of the two Contracting Parties by the stipulations of a Customs Union already concluded or which may be concluded in the future :

2. The favours already granted or which may be granted in the future to adjoining States to facilitate local traffic within a zone corresponding to the frontier district of each of the two countries, but not exceeding 15 kilometres in breadth on each side of the frontier. Nevertheless, these latter favours shall only extend to products of agriculture, stock-raising, dairy farming, forestry and fisheries, and to other similar articles, and in no case to industrial products.

Article 16.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Belgrade as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall be binding until the 18/31 December, 1917. From the date on which the present Treaty comes into operation the Treaty of the 28 June/10 July, 1803, shall cease to have effect.

In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other, twelve months before the date above mentioned, of their intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the

Article 15.

Il est entendu que les dispositions de l'article 5 du présent traité ne s'appliquent point :

1. Aux obligations imposées à l'une des deux parties contractantes par les engagements d'une Union douanière déjà contractée ou qui pourrait l'être à l'avenir ;

2. Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic local en dedans d'une zone correspondante au district frontière de chacun des deux pays, mais qui ne dépassera pas 15 kilomètres de largeur de chaque côté de la frontière. Néanmoins, ces dernières faveurs ne seront accordées qu'aux produits de l'agriculture, de l'élevage, de la laiterie, des forêts, de la pêche et autres produits similaires et ne seront pas accordées en aucun cas aux produits industriels.

Article 16.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur dès que l'échange des ratifications sera faite et restera obligatoire jusqu'au 18/31 décembre 1917. A partir du jour de son entrée en vigueur cessera d'avoir ses effets le traité de 28 juin/10 juillet 1803.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la date sus-mentionnée son intention de faire cesser les effets du présent traité, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou

expiration of one year from the day on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, the British colonies, possessions, and protectorates which may have adhered to the present Treaty in virtue of Article 13, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

It is understood that the stipulations of the present and of the preceding Article referring to British colonies, possessions, or protectorates apply also to the Island of Cyprus.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Belgrade, the 5/17 day of February, one thousand nine hundred and seven.

l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, en ce qui concerne les colonies, possessions ou protectorats britanniques qui auront adhéré au présent traité en vertu de l'art. 13, chacune des parties contractantes aura le droit de le dénoncer séparément et à toute époque, en prévenant douze mois à l'avance.

Il est entendu que les stipulations de cet article et du précédent, se rapportant aux colonies, possessions ou protectorats britanniques, s'appliqueront également à l'île de Chypre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le 4/17 février mille neuf cent sept.

(L. S.) J. B. WHITEHEAD.

(L. S.) RACHA MILOCHÉVITCH.

(L. S.) S. R. KOUKITCH.

T A R I F

Droits à l'entrée en Serbie.

NOTE. — En tant que le droit à percevoir sur un article dépend du droit sur un autre article, inscrit dans ce tarif, le premier droit sera déterminé sur la base du droit prévu dans le présent traité, et non sur la base du droit du tarif général.

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises.	Base.	Droits. — Dinars.
125	Eaux minérales, naturelles et préparées artificiellement, les réipients et bouteilles inclus . . .	100 kgr.	2 —
Ex 138	1 (a) Moutarde moulue, en réipients pour la vente en détail .	»	25 —
Ex 143	3. Fromages de toute espèce, exceptés ceux classifiés sous le numéro 136	»	70 —
186	Savon ordinaire de blanchissage et usage industriel, dur ou mou, en caisses, fûts, etc., en pains, tablettes, bâtons, etc., pressé ou non, modelé ou non	»	18 —
250	Vernis aux laques — dissolutions de résines à l'essence de térébenthine, à l'huile minérale ou à l'huile de résines, au vernis, à l'acéton, aux alcalis et aux autres matières à dissoudre; laque à l'asphalte, dissolutions d'asphalte ou de matières semblables à l'asphalte à l'huile minérale ou de térébenthine, aussi les dissolutions de goudron ou de bitume de l'houille aux hydrocarbures légers : benzine, ligroïne, photogène; dissolutions de couleurs et de cires; laque de Zapon, siccativ, brunoline . .	»	50 —

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises.	Base.	Droits. — Dinars.
274	Fils de coton simples :		
	1. Jusqu'au n° 8 anglais :		
	a) écrus	100 kgr.	25 —
	b) blanchis	"	30 —
	c) teints ou imprimés	"	35 —
	2. De n° 9 jusqu'au n° 20 :		
	a) écrus	"	25 —
	b) blanchis	"	30 —
	c) teints ou imprimés	"	35 —
	ex 3. De n° 21 jusqu'au n° 24 inclusivement :		
	a) écrus	"	25 —
	b) blanchis	"	30 —
	c) teints ou imprimés	"	35 —
	ex 3. De n° 25 jusqu'au n° 30 :		
	a) écrus	"	35 —
	b) blanchis	"	40 —
	c) teints ou imprimés	"	45 —
	4. Au-dessus du n° 30 :		
	a) écrus	"	40 —
	b) blanchis	"	45 —
	c) teints ou imprimés	"	50 —
275	Fils de coton, à deux ou plusieurs bouts :		
	1. Jusqu'au n° 8 anglais :		
	a) écrus	"	30 —
	b) blanchis	"	35 —
	c) teints ou imprimés	"	40 —
	2. De n° 9 jusqu'au n° 20 :		
	a) écrus	"	30 —
	b) blanchis	"	35 —
	c) teints ou imprimés	"	40 —
	ex 3. De n° 21 jusqu'au n° 24, inclusivement :		
	a) écrus	"	30 —
	b) blanchis	"	35 —
	c) teints ou imprimés	"	40 —
	ex 3. De n° 25 jusqu'au n° 30 :		
	a) écrus	"	40 —
	b) blanchis	"	45 —
	c) teints ou imprimés	"	50 —
	4. Au-dessus du n° 30 :		
	a) écrus	"	50 —
	b) blanchis	"	55 —
	c) teints ou imprimés	"	60 —

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises.	Base.	Droits. — Dinars.
276	Fils de coton accommodés pour la vente en détail (fils à coudre, à tricoter, à broder) sur les bobines en bois, papier, en pelotes, écheveaux, etc., simples ou à plusieurs bouts :		
	a) écrus	100 kgr.	50 —
	b) blanchis	»	55 —
	c) teints ou imprimés	»	60 —
	<i>Note.</i> — Il est entendu que les fils de coton chargés sur des bobines ou des ensouples à chaîne ou pré- parés de toute autre manière pour l'usage industriel, ne se- ront pas assujettis aux taux du n° 276, mais seulement à ceux du n° 274 ou 275.		
277	Tissus unis :		
	1. Pesant plus de 120 gr. par mètre carré, et contenant en chaîne et en trame dans un cm. carré :		
	a) Jusqu'à 50 fils	»	80 —
	b) De 50 jusqu'à 80 fils	»	100 —
	c) Au-dessus de 80 fils	»	130 —
	2. Pesant plus de 60 jusqu'à 120 gr. par mètre carré et con- tenant en chaîne et en trame dans un cm. carré :		
	a) jusqu'à 50 fils	»	130 —
	de 50 jusqu'à 80 fils	»	130 —
	c) au-dessus de 80 fils	»	190 —
	3. Pesant jusqu'à 60 gr. par mètre carré et contenant en chaîne et en trame dans un cm. carré :		
	a) jusqu'à 50 fils	»	190 —
	b) de 50 jusqu'à 80 fils	»	220 —
	c) au-dessus de 80 fils	»	250 —
279	Tulle, bobinet, pétinet et autres tissus semblables, y compris les rideaux de fils de coton fabri- qués à la machine, en pièce à dé- biter au mètre ou façonnés, mais sans ourlets et non autrement finis	»	250 —

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises. —	Base. —	Droits. — Dinars.
<p><i>Note.</i> — Les rideaux similaires avec ourlets ou autrement finis, sont soumis au droit sus-mentionné plus une surtaxe en conformité au n° 360 du tarif, modifié par le § 8 des notes générales à la classe V du tarif, c'est-à-dire à une surtaxe de 15 p.c. s'ils ont des simples coutures ou ourlets ou autres fournitures simples, et à une surtaxe de 100 p. c. s'ils sont confectionnés. En tout cas, ils sont sujets aux surtaxes prévues dans le § 1 des dites notes générales.</p>			
Ex 281	Dentelles de coton fabriquées à la machine	100 kgr.	350 —
292	Fils de lin, de chanvre et de ramie, accommodés pour la vente en détail (fils à coudre, à tricoter, à broder, etc.), sur les bobines en bois, papier, en pelotes, écheveaux, simples ou à plusieurs bouts, écrus, blanchis, teints ou imprimés	»	60 —
295	Fils de matières rentrant dans le n° 288 accommodés pour la vente en détail, à l'exception de ceux mentionnés dans le n° 292 (sur les bobines, en pelotes, en écheveaux, etc.), simples ou à plusieurs bouts, écrus, blanchis, teints ou imprimés	»	50 —
296	Tissus de lin, de ramie, de chanvre et des autres matières végétales du n° 288, à l'exception de ceux spécialement dénommés :		
	1. Toile grossière pour emballage, contenant en chaîne et en trame jusqu'à 18 fils dans un cm. carré :		
	a) de jute	»	12 —
	b) autres	»	30 —
	2. Tissus contenant en chaîne et en trame plus de 18 jusqu'à 36 fils dans un cm. carré	»	50 —

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises. —	Base. —	Droits. — Dinars.
	3. Tissus contenant en chaîne et en trame plus de 36 fils jusqu'à 60 fils dans un cm. carré	100 kgr.	100 —
	4. Tissus contenant en chaîne et en trame plus de 60 fils dans un cm. carré	»	160 —
305	Sacs :		
	a) destinés à l'exportation des produits indigènes	»	7 50
	b) autres	»	15 —
317	Tapis de pied, de laine et poils d'animaux, combinés ou non avec du chanvre de Manille, jute, lin, avec des filaments du cocotier et ananas ou d'autres matières végétales, quelle que soit la proportion de ces matières :		
	1. Grossiers	»	50 —
	2. Fins	»	100 —
621	Autres tissus de laine à l'exception de ceux spécialement dénommés :		
	1. Pesant plus de 700 gr. par mètre carré	»	125 —
	2. Pesant plus de 500 jusqu'à 700 gr. par mètre carré	»	175 —
	3. Pesant plus de 300 jusqu'à 500 gr. par mètre carré	»	200 —
	4. Pesant jusqu'à 300 gr. par mètre carré	»	250 —
	<i>Note ad n° 321.</i> — Tissus dont la chaîne ou la trame sont entièrement de coton acquitteront les droits ci-dessus avec une réduction de 15 p. c.		
	<i>Notes générales à la classe V du tarif.</i>		
	<i>Note 14.</i> — Pour classer les tissus en couleur d'après le poids d'un mètre carré on déduit 10 pour cent pour la teinture et l'apprêtage. Dans le cas, pourtant, qu'une telle déduction sou-		

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises.	Base.	Droits. — Dinars.
	mettrait ces tissus à un taux de droit plus élevé on déduira aussi 10 p.c. du poids actuel sur lequel les droits de douane seront perçus.		
	<i>Note additionnelle.</i> — Les tissus écrus ou blanchis en pièces à débiter au mètre ne seront pas soumis à la surtaxe perçue sur les tissus en couleur pour la seule raison de porter des lignes ou autres marques en couleur (« heading ») imprimées ou tissées aux bouts des pièces.		
Ex 374	Cuirs simplement tannés de chaque manière, cuirs préparés de toute sorte : cuirs engraisés, colorés, etc. :		
	1) Pour semelles	100 kgr.	75 —
	2) Secondes semelles (Brand-sohlenleder)	»	55 —
Ex 537	Tôles et plaques de fer :		
	2. Recouverts d'étain, de zinc, de cuivre ou d'autre métal commun ou de leurs compositions, sans distinction d'épaisseur :		
	a) ordinaires de ferblanterie, dessinées, marbrées, même vernies	»	5 —
	3. Tôles et plaques ondulées, même pressées, taillées, courbées, percées, coupées et découpées et dressées :		
— 9	« (a) tôles et plaques ondulées		
	b) autres	»	7 —
635	Générateurs avec tous leurs accessoires, pour les machines à vapeur, fixes et mobiles	»	exempt
636	Machines à vapeur, fixes ou mobiles: locomobiles, locomotives, et les tenders, turbines à vapeur, draisinnes à vapeur et en général toutes les machines, dont le moteur fluide est la va-		

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises. —	Base. —	Droits. — Dinars.
	peur; machines avec le fluide liquide (à naphte, à pétrole, à benzine, à gazoline, etc.) et toutes les machines dont les mo- teurs sont à d'autres fluides que la vapeur, à l'exception des dynamos et des électromoteurs; marteaux mécaniques, moteurs à navigation, moteurs hydrauliques avec piston, turbines, roues hydrauliques et grands ventila- teurs pour l'industrie, montés ou démontés, et leurs pièces ré- servées	»	exempt
637	Machines agricoles :		
	1. Machines à battre le blé et charrues à vapeur	»	exempt
	2. Moissonneuses, faucheuses, machines à rejeter l'engrais en morceaux et en poussières, machines à assortir les se- mences et autres produits; machines à semer, presses à vin, etc.	»	exempt
Ex 639	Machines pour l'industrie textile et leurs pièces détachées	»	exempt

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day between the United Kingdom and Serbia, the undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations, which shall form an integral part of the Treaty.

Ad Article 13.

His Britannic Majesty's Government undertake to inform the Governments of the colonies, possessions, and protectorates of His Britannic Majesty, in communicating the present Treaty to them, that the Serbian Government have expressed a wish to receive reasonable notice of their intention to withdraw the treatment of the most favoured nation which the said colonies, possessions, or protectorates may have accorded to Serbia.

Ad Article 14.

As regards the procedure to be followed in the event of arbitration taking place in accordance with the provisions of the two first paragraphs of Article 14, the Contracting Parties agree as follows:

In the first case of arbitration the Arbitral Tribunal shall sit in the territory of the defendant party, in the second case in the territory of the other Contracting Party, and so on in succession in the one or the other territory. The party on whose territory the Tribunal shall sit shall fix the place where it shall meet. It shall

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour, entre le Royaume-Uni et la Serbie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du traité même :

Ad Article 13.

Le gouvernement de Sa Majesté britannique se charge de faire savoir aux gouvernements des colonies, possessions et protectorats britanniques, en leur communiquant le présent traité, que le gouvernement serbe a exprimé le désir de recevoir une notification raisonnable de leur intention de faire cesser le traitement de la nation la plus favorisée, que les colonies, possessions et protectorats mentionnés auraient accordé à la Serbie.

Ad Article 14.

A l'égard de la procédure dans le cas où l'arbitrage a lieu d'après les deux premiers alinéas de l'article 14, les parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la partie contractante défenderesse, au second cas dans le territoire de l'autre partie contractante, et ainsi de suite alternativement dans l'un et dans l'autre territoire. La partie, sur le territoire de laquelle siégera le tribunal, désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de

also undertake to provide the premises, the officials, and the attendants necessary for the proper working of the Tribunal.

The Umpire shall be President of the Tribunal. Decisions shall be taken by a majority of votes.

The Contracting Parties shall agree, as each case arises, or once for all, respecting the procedure of the Court of Arbitration. In default of such an agreement the procedure shall be fixed by the Court itself. The procedure may be carried on by writing if neither of the Contracting Parties raises any objection.

As regards the summoning and hearing of witnesses and experts, the authorities of each of the Contracting Parties, on an application to be addressed by the Arbitral Tribunal to the Government concerned, shall afford the same assistance as would be given in the case of an application made on the part of the Civil Courts of their country.

The Contracting Parties shall agree as to the manner in which the expenses are to be divided, either in each particular case of arbitration or by an arrangement applicable to all cases alike. In default of such an agreement, Article 57 of the Hague Convention of the 29th July, 1899, shall be applied.

Ad Article 15.

The Contracting Parties are agreed that the provision contained in § 2 of Article 15, by which the favours granted to facilitate frontier traffic are li-

fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service, nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

Le tribunal sera présidé par le sur-arbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les parties contractantes s'entendront, ou le cas échéant, ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. À défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des parties contractantes ne soulève d'objections.

Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des parties contractantes, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser prêteront leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. À défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 sera appliqué.

Ad. Article 15.

Les parties contractantes se sont entendues que la restriction des faveurs, accordées au trafic frontière, aux produits de l'agriculture, de l'élevage,

mitted to the products of agriculture, stock-raising, dairy farming, forestry and fisheries, and to other similar articles, shall not be binding as regards a Convention on this subject which may be concluded between Servia and Bulgaria.

The present Protocol, which shall be considered as approved and sanctioned by the Contracting Parties, without any other special ratification, by the sole fact of the exchange of the ratifications of the Treaty to which it appertains, has been drawn up in duplicate at Belgrade the 4/17th February, 1907.

(L. S.) J. B. WHITEHEAD

(L. S.) RACHA MILOCHÉVITCH.

(L. S.) S. R. KOUKITCH.

de la laiterie, des forêts, de la pêche et aux autres produits similaires, contenue dans le § 2 de l'article 15, ne sera pas obligatoire en ce qui concerne une convention à ce sujet qui pourrait être conclue entre la Serbie et la Bulgarie.

Le présent Protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Belgrade, le 4/17 février 1907.

Déclaration.

The Servian Government declare their readiness to take the necessary steps to prevent unfair competition in respect of cotton or other yarns introduced into Servia in bundles, which, while imitating bundles of English yarn, do not exactly correspond to the latter in weight and length.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Declaration.

(L. S.) J. B. WHITEHEAD.

(L. S.) RACHA MILOCHÉVITCH.

(L. S.) S. R. KOUKITCH.

Déclaration.

Le gouvernement serbe déclare qu'il est prêt à prendre les mesures nécessaires pour empêcher la concurrence déloyale à l'égard des fils de coton et autres, introduits en Serbie en paquets qui, tout en imitant les paquets de fils anglais, n'y correspondent pas exactement par le poids et par la longueur du fil y contenu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente déclaration.

Traité de Commerce entre la Serbie et la Suisse

(Conclu le 28 février 1907. — Entré en vigueur le 19 avril 1907)

*Le Conseil fédéral de la
Confédération suisse,*

Après avoir vu et examiné le traité de commerce conclu sous réserve de ratification, à Belgrade, le 15/28 février 1907, par les plénipotentiaires de la Suisse, d'une part, et de la Serbie, d'autre part, traité qui a été approuvé par le Conseil des Etats le 10 avril 1907 et par le Conseil national le 12 du même mois et dont la teneur suit :

PIERRE I,

par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Roi de Serbie,

A tous ceux qui les présentes Lettres verront,

Salut,

Un traité de commerce entre la Serbie et la Suisse ayant été conclu et signé à Belgrade, le 15/28 février mil neuf cent sept dont la teneur suit :

Le Conseil fédéral suisse et S. M. le Roi de Serbie,

Animés d'un égal désir de favoriser le développement des relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont nommé, dans ce but, pour leurs plénipotentiaires savoir :

Le Conseil fédéral suisse :

M. Fernand H. du Martheray, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne;

S. M. le Roi de Serbie :

M. Racha Milochévitch, directeur général des Monopoles de l'Etat;

M. Sava R. Koukitch, directeur général des Douanes.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre le royaume de Serbie et la Confédération suisse.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des deux parties contractantes établis dans le territoire de l'autre partie ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays contractants et applicables à tous les étrangers.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois du pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir et de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des ressortissants de toute autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevées que celles qui sont ou seront établies sur les nationaux.

Ils pourront de même, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Ils auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice, devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, et, à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux, et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir, dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du pays.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale quelconque, celle de la tutelle exceptée, de tout service personnel dans l'armée, la marine, la réserve de terre et de mer et la milice nationale, ainsi que de tous les impôts, emprunts, emprunts forcés, réquisitions et prestations militaires de tout genre qui seraient imposés en cas de guerre ou par

suite de circonstances extraordinaires; toutefois, sont exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds, ainsi que l'obligation du logement militaire et d'autres prestations spéciales pour la force militaire, auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée sont soumis comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Article 5.

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières domiciliées dans l'un des deux pays et à condition qu'elles y aient été valablement constituées, conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays, et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société constituée dans l'un des deux pays sera admise ou non dans l'autre pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existeront à cet égard dans ce dernier pays.

En tout cas, les dites sociétés et associations jouiront, dans l'autre pays, des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un pays quelconque.

Article 6.

Les parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous pays et aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1) dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre;
- 2) pour des raisons de sûreté publique;
- 3) par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes contre les maladies les insectes et parasites nuisibles;
- 4) en vue de l'exécution de la législation intérieure en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles.

Article 7.

Les produits du sol et de l'industrie de la Suisse qui seront importés en Serbie, et les produits du sol et de l'industrie de la Serbie

qui seront importés en Suisse, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports. Nommément, toute faveur, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnels que l'une des parties contractantes accordera à une tierce puissance, à titre permanent ou temporairement, sera immédiatement et sans compensation étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Les marchandises originaires de chacun des deux pays jouiront également dans l'autre du traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne l'usage des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, et des ports et endroits de débarquement.

Article 8.

Les produits du sol et de l'industrie de la Serbie, énumérés dans le tarif A joint au présent traité, à leur importation en Suisse, et les produits du sol et de l'industrie de la Suisse, énumérés dans le tarif B joint au présent traité, à leur importation en Serbie, ne seront pas assujettis à des droits d'entrée autres, ni plus élevés que ceux fixés dans les dites annexes.

Article 9.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou corporations qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des parties contractantes ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre d'une manière plus forte et plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de ces produits, que ceux de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit intérieur.

(Voir aussi les dispositions du protocole final relatives à cet article.)

Article 10.

Il ne sera perçu d'autres, ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exportés de l'un des deux pays dans l'autre que ceux appliqués à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des parties contractantes à une tierce puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Article 11.

Les marchandises de toute autre nature traversant le territoire de l'un des deux pays par une voie commerciale ouverte au transit seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles soient déchargées, déposées et rechargées.

Article 12.

Ne seront pas considérées comme contraires aux dispositions du présent traité :

1) les concessions stipulées avec d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, c'est-à-dire les concessions accordées pour la zone frontière, laquelle ne peut avoir un espace plus grand que celui de 15 kilomètres de la frontière ;

2) les concessions que l'une des parties contractantes accorde à un autre Etat par contrat d'union douanière, qui est déjà conclu ou qui sera conclu ultérieurement.

(Voir aussi la disposition du protocole final relative à cet article.)

Article 13.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront, par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile pourront, soit personnellement, soit par des commis voyageurs à leur service, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre partie contractante.

Les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis voyageurs seront traités réciproquement dans les deux pays, en ce qui concerne les passeports et le paiement des taxes frappant l'exercice du commerce, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les industriels (commis voyageurs) qui seront munis d'une carte de légitimation pourront avoir avec eux des échantillons, mais point de marchandises. Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les ...s voyageurs seront, de part et d'autre, admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes, ainsi que des dispositions

auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues dans ces derniers.

Les parties contractantes se réservent toute liberté d'action en ce qui concerne la législation sur les industries ambulantes, le colportage et la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce, ni industrie.

(Voir aussi le modèle de carte de légitimation pour voyageurs de commerce, annexé au traité.)

Article 14.

Si une contestation venait à surgir entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation du présent traité ou de ses annexes, ainsi qu'au sujet de l'application des droits fixés dans les traités à tarifs conclus par les parties contractantes avec des puissances tierces, et même s'il s'agit de la question préjudicielle de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation du traité, cette contestation sera tranchée sur la demande de l'une ou de l'autre partie, par voie d'arbitrage, dans les conditions prévues au protocole final.

(Voir aussi les dispositions du protocole final relatives à cet article.)

Article 15.

Le présent traité remplacera l'arrangement commercial du 10 juin 1880.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des deux parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période, son intention de faire cesser les effets du traité, celui-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Article 16.

Le présent traité sera ratifié et les ratification en seront échangées à Belgrade le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double expédition, le 15/28 février mil neuf cent sept.

(L. S.) (signé) : F. H. du MARTHERAY, m. p.

(L. S.) (signé) : Racha MILOCHÉVITCH, m. p.

(L. S.) (signé) : S. R. KOUKITCH, m. p.

TARIF A

Droits à l'entrée en Suisse

N. B. — Les lettres et chiffres figurant entre parenthèses après le texte de chaque position signifient :

a : le droit de l'ancien tarif d'usage appliqué jusqu'au 31 décembre 1905 ;

n : le droit du nouveau tarif d'usage en vigueur.

Chiffres italiques : Réduction du droit du nouveau tarif d'usage.

Tous les taux imprimés en caractères ordinaires sont ceux du nouveau tarif d'usage, consolidés.

Numéro du tarif général suisse	Dénomination des marchandises —	Droits. — Francs.
	Céréales, maïs, légumes à cosse, ni perlés, ni égrugés :	
3	— Avoines (a et n -.30), par 100 kg.	— 30
4	— Orge (a et n -.30)	— 30
7	— Maïs (a et n -.30)	— 30
8	— Haricots (a et n -.30)	— 30
9	— Pois (a et n -.30)	— 30
10	— Autres légumes à cosse (a et n -.30)	— 30
	Farine en récipients de tout genre pesant plus de 5 kilogrammes :	
16	— de céréales, maïs, légumes à cosses (a 2. —, n 2.50)	2 50
	Fruits à baies comestibles, frais :	
23	— à découvert ou en sacs (a et n exempt)	exempt
	— autrement emballés :	
24a	— Abricots pommes, poires (a exempt, n 1.-)	1 —
24b	— autres (a et n exempt)	exempt
	Fruits secs ou tapés, non désossés (fruits à noyaux) :	

Numéro du tarif général suisse	Dénomination des marchandises —	Droits. — Francs.
25a	— prunes et pruneaux, en récipients ou emballages de tout genre (a 2.50, n 3.—)	2 —
29a	Marmelade de prunes sans sucre et sans alcool, dite pekmèse (a 20.-, n 25.-) .	2 —
	Raisins de table frais :	
	— en colis postaux affranchis, jus- qu'à 5 kg. poids brut (a et n exempt)	exempt
31b	— en petits paquets, caisses, boîtes ou paniers d'un poids non supé- rieur à 5 kg., réunis ou non en cageots ou fardeaux de 4 à 10, avec enveloppe de papier ou toile, même en wagons complets (a et n 2.50)	2 50
31d	— autres (a 2.50, n 5.-)	5 —
	<i>Ad n° 31 a, b et d.</i> — Pour être admis à l'entrée en Suisse, les raisins de table doivent être dépourvus de feuilles et de sarments, et emballés dans des boîtes, caisses ou paniers bien fermés, mais néanmoins faciles à visiter. Le poids d'une boîte, d'une caisse ou d'un panier rempli ne peut pas dépas- ser dix kilogrammes.	
	Viande de boucherie, fraîche :	
76a	— de veau (a 4.50, n 15.-)	15 —
76b	— de porc (a 4.50, n 10.-)	10 —
	<i>Ad 76 b.</i> Lard frais.	
76c	— autre (a 4.50, n 10.-)	10 —
	<i>Ad 76 a-c.</i> Animaux abattus, étripés ou non.	
	Viande conservée :	
	— salée, fumée; lard séché :	
77a	— — jambons (a 6.-, n 14.-)	14 —
77b	— — autre (a 6.-, n 20.-)	20 —
78	— — autre que celle rentrant dans n° 77 a et 77 b (a 6.-, n. 25.-)	25 —
	Charcuterie de tout genre :	
80a	— salami, salamimi, mortadelle, zamponi et cotechini (a 12.-, n 15.-)	15 —
80b	— autre (a 12.-, n 25.-)	25 —
83	Volailles vivantes (a et n 4)	4 —

Numéro du tarif général suisse	Dénomination des marchandises —	Droits — Francs.
84	Volailles mortes (a 6.-, n 4.-)	4 —
86	Œufs (a et n 1.)	1 —
	Bœufs : par pièce	
136a	— de boucherie (a 15.-, n 27.-)	27 —
136b	— de ferme (a 15.-, n 27.-)	27 —
136c	— sans dents de lait (a 15.-, n 27.-)	27 —
	Vaches :	
138a	— de boucherie (a 18.-, n 30.-)	30 —
138b	— de ferme (a 18.-, n. 30)	30 —
143	Porcs pesant plus de 60 kilogrammes (a 5.-, n 10.-)	10 —
145	Moutons (a et n -.50)	— 50
173	Peaux brutes, salées ou non salées, sèches (a -.60, n. -.30) . par 100 kg.	-- 30
396a 1	Chanvre brut, teillé ou sérancé, peigné, blanchi, teint, etc. (a -.30, n exempt)	exempt
482a	Tapis de pieds non tissés à la façon du velours, avec chaîne en fils de laine écrue retors et trame en fils de laine teinte, avec franges venues au tissage et simplement nouées, selon les types déposés (sans franges a 25.-, n 30.-; avec franges a et n 50.-)	25 —

TARIF B

Droits à l'entrée en Serbie

N. B. — Les lettres et chiffres figurant entre parenthèses après le texte de chaque position signifient :

a : montant total du droit et des taxes internes (obrt et trocharina (1) d'après l'ancien tarif serbe ;

n : droit d'après le nouveau tarif général serbe, y compris trocharina (seulement sur le chocolat, la farine lactée et le fromage).

Chiffres italiques : Réduction au-dessous des droits et taxes de l'ancien tarif.

Numéro du tarif général suisse	Dénomination des marchandises	Droits. — Dinars.
Ex 134	2. Chocolat et ses succédanés, en tablettes ou en morceaux (a environ 98.-, n 250.-) par 100 kg.	70 — (2)
	ex 2 et 3. Chocolat au lait à l'état solide, de toute forme (a environ 98.-, n 250.-)	50 — (3)

(1) Aux termes d'une loi de 1886, on comprend par « obrt » un impôt commercial auquel sont soumises, en Serbie, toutes les maisons qui travaillent avec un capital dans un but de lucre. Jusqu'ici, cet impôt était prélevé sur les marchandises étrangères en même temps que les droits d'entrée; il était de 7 p. c. de la valeur pour les produits fabriqués et de 1 p. c. de la valeur pour les matières premières.

D'après les nouveaux traités de commerce serbes (voir protocole final ad article 9 du présent traité), cet impôt ne sera plus perçu à l'avenir sur les marchandises étrangères.

La « trocharina » (impôt de consommation) repose sur une loi du 24 juillet 1893. Des marchandises dénommées au présent tarif, ne sont soumis à cet impôt que le chocolat (50.- par q.), la farine lactée (30.- par q.), et le fromage (100.- par q.); mais pour l'Emmental, il est aboli par le présent traité. La trocharina est également appliquée aux marchandises respectives fabriquées en Serbie même.

(2) Comme dans le nouveau traité franco-serbe, à quoi s'ajoute encore la trocharina, 50.- par q.

(3) A quoi s'ajoute encore la trocharina, 50.- par q.

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises —	Droits. — Dinars.
Ex 140	Farine lactée avec addition de sucre ne dépassant pas 33 p.c., même en boîtes hermétiquement fermées (a environ 65.-, n 130.-)	40 — (1)
Ex 143	ex 3. Fromage d'Emmental, à pâte dure, en meules pesant plus de 60 kg. (a environ 130.-, n 250.-) <i>Note ad ex 143, ex 3. Le fromage d'Emmental n'est pas soumis à la « trocharina » (3).</i>	40 — (2)
Ex 277	Tissus de coton unis (4) : 1. pesant plus de 120 gr. par mètre carré et contenant en chaîne et en trame, dans un cm. carré : a) jusqu'à 50 fils (n 130.-)	80 — (5)

(1) *A quoi s'ajoute encore la trocharina, 30.- par q.*

(2) *Le nouveau traité franco-serbe fixe, pour les spécialités françaises Roquefort, Brie, Camembert, Pont-l'Evêque et Coulommiers, un droit de 70.- (non compris la trocharina).*

(3) *Trocharina pour le fromage : 100.- par q.*

(4) *Conformément à la classification du nouveau tarif général, les droits convenus par ce numéro ne s'appliquent qu'aux tissus écrus. En tant que le tarif ne contienne pas de disposition contraire, les tissus blanchis, teints, en fils teints, imprimés et mercerisés sont soumis aux surtaxes indiquées dans les notes générales concernant la classe V (voir plus loin, après le n° ex 338).*

Les anciens droits sur les tissus de coton étaient les suivants : futaines et tissus similaires, écrus et apprêtés, 25.-; étoffes pour vêtements, piqués et étoffes similaires, écruées et apprêtées, 35.-; linge de table; en outre, mouchoirs de poche, de cou et de tête (dits schamiés), tissés en couleurs ou imprimés, 55.-; tous autres tissus serrés, écrus, 30.-, blanchis 50.-, teints ou tissés en couleurs 60.-; imprimés, 80.-; tissus fins et légers, tels que mousseline, linon, tulle, etc., blanchis, 80.-, teints ou tissés en couleurs 100.-, imprimés 120.-; gazes, tulle anglais, bobinet, pétinet, 160.-. A ces droits s'ajoutait encore l'impôt « obrt » de 7 p. c. de la valeur.

Les droits du nouveau tarif général sont inscrits à chaque sous-rubrique; ils ne s'appliquent qu'aux étoffes écruées.

(5) *Comme dans les nouveaux traités de la Serbie avec l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre.*

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises	Droits. — Dinars.
	b) plus de cinquante fils et jusqu'à 80 fils (n 150.-)	100 — (1)
	c) plus de 80 fils (n 180)	130 — (1)
	2. pesant plus de 60 gr. et jusqu'à 120 gr. par mètre carré et contenant en chaîne et en trame, dans un cm. carré :	
	a) jusqu'à 50 fils (n 180.-)	130 — (1)
	b) plus de 50 fils et jusqu'à 80 fils (n 210.-)	130 — (2)
	3. pesant jusqu'à 60 g. par mètre carré et contenant en chaîne et en trame, dans un cm. carré :	
	a) jusqu'à 50 fils	190 — (2)

Note ad n° 277. Article de Glaris, c'est-à-dire mouchoirs, mouchoirs de tête, cache-nez, foulards, châles, fichus, etc., de tout genre et de toute dimension : de coton, teints, imprimés, avec ou sans apprêt, unis, croisés ou crêpés, toute surtaxe comprise, acquitteront le droit de 120 dinars (3) par 100 kg. Lorsque ces articles sont emballés dans des caisses, le droit de 120 dinars sera compté sur le poids brut, après déduction de 20 p. c. de tare (4).

(1) Comme dans les nouveaux traités de la Serbie avec l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre.

(2) Comme dans le nouveau traité entre la Serbie et l'Angleterre.

(3) Les anciens droits (y compris l'impôt de l'obrt) oscillaient entre 106 et 132 dinars; les nouveaux droits seraient, d'après le tarif général, de 297 à 413 dinars.

(4) Par le règlement sur la tare, du 1^{er} mars 1906, la déduction de tare pour les tissus de coton en caisses a été abaissée de 20 p. c. à 15 p. c.

Numéro du
tarif général
serbe.

Dénomination des marchandises
—

Droits.
—
Dinars.

Pour jouir du droit susindiqué de 120 dinars, ces articles doivent être accompagnés de *certificats d'origine*, émanant des autorités communales du lieu de production.

Le visa consulaire n'est pas exigible pour ces certificats.

Il est bien entendu que toute concession plus étendue que la Serbie pour accorder à un autre Etat pour les tissus de coton imprimés, de n'importe quelle nature, sera applicable de plein droit aux articles de Glaris mentionnés ci-dessus.

Ex 281	Dentelles brodées (broderies aériennes) de toute espèce, sans tissus visible (a environ 800.-, n blanchies 1,200.-, teintes 1,300.-)	550 — (1)
282	Broderies sur tissus de coton	
	1. Broderies au crochet, à la main ou à la mécanique, même avec application de tout autre tissu :	
	a) avec fils brodeurs en soie (a 300.-, plus 7 p. c. de la valeur; n : écrués 1,200.-, blanchies 1,440.-, teintes 1,560.-)	700 — (2)
	b) avec fils brodeurs d'autres matières textiles (a en iron 500.-, n : écrués 1,000.-, blanchies 1,200.-, teintes 13,00.-)	550 — (3)

(1) *Le droit s'applique aux broderies aériennes en coton. — Le nouveau traité entre la Serbie et l'Allemagne fixe un droit fde 600.-.*

(2) *Comme dans le nouveau traité entre la Serbie et l'Allemagne.*

(3) *Le nouveau traité entre la Serbie et l'Allemagne fixe un droit de 600.-.*

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises	Droits. — Dinars.
	2. Broderies au plumetis, de toute es- pèce, même avec application de tout autre tissu :	
	a) avec fils brodeurs en soie (a 300.-, plus 7 p. c. de la valeur; n : écrués 1,200.-, blanchies 1,440.-, teintes 1,560.-)	700 — (1)
	b) avec fils brodeurs d'autres matières textiles (a environ 550.-; n : écrués 1,000.-, blanchies 1,200.-, teintes 1,300.-)	550 — (2)
	<i>Note ad ex 281 et 282.</i> Les droits fixés pour ces positions comprennent toutes les surtaxes prévues dans les notes générales à la V ^e classe du ta- rif serbe (3).	
Ex 335	1. Tissus serrés de soie pure (a environ 1,300.-; n : écrués 2,500.-, blancs 3,000.-, de couleur 3,250.-, imprimés 3,500.-)	1500 — (4)
	<i>Note ad ex 335-1.</i> Les tissus serrés de soie pure, blanchis, teints ou im- primés, sont soumis à une surtaxe de 10 p. c. (5).	
Ex 338	Gaze de soie à bluter, y compris les gar- nitures confectionnées pour blutoirs (a environ 1,800.-; n en pièces 1,800.-, confectionnées 2,250.-)	<i>exempt</i>

(1) Comme dans le nouveau traité entre la Serbie et l'Allemagne.

(2) Le nouveau traité entre la Serbie et l'Allemagne fixe un droit de 600.-.

(3) Voir plus loin, après le n^o ex 338, les stipulations tarifaires convenues au sujet de ces notes.

(4) Comme dans les nouveaux traités de la Serbie avec la France et l'Italie. — D'après le traité serbo-français, les tissus non serrés sont également soumis à un droit fondamental de 1,500.-.

(5) La même disposition est aussi contenue dans le nouveau traité entre la Serbie et l'Italie. — D'après le nouveau tarif général, les surtaxes seraient : pour les blanchis 20 p. c. (conventionnellement 15 p. c.), pour ceux de couleur 30 p. c. (20 p. c.) et pour les imprimés 40 p. c. (20 p. c.).

Numéro du
tarif général
serbe.

Dénomination des marchandises

Droits.
—
Dinars.

Note ad ex 338. Les articles mentionnés dans ce numéro ne sont soumis à aucune des surtaxes prévues dans les notes générales à la V^e classe du tarif serbe (1).

Notes générales à la V^e classe du tarif serbe (2).

ad 1. A moins de dispositions spéciales contraires, les tissus de coton mi-blanchis, blanchis, mercerisés ou nitrés sont soumis à une surtaxe de 15 p. c., ceux en couleur, en fils teints, ainsi que les imprimés, sont soumis à une surtaxe de 20 p. c. (3).

ad 8. A moins de dispositions spéciales contraires, les ouvrages en filés (Gespinstwaren) avec simples ourlets, avec quelques coutures et avec accessoires ordinaires ne sont pas envisagés comme articles confectionnés; ils sont soumis à une surtaxe de 15 p. c. du droit afférent aux dits ouvrages en filés (4).

En tant que des exceptions ne sont prévues, les ouvrages en filés, encadrés ou découpés, sans travail de couture, sont traités comme ouvrages

(1) Voir ci-après ces notes générales.

(2) Cette classe comprend les matières textiles animales et végétales, ainsi que les marchandises faites de ces matières.

(3) Comme dans le nouveau traité germano-serbe. — L'ancien tarif avait établi des droits fixes pour les tissus blanchis, etc. (Voir l'annotation 4 au n^o 277 ci-devant. — D'après le nouveau tarif général, les surtaxes sont : pour les tissus blanchis, 20 p. c.; pour les teints et ceux tissés en deux couleurs, 30 p. c.; pour ceux tissés en plus de deux couleurs, mercerisés ou imprimés, 40 p. c.

(4) Comme dans le nouveau traité germano-serbe. — D'après l'ancien tarif, ces marchandises n'étaient soumises à aucune surtaxe. Le nouveau tarif général fixe une surtaxe de 25 p. c.

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises —	Droits. — Dinars.
--------------------------------------	------------------------------------	-------------------------

en filés importés en pièces et vendus au mètre, mais sont soumis à une surtaxe de 5 p. c. (1).

ad 14. Cette disposition n'est pas applicable aux tissus de coton imprimés, teints ou en fils teints. Pour déterminer la classe du n° 277 du tarif, dans laquelle rentrent les tissus mentionnés, ces tissus seront pesés à l'état brut, sans tenir compte ni de la couleur, ni de l'apprêt. À cet effet, chaque espèce des tissus présentés à la douane doit être accompagnée d'une coupure de tissu brut de la même sorte, mesurant au moins 1 décim. carré (2).

Disposition spéciale. Les mouchoirs ou châles isolés, en tissus de coton imprimés, munis de franges venues au tissage, même nouées, mais non cousues, ne paieront pas de surtaxe à raison de ces franges (3).

Ex 404 Tresses de paille ou d'autres matières végétales (à l'exception de la spar-

(1) Comme dans le nouveau traité germano-serbe. — D'après l'ancien tarif, ces marchandises n'étaient soumises à aucune surtaxe. Le nouveau tarif général fixe une surtaxe de 25 p. c.

(2) D'après le nouveau tarif général, on détermine la classe de poids en déduisant 15 p. c. du poids du tissu fini, pour la couleur et l'apprêt. Ce système aurait pour conséquence, par exemple, qu'un tissu qui, à l'état brut, pèse 76 gr., et lorsqu'il est blanchi, teint, etc., ne pèse plus que 67 gr. par mètre carré, passerait dans la classe plus fortement taxée des tissus de 60 gr. et moins (n° 277, chiffre 3).

Le nouveau traité anglo-serbe stipule que, pour déterminer la classe de poids (n° 277) d'un tissu teint, il sera déduit que 10 p. c. pour la couleur et l'apprêt et que, si le tissu est cependant transféré dans une classe plus fortement imposée, le poids passible du droit sera réduit de 10 p. c.

(2) D'après l'ancien tarif, les franges des tissus n'entraient pas en ligne de compte pour le dédouanement. Par contre, le nouveau tarif général fixe une surtaxe de 25 p. c.

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises —	Droits. — Dinars.
	terie), pour la chapellerie : pure ou mêlées de matières textiles de toute espèce, les matières végétales dominant en poids (1) :	
	1. Non blanchies et non teintées . . .	<i>exempt</i>
	2. Blanchies, teintées	5 —
410	Sparterie (fils de matières textiles collés ensemble) pour la chapellerie de toute espèce, même combinée avec des fils isolés de matières textiles (2) . . .	200 —
	<i>Note ad n^{or} 404 et 410. — Les ou- vrages de ce genre ne seront classés sous aucun prétexte dans le nu- méro 411 (3).</i>	
635	Générateurs avec tous leurs accessoires, pour les machines à vapeur, fixes et mobiles (a exempt (4), n 6.-) . . .	exempt (5)

(1) *Anciens droits : Tresses de pailles, liber, etc. : pures, 10.-; mêlées de coton ou de lin, 80.-, de crin 100.-, de soie 700.-, de mi-soie 350.-, plus l'impôt de l'obrt (7 p. c. de la valeur), pour les tresses de paille pure, environ 30.-; pour les mêlées, environ 200.- à 250.-.*

Nouveaux droits : Tresses de paille, etc., pure : écrues 50.-, blanchies, teintées, 70.-; mêlées de soie, 50.-; d'autres matières textiles, 250.-.

(2) *Jusqu'ici, taxée probablement comme la passementerie : de coton et de lin, 80.-; de crin, 100.-; de soie, 700.-; de mi-soie, 350.-; plus l'impôt de l'obrt (7 p. c. de la valeur). Nouveau droit, unique, 250.-.*

(3) *Le n^o 411 du nouveau tarif général mentionne les ouvrages en sparterie (sauf les chapeaux). Les droits sont : pour ceux non combinés avec d'autres matières, 350.-; pour ceux combinés avec de la soie, de la mi-soie, de sujets cousus, des dentiellés, du velours, de la peluche ou des plumes d'ornement, 800.-, et pour ceux combinés avec d'autres matières, 500.-.*

(4) *Les machines pour exploitations industrielles et agricoles étaient exemptées de l'impôt de l'obrt.*

(5) *Comme dans le nouveau traité anglo-serbe.*

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises —	Droits. — Dinars.
636	Machines à vapeur, fixes ou mobiles : locomobiles, locomotives et les tenders, turbines à vapeur, draisines à vapeur et en général toutes les machines dont le moteur fluide est la vapeur; machines avec le fluide liquide (à naphte, à pétrole, à benzine, à gazoline, etc.) et toutes les machines dont les moteurs sont à d'autres fluides que la vapeur, à l'exception des des dynamos et des électromoteurs; marteaux mécaniques, moteurs à navigation, moteurs hydrauliques avec piston, turbines, roues hydrauliques et grands ventilateurs pour l'industrie, montés ou démontés, et leurs pièces réservées (a exempt (1), n 12.-)	exempt (2)
637	Machines agricoles (a exempt (1) : 1. Machines à battre le blé et charrues à vapeur (n 8.-) 2. Moissonneuses, faucheuses, machines à rejeter l'engrais en morceaux et en poussières, machines à assortir les semences et autres produits; machines à semer, presses à vin, etc. (n 10.-)	exempt (2) exempt (2)
638	Machines-outils pour le travail des métaux, pierres et bois, comme : raboteuses, foreuses, tours, fraiseuses, scies mécaniques, polisseuses, etc. (a exempt, n 6.-)	exempt (2)
639	Machines à coudre, à tricoter, à broder, métiers à dentelles, à bonneterie, à tulle, et les pièces détachées de ces machines (a exempt (1), n 8.-) . . .	5 --- (2)

(1) Voir l'annotation 4 au n° 635 ci-dessus.

(2) Comme dans le nouveau traité anglo-serbe.

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises	Droits. — Dinars.
	Toutes les machines pour l'industrie textile : métiers, calandres, machines à cylindrer, à carder, à dévider, à presser, à gaufrer, à sécher, etc. ; machines pour la minoterie, la brasserie, la fabrication de ciment, machines pour tuileries, fabriques de produits céramiques, imprimeries, tanneries et toutes autres industries, machines à fabriquer le papier, etc., et pièces détachées de toutes ces machines (a exempt (1), n 8.-)	exempt (3)
641	Machines et appareils non dénommés ou compris sous d'autres positions (a exempt (1), n 20.-)	6 — (4)
642	Machines dynamos, électromoteurs, transformateurs, rotatoires et autres moteurs électriques, avec leurs accessoires ou autres parties détachées (a exempt (1), n 30.-) :	
	1. si la machine pèse plus de 3,000 kg.	15 — (4)
	2. si la machine pèse plus de 500 jusqu'à 3,000 kg.	22 — (4)
	3. si la machine pèse jusqu'à 500 kg. .	30 — (4)
643	Transformateurs, condensateurs, accumulateurs, électrodes et leurs pièces	

(1) Voir l'annotation 4 au n° 635 ci-dessus.

(2) Le nouveau traité germano-serbe stipule une réduction de droit à 5.-, pour les machines à coudre seulement.

(3) Le nouveau traité anglo-serbe ne stipule l'exemption que pour les machines textiles et leurs parties détachées.

(4) Comme dans le nouveau traité germano-serbe.

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises —	Droits — Dinars.
Ex 646	Appareils télégraphiques et téléphoniques, objets pour les installations de sonneries électriques d'appartements, microphones, éléments de piles galvaniques, sèches ou thermiques (50.-, plus l'impôt de l'obrt de 7 p. c. de la valeur; n 150.-)	60 — (2)
	Appareils de mesurage (ampères, watts, volts), compteurs électriques, interrupteurs fusibles, appareils de sûreté (coupe-circuit, parafoudre, etc.), et de résistance (rhéostats), commutateurs de tous genres (a 50.-, plus l'impôt de l'obrt de 7 p. c. de la valeur; n 150)	75 — (2)
	<i>Note.</i> Les appareils de mesurage, compteurs, interrupteurs fusibles, appareils de sûreté et de résistance et commutateurs, qui servent d'accessoires aux machines dénommées au n° 642 et sont importés simultanément avec elles, seront admis au même taux que ces machines.	
Ex 648	Autres accessoires (3) pour l'éclairage électrique, tels que douilles pour lampes électriques, interrupteurs fusibles, appareils de sûreté, matériel d'isolation électrique, robinets, convertisseurs, etc. (a 50.-, plus l'impôt de l'obrt de 7 p. c. de la valeur; n 120.-)	75 — (2)
659	Instruments et appareils de mathématiques, de géométrie, de physique, de chimie, de chirurgie; manomètres, vacuomètres, micromètres, indicateurs, aéromètres, hydromètres, globes terrestres (a 50.-, plus l'impôt de l'obrt de 7 p. c. de la valeur; n 150.-)	125 — (1)

(2) Comme dans le nouveau traité germano-serbe.

(3) C'est-à-dire autres que les globes et poires montés pour lampes électriques; le taux du nouveau tarif général, 120.-, est, pour ces parties, lié par le traité germano-serbe.

Numéro du tarif général serbe.	Dénomination des marchandises —	Droits. — Dinars.
662	Montres de poche (2) :	
	a) avec boîtes en or, dorées ou pla- quées, même garnies de pierres pré- cieuses (n 6.- par pièce), la pièce	1 —
	b) avec boîtes en argent ou argentées, ou à carrures, anneaux, cadres, dorés, avec gravures ou autres décorations en or ou dorées (n 2.- par pièce)	— 50
	c) avec boîtes en métaux non précieux ou leurs alliages, même à carrures, anneaux, etc., dorés ou argentés (n 1.- par pièce)	— 25

(1) *Comme dans le nouveau traité germano-serbe.*

(2) *Anciens droits (dinars par kg.) : en or, 25.-; en argent, 10.-; dorées ou argentées, 2.-; avec boîtes en acier ou nickel, 1.20; plus l'impôt de l'obr de 7 p. c. de la valeur.*

Déclare que le traité de commerce ci-dessus est ratifié et a force de loi dans toutes ses parties, promettant, au nom de la Confédération suisse, de l'observer consciencieusement et en tout temps, et tant que cela dépend de celle-ci.

En foi de quoi, la présente ratification a été signée par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait à Berne, le 12 avril mil neuf cent et sept (12 avril 1907).

Au nom du Conseil fédéral
suisse :

*Le président
de la Confédération,*
MULLER.

*Le chancelier
de la Confédération,*
RINGIER.

Nous, ayant vu et examiné le dit traité, l'avons approuvé et approuvons en vertu des dispositions de la loi votée par l'Assemblée nationale;

Déclarons qu'il est accepté, ratifié et confirmé et promettons qu'il sera inviolablement observé.

En foi de quoi, nous avons signé les présentes lettres de ratification et avons fait apposer notre sceau d'Etat.

Donné à Belgrade, le quatre
avril mil neuf cent sept
PIERRE.

(L. S.)

Par le Roi :

*Le président du Conseil des
ministres,
Ministre des Affaires
étrangères,*
NIC. P. PACHITCH.

Les ratifications du traité ci-dessus ont été échangées à Belgrade le 6/19 avril 1907. En vertu de son article 15, le traité est entré en vigueur le même jour.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce conclu à la date de ce jour entre la Suisse et la Serbie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du traité même :

Ad Article 8.

Les droits du nouveau tarif de douane de la Serbie comprenant l'impôt de l'obrt (1), qui jusqu'ici était perçu séparément des dits droits, cet impôt ne sera plus perçu, à l'avenir, sur les marchandises importées de Suisse en Serbie.

Les marchandises qui sont produites ou fabriquées en Suisse et non en Serbie pourront être soumises au paiement de l'impôt dit trocharina, perçu au profit de l'Etat ou des communes, pourvu qu'elles y soient soumises au moment de la conclusion du présent traité et que la mesure en vigueur n'en soit pas dépassée.

Les marchandises importées de la Suisse en Serbie pour lesquelles des réductions ou des consolidations de droits ont été stipulées dans le tarif conventionnel serbe ne peuvent être assupetties en Serbie à aucun autre impôt interne, de quelque nature que ce soit, perçu pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations.

Ad Article 12.

Il est entendu que les facilités douanières spéciales accordées par la Suisse en faveur de la zone franche de la Haute-Savoie et du Pays de Gex ne pourront être revendiquées par la Serbie.

Ad Article 14.

I.

Lorsque, conformément à l'article 14, un arbitrage doit avoir lieu, le tribunal arbitral sera composé et fonctionnera de la manière suivante, sauf dans les cas prévus aux chiffres II et III ci-après :

1° L'une et l'autre des parties contractantes appellera aux fonctions d'arbitre une personne qualifiée choisie parmi ses propres ressortissants ;

2° Les deux parties contractantes choisiront ensuite le sur-arbitre parmi les ressortissants d'une puissance tierce ;

(1) Voir l'annotation 1 à la première page du tarif B.

3° Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie présentera un candidat d'une nationalité différente de celles des personnes proposées par application du paragraphe précédent ;

4° Le sort déterminera celui des deux candidats ainsi désignés qui remplira le rôle de sur-arbitre, à moins que les deux parties ne se soient entendues à ce sujet ;

5° Le sur-arbitre présidera le tribunal, qui rendra ses décisions à la majorité des voix.

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal siégera sur le territoire de la partie désignée par le sort ; au second cas, sur le territoire de l'autre partie, et ainsi de suite alternativement sur l'un et sur l'autre territoire dans la ville que choisira le gouvernement du pays dans lequel le tribunal sera appelé à se réunir. Ce gouvernement mettra à la disposition du tribunal le personnel et le local nécessaires à son fonctionnement.

Chaque partie sera représentée devant le tribunal par un agent qui servira d'intermédiaire entre le tribunal et le gouvernement qui l'aura désigné.

La procédure aura lieu exclusivement par écrit. Toutefois, le tribunal aura la faculté de demander des explications orales aux agents des deux parties, ainsi qu'aux experts et témoins dont il aura jugé la comparution utile.

Pour assurer la citation ou l'audition de ces experts ou témoins, chacune des parties contractantes, sur la demande du tribunal arbitral, prêtera son assistance dans les mêmes conditions que pour l'exécution des commissions rogatoires.

II

Sur la demande de la partie plaignante, la décision devra être remise à un *seul* arbitre. Si, dans un délai de quatre semaines, les deux parties ne parviennent pas à s'entendre sur la personnalité à désigner, elles présenteront l'une et l'autre un candidat, et le sort déterminera entre eux.

III.

Les deux parties contractantes pourront, en outre, dans chaque cas spécial ou une fois pour toutes, s'entendre sur tout autre mode de composer le tribunal arbitral et sur la procédure qu'il devra suivre.

IV.

Les frais de l'arbitrage seront par moitié à la charge des deux parties.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Belgrade, le 15/28 février 1907.

(Signé) : F. H. du MARTHERAY, m. p.

(Signé) : Racha MILOCHÉVITCH, m. p.

(Signé) : S. R. KOUKITCH, m. p.

CARTE DE LEGITIMATION
pour voyageurs de commerce

pour l'année

N° de la carte

Valable pour la Suisse et la Serbie.

Porteur :

(prénom et nom de famille)

Fait à le (jour, mois année)

(Sceau.)

(Autorité compétente.)

Signature :

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (*désignation de la fabrique ou du commerce*), à..... sous la raison est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison à à qui y possède un (*désignation de la fabrique ou du commerce*).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison suivante ou des maisons suivantes (*désignation de la fabrique ou du commerce*), à, il est certifié, en outre, que la dite maison est tenue (ou les dites maisons sont tenues) d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de son (ou leur) commerce (industrie).

Signalement du porteur :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

Signature :

.....

AVIS. — Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée (ou des maisons susmentionnées). Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

NOTE. — Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

NOTE N° 1.

En vue de l'exécution des stipulations contenues dans le traité de commerce entre la Serbie et la Suisse, signé en date de ce jour, en tant qu'elles ont rapport au commerce du bétail et des produits d'animaux, le gouvernement royal de Serbie désirerait que le gouvernement fédéral voulût bien admettre l'importation du bétail de boucherie, de viandes, de charcuteries et de produits bruts d'animaux de provenance serbe en Suisse, conformément à la législation vétérinaire autonome qui y existe à cet égard.

En ce qui concerne le transit d'animaux, de viandes, de charcuteries et de produits bruts d'animaux de provenance serbe, le gouvernement royal désirerait qu'il soit admis sans limitations lorsque les produits susmentionnés transitent le territoire suisse en wagons plombés et fermés.

D'ordre de leur gouvernement, les plénipotentiaires de Serbie ont l'honneur de prier M. le Ministre plénipotentiaire suisse de bien vouloir leur faire connaître la décision du gouvernement fédéral à ce sujet.

Les soussignés saisissent cette occasion pour exprimer à M. le Ministre plénipotentiaire suisse l'assurance de leur très haute considération.

Belgrade, le 15/28 février 1907.

(Signé) : Racha MILOCHÉVITCH, m. p.

(Signé) : S. R. KOUKITCH, m. p.

NOTE N° 2.

Le soussigné, prenant acte du désir exprimé par le gouvernement royal de Serbie, relativement à l'importation en Suisse et au transit, à travers le territoire suisse, du bétail, des viandes, des charcuteries et des produits bruts d'animaux de provenance serbe, a l'honneur de faire, au nom de son gouvernement, la déclaration suivante :

L'importation d'animaux de provenance serbe destinés à être abattus immédiatement dans les abattoirs publics, et l'importation de viandes, de charcuteries et de produits bruts d'animaux de provenance serbe en Suisse, est admise conformément aux dispositions des lois, arrêtés et décisions autonomes qui régissent la matière en Suisse. Le transit d'animaux, de viandes, de charcuteries et de produits bruts d'animaux de provenance serbe, en wagons plombés et fermés, est admis par la Suisse sans limitations.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à MM. les Plénipotentiaires de Serbie l'expression de sa très haute considération.

Belgrade, le 15/28 février 1907.

(Signé) : F. H. du MARTHERAY, m. p.

MESSAGE

du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le traité de commerce conclu entre la Suisse et la Serbie, le 28 février 1907. (Du 30 mars 1907.)

Monsieur le Président et Messieurs,

Nos relations commerciales avec la Serbie étaient basées jusqu'ici sur la convention provisoire de commerce du 10 juin 1880 (*Recueil officiel*, n. s., V. 158), par laquelle les deux pays se garantissaient le traitement de la nation la plus favorisée en matière de droits d'entrée, formalités douanières et taxes intérieures. La Suisse bénéficia ainsi des réductions tarifaires que la Serbie, après l'établissement de son tarif général de 1892, consentit à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne dans les traités à tarifs d'une portée étendue des 9 et 21 août de la même année. Ces traités avaient une durée de 11 années et ne pouvaient, en conséquence, être dénoncés que pour fin 1903.

Au printemps de 1904, le gouvernement serbe soumit à la Skouptchina un nouveau tarif douanier comportant des droits de beaucoup supérieurs aux précédents, mais qui, d'après les intentions du gouvernement, devaient comprendre aussi les taxes intérieures perçues jusqu'alors en plus des droits. Ces taxes intérieures sont les suivantes :

a) L'*obrt*, impôt commercial auquel sont soumises, aujourd'hui encore toutes les entreprises commerciales et industrielles travaillant à l'aide de capitaux en vue de réaliser des bénéfices; cela sans égard au fait que des Serbes et des étrangers ou des indigènes seuls interviennent dans ces opérations. L'*obrt* était perçu sur les marchandises étrangères en même temps que les droits d'entrée. D'après une disposition du traité de commerce de 1892 entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, cet impôt ne pouvait dépasser 7 p. c. de la valeur pour les articles manufacturés et 1 p. c. pour les matières premières.

b) La *trocharina*, taxe de consommation prélevée par l'Etat et différentes communes sur certains articles d'usage général, tels que sucre, sucreries, café, fromage, boissons, fruits du Midi, bougies, verre à vitres, matériaux de construction, etc., taxe à laquelle sont soumises aussi bien les marchandises des espèces dénommées fabriquées dans le pays que celles qui y sont importées de l'étranger.

La Skouptchina adopta le nouveau tarif le 30 mars 1904, mais décida que les taux proposés par le gouvernement et comprenant l'*obrt* et la *trocharina* devaient constituer des droits proprement dits. Les taxes intérieures furent donc maintenues.

Sur la base du nouveau tarif, la Serbie conclut, en premier lieu avec l'Allemagne, le 29 novembre 1904, un traité additionnel au traité de commerce et de douane de 1892. Les taux conventionnels que ce traité stipule à l'entrée en Serbie n'ont pour notre commerce d'exportation qu'un intérêt secondaire. L'Allemagne obtint, par contre,

la renonciation de la Serbie à la perception de l'obrt, concession importante en prévision aussi des négociations ultérieures avec d'autres Etats.

L'Autriche-Hongrie, qui jouait jusqu'ici un rôle prépondérant dans la politique commerciale de la Serbie, dénonça, pour le 6 février 1906, le traité de 1892. Les négociations concernant un nouveau traité s'engagèrent fin 1905; elles furent, toutefois, interrompues à la nouvelle que la Serbie et la Bulgarie s'étaient entendues en principe sur la conclusion d'une union douanière. La Serbie mit en vigueur, le 1^{er} mars 1906, son nouveau tarif des douanes modifié à la suite du traité de commerce avec l'Allemagne. Un modus vivendi, basé sur le traitement de la nation la plus favorisée, fut provisoirement conclu avec l'Autriche-Hongrie; la reprise des pourparlers aboutit néanmoins à un nouvel échec et depuis le milieu de juillet les deux Etats s'appliquent réciproquement leurs tarifs généraux.

Le nouveau tarif serbe augmentant considérablement les droits sur le principal article d'exportation suisse en Serbie, les tissus de coton imprimés, le « Verein schweizerischer Druckindustrieller » demanda instamment que des négociations fussent engagées pour obtenir une réduction des dits droits. Le gouvernement serbe, qui, après la rupture des pourparlers avec l'Autriche-Hongrie, chercha premièrement à régler ses relations commerciales avec les autres Etats, répondit affirmativement à nos ouvertures. Par note du 17 novembre 1906 de l'agent diplomatique de la Serbie à Vienne, adressée à M. du Martheray, ministre de la Suisse en la même résidence, le gouvernement serbe nous proposa d'entamer immédiatement des négociations en vue de la conclusion d'un traité de commerce et nous soumit un projet de texte et une liste de ses desiderata concernant le tarif suisse. Il exprimait aussi le désir que Belgrade fût choisi comme siège des pourparlers, afin de permettre aux délégués serbes de négocier en même temps avec ceux d'autres Etats.

Nous avons accédé à cette demande et chargé des négociations M. le ministre du Martheray. M. du Martheray se rendit à Belgrade au milieu de janvier. Ses efforts se heurtèrent à de grosses difficultés. La délégation serbe exigeait, outre d'importantes concessions auxquelles nous ne pouvions souscrire en faveur des prunes, de la marmelade de prunes et des tapis, des concessions sur la viande conservée et le miel, ainsi que la consolidation de notre droit général sur le froment et le seigle, le saindoux, le tabac et les tabacs manufacturés. La protection de notre agriculture, d'une part, et, de l'autre, les négociations éventuelles à ouvrir avec des pays beaucoup plus intéressés que la Serbie à l'importation en Suisse de ces articles s'opposaient à ce que nous entrions dans les vues de la Serbie. Nos desiderata principaux concernant les tissus imprimés et les fromages rencontrèrent, en outre, une forte opposition à Belgrade. Grande fut aussi la divergence des opinions au sujet de différentes dispositions de texte. Après quelques séances, les négociations durent, en conséquence, être interrompues, et la conclusion d'un traité parut, durant un certain temps, fort problématique. Mais après de réitérées tentatives d'entente, nos demandes les plus importantes relatives au tarif furent enfin admises. En outre, la Serbie abandonna ses demandes concernant les droits

suisses sur les céréales, la viande conservée et le miel, de sorte qu'un accord intervint vers la fin de février et que le traité put être signé le 28 du même mois.

La Serbie a récemment aussi conclu de nouveaux traités avec la France (5 janvier 1907), l'Italie (14 janvier 1907), l'Angleterre (16 février 1907) et la Russie. Un traité avec la Turquie avait déjà été lié le 28 mai 1906. Tous ces traités, y compris le nôtre, ont été ratifiés par la Skouptchina.

* * *

Nous ne possédons pas de données précises sur notre commerce avec la Serbie. Jusqu'à fin 1905, ce pays figurait avec la Roumanie et la Bulgarie sous une seule et même rubrique dans notre statistique commerciale; la Roumanie constitue depuis lors un chapitre distinct, tandis que les deux autres Etats sont encore réunis.

D'après la statistique serbe, l'exportation directe de la Suisse était, en 1904, d'un million de francs environ, dont : tissus de coton imprimés, essentiellement mouchoirs de tête (schamiés) et châles, 558,700 francs; autres tissus de coton, 144,000 francs; articles en soie, 56,000 francs; broderies, 16,400 francs; fils de coton, 15,500 francs; montres de poche, 17,000 francs; fromages, 4,000 francs; chocolat, 2,500 francs, etc.

En réalité, notre exportation dans ce pays doit être plus forte, une partie considérable de nos marchandises passant par l'intermédiaire de maisons de commission de Vienne.

Suivant notre statistique, l'importation suisse de la Serbie et de la Bulgarie, ensemble, s'est montée en 1906 à environ 3,900,000 francs, dont : œufs, 2,800,000 francs; pruneaux sec, 550,000 francs; et céréales, 400,000 francs.

* * *

Nous avons à faire les remarques suivantes en ce qui concerne la teneur du nouveau traité.

TEXTE DU TRAITÉ

Les dispositions du texte répondent, à peu d'exceptions près, aux stipulations convenues par la Serbie dans ses nouveaux traités avec d'autres Etats.

Les différents articles de notre traité concernent : la garantie réciproque de la liberté du commerce (article premier) : l'égalité de traitement des ressortissants de l'une des deux parties contractantes établis sur le territoire de l'autre partie ou y résidant temporairement et des nationaux ou ressortissants du pays le plus favorisé relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie et au paiement des impôts et taxes (article 2); le droit d'acquérir tout genre de propriété en se conformant aux lois du pays et d'en disposer à sa guise (article 3); l'exemption de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, de tout service personnel dans l'armée, la marine et la milice, ainsi que des prestations militaires en tant que la possession, la prise à ferme ou la

location d'immeubles n'y contraignent pas d'une façon générale (article 4); les droits des sociétés commerciales, industrielles ou financières (article 5); les réserves relatives aux restrictions apportées au trafic en certains cas spéciaux (article 6); le traitement de la nation la plus favorisée en manière de droits de douane, droits intérieurs et utilisation des voies publiques de circulation (articles 7, 9 et 10); l'exemption de tout droit intérieur en faveur de l'entreposage et du transit des marchandises (article 9, alinéa 2, et article 11); le régime applicable aux commis voyageurs et aux échantillons (article 13) et la constitution d'un tribunal d'arbitrage en cas de divergences d'opinions sur l'interprétation du traité et des tarifs conventionnel arrêtés avec de tierces puissances (article 14).

La Serbie proposait au début une adjonction à l'article 7, en vertu de laquelle le traitement réciproque de la nation la plus favorisée devait s'étendre aux tarifs de chemins de fer. Nous avons répondu qu'on ne songeait nullement à appliquer aux envois serbes un régime différentiel en Suisse, mais que nous ne pouvions prendre d'engagement formel sur ce point, aucune assurance de ce genre n'ayant été donnée jusqu'ici à un autre Etat.

Sur notre demande, les dispositions concernant l'obrt et la trocharina figurant dans différents traités conclus par la Serbie, ont été incorporées également dans notre traité (voir protocole final *ad* article 9).

La disposition de l'article 12, chiffre 1^{er}, à teneur de laquelle les facilités accordées au trafic frontière sont exclues du traité, c'est-à-dire ne sauraient être réclamées par l'autre partie sur la base du traitement de la nation la plus favorisée, répond à un principe universellement admis. Afin qu'aucun doute ne pût surgir à ce sujet, le protocole final stipule expressément que les concessions accordées, par la Suisse, à la zone franche de la Haute-Savoie et du Pays de Gex ne relèvent pas du régime de la nation la plus favorisée.

L'article 12 exclut en outre du traité les concessions faites à un autre Etat par contrat d'union douanière.

D'après l'article 13, les voyageurs de commerce jouiront réciproquement du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les taxes à acquitter. L'Allemagne a stipulé, dans son nouveau traité avec la Serbie, que les voyageurs de maisons allemandes, recherchant uniquement des commandes auprès de commerçants ou d'industriels, n'auront aucune taxe à payer et que les voyageurs visitant les particuliers ne seront pas traités plus désavantageusement que les indigènes. Les dispositions du traité serbo-allemand sont applicables, en conséquence, aux voyageurs suisses.

De même que nous l'avons fait dans d'autres traités, nous sommes convenus avec la Serbie de garder toute liberté d'action en matière de colportage.

En ce qui concerne la solution des contestations par voie d'arbitrage (article 14 et protocole final *ad* article 14), nous nous sommes entendus avec la Serbie pour introduire dans le traité les mêmes dispositions que celles figurant à cet égard dans la nouvelle convention de commerce entre la Suisse et la France. Nouvelles sont simple-

ment les adjonctions sous chiffre II et III du protocole final *ad* article 14. La réserve consistant à simplifier la procédure lorsqu'il s'agit de divergences d'opinions de moindre importance se justifie d'elle-même et peut être recommandée pour la conclusion de futurs traités.

L'article 15 fixe l'échéance du traité à fin 1917; il a conséquemment la même durée que nos nouveaux traités de commerce avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie et l'Espagne et que les nouveaux traités de la Serbie avec l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Angleterre.

Par un échange de notes annexées au traité, la Serbie est autorisée à importer en Suisse des animaux destinés à être abattus immédiatement dans les abattoirs publics, ainsi que des viandes, de la charcuterie et des produits bruts d'animaux, la Suisse réservant expressément ses droits en ce qui concerne l'application des dispositions légales et administratives propres à sauvegarder les intérêts de notre élevage. Le transit d'animaux, de viandes, de charcuteries et de produits bruts d'animaux de provenance serbe, en wagons plombés et fermés, est de plus assuré sans restriction à la Serbie.

TARIF CONVENTIONNEL A L'ENTRÉE EN SUISSE

Les réductions tarifaires consenties par la Suisse se limitent aux trois articles suivants :

1. *Prunes et pruneaux secs ou tapés* (n° 25a). — Le droit de 5 frs du nouveau tarif général sur les fruits à noyaux secs ou tapés a déjà été réduit à fr. 3.50 par le traité de commerce avec l'Italie, puis à 3 francs par celui avec l'Autriche-Hongrie. L'ancien droit comportait fr. 2.50. Nous avons accordé à la Serbie le droit de 2 francs spécialement en faveur des pruneaux et prunes, dont l'exportation a atteint plus de 6 millions en 1904. L'importation suisse totale de fruits à noyaux secs ou tapés s'est élevée en 1906 à 23,136 q., valant 1,272,500 francs, dont 14,534 q. de Serbie et de Bulgarie, 4,656 q. d'Autriche-Hongrie (principalement de la Bosnie) et 2,611 q. de France.

2. *Marmelade de prunes sans sucre*. — Cet article, en faveur duquel nous avons consenti de même un droit de 2 francs, rentre dans la position 29 : « Sucrs de fruits et jus de baies, sucrs de fruits évaporés jusqu'à consistance, purées de fruits : sans sucre. » L'ancien droit comportait 20 francs; le nouveau droit général de 25 francs n'avait été ni consolidé, ni réduit jusqu'ici. La délégation serbe attachait une importance toute spéciale à cet article, dont l'exportation a été en 1904 de 3 millions environ, et déclara que, s'il était donné pleine satisfaction à sa demande, elle se montrerait des plus conciliante à l'égard de nos desiderata concernant le tarif serbe.

3. *Tapis de pied en laine*. — Il s'agit ici d'imitations des célèbres tapis d'Orient, qui, toutefois, ne sont pas, comme ces derniers, à points noués à la main, mais fabriqués sur le métier à tisser. La chaîne est de laine écrue, la trame de laine teinte. Le tissage des tapis est, en Serbie, pratiqué depuis longtemps à domicile. On imite

également ces tapis en Bulgarie; ils sont meilleurs marché et plus grossiers.

En raison des franges, les tapis serbes sont soumis, comme précédemment, au droit de 50 francs (n° 482); les tapis sans franges acquittent simplement le droit de 30 francs (ancien droit 25 francs). Nous pouvions sans inconvénient réduire en faveur de la Serbie le droit à 25 francs; cette concession est insignifiante pour le tissage suisse des couvertures et tapis, qui fabrique d'autres genres et a constamment beaucoup de travail.

Tous les droits non mentionnés ici et figurant au tarif A sont déjà consolidés par d'autres traités.

TARIF CONVENTIONNEL A L'ENTRÉE EN SERBIE

Le principal article d'exportation suisse en Serbie, les tissus de coton imprimés, y étaient précédemment soumis à des droits de 55 et 80 francs par q., de sorte qu'en y ajoutant l'obrt de 7 p. c., ils avaient à acquitter un droit variant de 106 à 132 francs. D'après le nouveau tarif général, ces droits comporteraient, suivant l'espèce des tissus, 300 à 400 francs en chiffres ronds et, à teneur des récents traités conclus par la Serbie avec d'autres Etats, fr. 162.50 et fr. 237.50.

La Serbie a consenti en faveur des articles de Glaris un droit uniforme de 120 francs, comprenant toutes surtaxes. Cette concession est des plus précieuses, car notre industrie de l'impression a un grand intérêt à la conservation du marché serbe. De plus, l'ancienne déduction de 20 p. c. de tare sur les caisses, qui avait été réduite à 15 p. c., a été ramenée à son taux primitif.

L'ancien droit sur les fromages était de 15 francs, l'obrt se montait approximativement à cette somme et la trocharina à 100 francs; le droit total à acquitter était, en conséquence, de 130 francs environ par 100 kg. Le nouveau tarif général prévoyant un taux de 150 frs, le droit sur les fromages, trocharina comprise, serait ainsi de 250 frs, soit plus de 100 p. c. de la valeur. La Serbie nous a accordé un droit uniforme de 40 francs en faveur des fromages d'Emmental en meules pesant plus de 60 kg. et a renoncé, en même temps, à percevoir la trocharina sur cet article.

D'importantes réductions des anciens droits et taxes nous sont accordées de plus sur les montres de poche, les tresses pour la chapellerie, la gaze de soie à bluter, qui bénéficie de l'exemption, les broderies aériennes en coton, les appareils électriques et les instruments et appareils scientifiques.

Les nouveaux droits convenus pour le chocolat au lait, la farine lactée et les broderies ordinaires en coton répondent à peu près au *statu quo*. Les machines entraient jusqu'ici en franchise et étaient exemptes de l'obrt, une fois la preuve apportée de leur emploi dans des exploitations industrielles, professionnelles ou agricoles. Les taux du nouveau tarif générale sont partiellement fort élevés. Les traités conclus par la Serbie avec l'Allemagne et l'Angleterre stipulent, par contre, l'exemption en faveur de la plupart des machines, les ma-

chines électriques exceptées. Les dispositions convenues à leur sujet dans ces traités figurent également dans le nôtre.

Les tissus de soie étaient, à teneur de l'ancien tarif, passibles d'un droit de 850 francs; l'obrt étant de 450 francs lorsque la valeur atteignait 6,500 francs environ par q., le droit total comportait 1,300 frs à peu près. La France et l'Italie convinrent avec la Serbie d'un droit fondamental de 1,500 francs applicable, en vertu du traité franco-serbe, aussi bien aux tissus serrés qu'aux tissus clairs. L'Italie obtint que la surtaxe fût réduite, de 15 p. c. ou 20 p. c., à 10 p. c. en faveur des tissus serrés blanchis et de couleur. Ces concessions nous sont acquises en raison de la clause de la nation la plus favorisée, de même que celles accordées à l'Allemagne, à l'Italie et à l'Angleterre sur les tissus de coton écrus.

Nous renvoyons pour le surplus aux indications et explications données pour chaque position et qui facilitent la comparaison entre les anciens et les nouveaux droits serbes.

* * *

Nous recommandons le présent traité à votre ratification et avons l'honneur de vous soumettre le projet d'arrêté ci-après.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 30 mars 1907.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
MULLER.

Le Chancelier de la Confédération,
RINGIER.

Traité de Commerce et de Navigation du 1 / 14 janvier 1907

ENTRE

L'ITALIE ET LA SERBIE

(Gazette Officielle du Royaume d'Italie du 30 mars 1907)

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de Serbie, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales entre leurs Etats, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie :

M. le marquis Alessandro Guiccioli, sénateur du Royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade;

M. Ludovico Lucioli, directeur chef de division au Ministère des finances;

M. Ernesto Koch, chef de section au Ministère des affaires étrangères.

S. M. le Roi de Serbie :

M. Racha Milochévitch, directeur général des Monopoles de l'Etat;

M. Sava R. Koukitch, directeur général des douanes;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Italie et la Serbie.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes seront libres de faire usage, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux,

écluses, bacs, ponts et ponts tournants, des ports en endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinées à l'usage du public.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Article 3.

Les parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays et aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1° Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre;

2° Par des raisons de sûreté publique;

3° Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

4° En vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale;

5° Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles.

Pour ce qui concerne le bétail, ainsi que les produits bruts d'animaux et les objets pouvant servir de véhicules à la contagion, sont réservées les stipulations de la convention spéciale concernant les épizooties.

Article 4.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités de leur pays, que dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit personnellement, ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre partie contractante, chez des négociants ou dans les locaux de vente publics ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur em-

ploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être établies conformément au modèle ci-joint, et rédigées en italien ou en serbe avec traduction en français.

Les parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de douze mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste, le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Article 5.

Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation, ainsi que par rapport au transit, à la réexportation, à l'entreposage, aux droits locaux et aux formalités douanières, au transbordement des marchandises, aux transports sur les voies ferrées et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce et de l'industrie, chacune des deux parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs à l'importation ou à l'exportation des produits du sol et de l'industrie, des deux pays, que l'une d'elles pourrait avoir accordés à une tierce puissance. Aussi toute faveur ou immunité concédée plus tard à une tierce puissance sera étendue immédiatement, sans conditions et par ce fait même, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre partie contractante.

Article 6.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Serbie, et les produits du sol et de l'industrie de la Serbie qui seront importés en Italie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

D'ailleurs, les produits du sol et de l'industrie de la Serbie, énumérés dans le tarif A, joint au présent traité, à leur importation en Italie, et les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, énumérés dans le tarif B, joint au présent traité, à leur importation en Serbie, ne seront assujettis à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux consolidés par les dits tarifs.

Article 7.

A l'exportation vers l'Italie, il ne sera perçu en Serbie, et à l'exportation vers la Serbie, il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des parties contractantes à une tierce puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Article 8.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière, ni aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière.

Article 9.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux Etats ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Article 10.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de la même espèce.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit interne.

Article 11.

Les dispositions applicables en Italie à la nation la plus favorisée en ce qui concerne le paiement des droits de douane et des droits accessoires étant valables même pour les produits du sol et de l'industrie de la Serbie, les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, en tant qu'il ne soit autrement convenu, ne seront nullement soumis en Serbie à des surtaxes douanières, locales ou d'autre genre, ou à d'autres droits nouveaux, ou à des droits supérieurs à ceux qui existent actuellement à l'égard des nations les plus favorisées, savoir :

1. Droit de port : 20 para de dinar les 100 kilogrammes et seulement dans les localités où le service est fait par des employés de douane;

2. Droit de pavage : 10 para de dinar les 100 kilogrammes;

3. Droit de magasinage : 5 para de dinar par 100 kilogrammes et par jour; ce droit est augmenté de 10 para par 100 kilogrammes et par jour pour les marchandises facilement inflammables et explosibles.

Il est bien entendu que les taxes accessoires ne pourront être perçues que si les services pour lesquels elles doivent être payées ont été effectivement prêtés en conformité aux prescriptions et aux lois douanières.

Il demeure encore entendu que toute diminution de ces droits additionnels accordée aux marchandises d'une tierce puissance sera également appliquée aux produits similaires du sol ou de l'industrie italiens.

Article 12.

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, domiciliées dans l'un des deux pays, et à condition qu'elles y aient été valablement constituées, conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays, et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Les dites sociétés et associations jouiront dans l'autre pays des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un pays quelconque.

Article 13.

Les navires italiens et leur cargaison en Serbie, et, réciproquement, les navires serbes et leur cargaison en Italie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce puissance par l'une des parties contractantes seront accordés à l'instant même et sans conditions à l'autre.

Article 14.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, y compris les tarifs et le protocole final, ainsi que toutes les questions concernant l'exercice du commerce entre les deux pays, et que l'une des parties contractantes demande qu'elles soient soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déferée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des deux parties ait à nommer en qualité d'arbitre un propre ressortissant et que les deux parties choisissent pour troisième arbitre le ressortissant d'une tierce puissance amie.

Les parties contractantes se réservent de s'accorder, en anticipation et pour une période de temps déterminée, sur la personne du troisième arbitre à désigner en cas de besoin.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 15.

Les gouvernements des deux parties contractantes se mettront d'accord à l'égard de la date de la mise en vigueur du présent traité, qui aura lieu le plus tôt possible après l'échange des ratifications et au plus tard le 1^{er} avril 1907 (nouveau style) (1).

Le présent traité restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917. Les parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 31 décembre 1915 le présent traité, dans lequel cas il sera mis hors de vigueur le 1^{er} janvier 1916. Si aucune des parties contractantes ne faisait usage de cette faculté et n'avait non plus notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an, à partir du jour où l'une l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Les parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce traité, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article 16.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade aussitôt que possible.

(1) *Le présent traité de commerce et de navigation, entré en vigueur en Serbie le 10 mars 1907, a reçu son exécution en Italie à partir du 1^{er} avril 1907.*

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Belgrade, le 1/14 janvier 1907.

(L. S.) GUICCIOLI, m. p.

(L. S.) L. LUCIOLLI, m. p.

(L. S.) E. KOCH, m. p.

(L. S.) Racha, MILOCHÉVITCH m. p.

S. R. KOUKITCH, m. p.

TARIF A.

Droits à l'entrée en Italie.

Numéros du tarif général italien.	Désignation des marchandises	Droits. — lires en or
Ex 84b	Noir d'os	— 50
85	Chanvre, lin et autres végétaux filamen- teux, excepté le coton :	
a	— bruts	exempt
b	— peignés	exempt
Ex 143	Tapis de pied, de laine et de bourre de laine	100 —
152	Cocons	exempt
Ex 153	Soie dévidée, simple, moulinée ou torse (soie artificielle exclue) :	
a	— grège	exempt
Ex 171	Bois :	
Ex a	— commun :	
	1. brut ou simplement dégrossi ou coupé à la hache	exempt
	2. équarri, scié en long	exempt
	<i>Ad n° 171 a.</i> — Les douves (merrains) rentrent sous le n° 171 a 1.	
Ex 199	Peaux :	
Ex a	— brutes, vertes ou sèches :	
	1. impropres à la pelleterie	exempt
280	Blé ou froment	7 50
281	Seigle	4 50
282	Avoine	4 —
283	Orge	4 —
Ex 284	Autres céréales :	
	— Maïs blanc	7 50
Ex b	— Maïs autre que blanc et haricots secs	1 15
Ex 298	Prunes fraîches	1 —
Ex 362	Fruits secs :	
f	— Pruneaux	2 —

Numéros du tarif général italien.	Désignation des marchandises —	Droits. — lires en or
<i>Ad n° 302f.</i> — 1. Les pruneaux sont admis au droit conventionnel de cette position sans distinction d'emballage ou récipient, en tant qu'il ne s'agit pas de récipients hermétiquement fermés.		
2. Le produit qualifié en Serbie par le mot <i>Pekmez</i> (prunes cuites et concentrées, sans sucre), importé en fûts, suit régime conventionnel de cette position.		
313	Bœufs par tête	38 —
315	Vaches	10 —
316	Génisses et taurillons	8 —
<i>Ad n° 316.</i> — Suivent le régime conventionnel de cette position, les génisses et taurillons qui n'ont pas perdu plus de quatre dents de lait.		
317	Veaux	8 —
<i>Ad n° 317.</i> — Suivent le régime conventionnel de cette position, les veaux qui ont encore toutes leurs dents de lait.		
318	Brebis et chèvres	3 —
319	Porcs :	
a	— pesant jusqu'à 100 kilogrammes inclusivement	3 —
b	— pesant plus de 10 kilogrammes jusqu'à 20 kilogr. inclusivement	10 —
Ex 320	Viande :	
a	— fraîche par 100 kg.	12 —
Ex c	— salée, enfumée ou autrement préparée, excepté les jambons et le lard	25 —
321	Volailles (vivantes et mortes)	5 —
332	Œufs de volailles	exempt
334	Graisses animales autres que le saindoux	exempt
340	Miel de toute sorte	10 —
Ex 341	Cire :	
Ex a	— jaune :	
	1. non préparée	15 —

TARIF B.

Droits à l'entrée en Serbie.

Le tarif général serbe mentionné dans le présent tarif est le tarif général du 31 mars/13 avril 1904.

En tant que ce tarif fait dépendre le montant du droit à percevoir sur une certaine marchandise du montant du droit établi pour une autre marchandise, et qu'il y a plusieurs taux, généraux ou conventionnels, du droit déterminant, on se basera, pour la fixation du droit dépendant, sur le moins élevés de ces différents taux applicable aux produits italiens à leur importation en Serbie.

Numéros du tarif général serbe.	Désignation des marchandises	Droits. — Dinars.
Ex 5	Riz : 1. mondé par 100 kg.	6 50
	<i>Ad n° 5.</i> — L'écart entre les droits du riz mondé et du riz brut ne dépassera en aucun cas 2 d. 50 les 100 kg.	
Ex 7	Légumes et autres plantes potagères, frais : Ex 1. Choux-pommes, choux-fleurs, haricots, fèves et petits pois verts, pastèques et melons, asperges, tomates, céleris, artichauts, aulx	4 50
	2. Oignons.	5 —
	3. Pommes de terre	3 —
Ex 9 2	Conserves de tomates, en fûts et autres récipients semblables	12 —
Ex 11	Raisins frais : 1. de table : a) en caisses pesant jusqu'à 5 kilogr.	6 —
	b) en caisses pesant plus de 5 kilogr.	6 —
Ex 16	Noisettes : 1. en coque	10 —
	2. sans coque	14 —
17	Citrons, oranges, oranges amères (vertes ou jaunes), avec ou sans écorce : 1. frais	exempt

Numéros du tarif général serbe.	Désignation des marchandises	Droits. — Dinars.
Ex 19	Amandes :	
	Ex 1. mûres, avec ou sans coque	12 —
Ex 20	Figues :	
	Ex 2. sèches :	
	b) autrement emballées	8 —
Ex 21	Olives sèches ou en saumure	8 —
Ex 22	Caroubes, châtaignes, marrons et pignons	15 —
31 4	Graines de trèfle, de toute espèce . . .	exempt
Ex 76	Cuirs et peaux :	
	I. d'animaux domestiques :	
	a) bruts	exempt
	a) secs ou salés, passés à la chaux, avec ou sans poil	exempt
104 3	Huile d'olive	18 —
	<i>Notes ad n° 104-3. — I. L'huile d'olive destinée à des usages techniques, moyennant dénaturation, est admise en exemption de droit.</i>	
	<i>II. Pour l'huile d'olive en récipients en fer-blanc (stagnoni) pesant moins de 25 kilogrammes, le droit est augmenté de 10 dinars.</i>	
Ex 115 I a	Vin de Marsala et vermouth, contenant jusqu'à 10 p. c. d'alcool, en fûts . . .	25 —
	<i>Ad n° 115. — La surtaxe à laquelle sont assujettis, à leur importation en Serbie, les vins en fûts contenant plus de 12 p. c. d'alcool, ne sera perçue, pour les vins italiens, que sur la quantité d'alcool excédant 14 degrés. Les vins italiens d'une force alcoolique ne dépassant pas les 14 degrés seront, par conséquent, soumis au paiement du seul droit de douane qui serait applicable aux vins en fûts les plus favorisés, d'une autre provenance quelconque.</i>	
Ex 145	Olives en récipients hermétiquement fermés	30 —
Ex 145	Conserve de tomates en récipients hermétiquement fermés	20 —
186	Savons ordinaires et savons pour usages industriels, durs ou mous, en caisses, fûts, etc., en pains, tablettes, bâtons, etc., même avec des empreintes ou modelés	20 —

Numéros du tarif général serbe.	Désignation des marchandises —	Droits. — Dinars.
Ex 197	Soufre :	
	1. brut, non épuré	exempt
	2. épuré et fleur de soufre	1 —
273	Ouates de coton :	
	1. cardées, même collées	14 —
	2. hydrophiles et antiseptiques	40 —
Ex 274	Fils de coton, simples :	
	1. jusqu'au n° 8 anglais :	
	a) écrus	25 —
	b) blanchis	30 —
	Ex c) teints	35 —
	2. au dessus du n° 8 jusqu'au n° 20 :	
	a) écrus	25 —
	b) blanchis	30 —
	Ex c) teints	35 —
	3. au-dessus du n° 20 jusqu'au n° 30 :	
	a) écrus	35 —
	b) blanchis	40 —
	Ex c) teints.	45 —
Ex 275	Fils de coton, à deux ou plusieurs bouts :	
	1. jusqu'au n° 8 anglais :	
	a) écrus	30 —
	b) blanchis	35 —
	Ex c) teints	40 —
	2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 20 :	
	a) écrus	30 —
	b) blanchis	35 —
	Ex c) teints	40 —
	3. au-dessus du n° 20 jusqu'au n° 30 :	
	a) écrus	40 —
	b) blanchis	45 —
	Ex c) teints	50 —
Ex 277	Tissus de coton, unis :	
	1. pesant plus de 120 grammes par mètre carré, et contenant en chaîne et trame dans un centimètre carré :	
	a) jusqu'à 50 fils	80 —
	b) au-dessus de 50 jusqu'à 50 fils	100 —
	c) au-dessus de 80 fils	130 —
	Ex 2. pesant plus de 60 jusqu'à 120 grammes par mètre carré, et contenant en chaîne et en trame dans un centi- mètre carré :	
	a) jusqu'à 50 fils	130 —
	b) au-dessus de 50 jusqu'à 80 fils	160 —
	Ad n° 277. — Les droits fixés au nu- méro ex 277 sont applicables aux tis-	

Numéros du tarif général serbe.	Désignation des marchandises	Droits. — Dinars.
	sus écrus. Les tissus blanchis et merce- risés sont soumis à une surtaxe de 15 p. c.; les tissus teints, en couleurs, gaufrés ou imprimés, sont assujettis à une surtaxe de 20 p. c.	
280	Bonneteries :	
	1. en pièce (à débiter au mètre) . . .	150 —
	Ex 2. en objets finis : bas et gants, en bonneterie pesant plus de 300 gram. le mètre carré :	
	a) coupés et cousus	150 —
	b) façonnés	150 —
	— bas et gants, en bonneterie pesant jusqu'à 300 gr. le mètre carré :	
	a) coupés et cousus	200 —
	b) façonnés	250 —
	3. non spécialement dénommées . . .	150 —
Ex 321	Autres tissus de laine, à l'exception de ceux spécialement dénommés :	
	2. pesant plus de 300 jusqu'à 700 gr. par mètre carré	200 —
	3. pensant jusqu'à 300 gr. par mètre caré	250 —
335	Tissus de soie, serrés :	
	1. de soie pure	1500 —
	2. de mi-soie	450 —
	Ad n° 335. — Les tissus de soie pure (335-1) blanchis, teints ou imprimés, sont soumis à une surtaxe de 10 p. c.	
364	Chapeaux pour hommes, en feutre :	
	a) garnis la pièce	1 —
	b) non garnis	— 60
Ex 366	Cloches en feutre pour chapeaux . . .	— 15—
Ex 367	Chapeaux de paille :	
	1. pour hommes :	
	a) garnis	— 90
	b) non garnis	— 60
Ex 467 1	Enveloppes, non imprimées :	
	b) autres par 100 kg.	50 —
Ex 469	Papier à lettres et enveloppes, à l'exception de ceux qui rentrent sous le n° 450 du tarif général, en boîtes de carton :	
	1. sans combinaison avec d'autres ma- tières	50 —
Ex 519	Perles en émail ou en verre (conterie), même simplement enfilées sur des fils de de matière textile pour en faciliter l'em- ballage et le transport :	
	1. blanches et colorées	35 —
	2. peintes, dorées, argentées	60 —

MODÈLE.

 CARTE DE LEGIMITATION
pour voyageurs de commerce.

Pour l'année.....

N° de la Ccrite.....

(Armoiries.)

Valable pour l'Italie et la Serbie.

Porteur :

(Prénom et nom de famille.)

Fait à....., le (jour, mois, année.)

(Sceau.)

(Autorité compétente.)

Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte.....
 possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à.....
 sous la raison
 est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison.....
 à, qui y possède un (*désignation de la fabrique
 ou du commerce.*)

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes
 et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la
 maison suivante (ou des maisons suivantes) (*désignation de la fa-
 brique ou du commerce*) à, il est certifié, en
 outre, que la dite maison est tenue (ou les dites maisons sont tenues)
 d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de son
 (ou leur) commerce (industrie).

Signalement du porteur :

Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature

 AVIS

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes
 ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de
 la maison susmentionnée (ou des maisons susmentionnées). Il pourra
 avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se
 conformera, d'ailleurs aux dispositions en vigueur dans chaque État.

NOTA. — Là où le modèle cidessus contient un double texte, le
 formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace
 nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circons-
 tances du cas particulier.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour, entre l'Italie et la Serbie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du traité même :

Ad Article 10.

Les droits du nouveau tarif de douane de la Serbie comprenant l'impôt de l'*obrt*, qui jusqu'ici était perçu séparément des dits droits, cet impôt ne sera plus perçu, à l'avenir, sur les marchandises importées en Serbie de l'Italie.

Les marchandises qui sont produites ou fabriquées en Italie et non en Serbie, pourront être soumises au paiement de l'impôt dit *tracharina*, perçu au profit de l'Etat ou des communes, pourvu qu'elles y soient soumises au moment de la conclusion du présent traité, et que la mesure en vigueur n'en soit pas dépassée.

Les marchandises importées de l'Italie en Serbie, pour lesquelles des réductions ou des consolidations de droits ont été stipulées dans le tarif conventionnel serbe, ne peuvent être assujetties en Serbie à aucun autre impôt interne, de quelque nature que ce soit, perçu pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations.

Ad Article 13.

Les dispositions du présent traité concernant l'application dans l'un des deux pays aux navires de l'autre et à leur cargaison, du traitement réservé aux navires nationaux et à leur cargaison, ou bien aux navires de la nation la plus favorisée et à leur cargaison, ne dérogent en rien aux exceptions et aux exclusions établies à ce sujet et en matière de pêche par les lois et règlements actuellement en vigueur dans les deux pays.

Ad Article 14.

A l'égard de la procédure dans le cas où l'arbitrage a lieu d'après les deux premiers alinéas de l'article 14, les parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la partie contractante défenderesse, au second cas dans le territoire de l'autre partie contractante, et ainsi de suite alternativement dans l'un et dans l'autre territoire. La partie sur le territoire de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service, nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

Le tribunal sera présidé par un surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les parties contractantes s'entendront, ou le cas échéant ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des parties contractantes ne soulève d'objections; dans ce cas, on pourra se départir des dispositions de l'alinéa premier de cet article.

Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des parties contractantes, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au gouvernement respectif, prêteront leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 sera appliqué.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Belgrade, le 1^{er}/14 janvier 1907.

(L. S.) GUICCIOLI, m. p.

(L. S.) L. LUCIOLI, m. p.

(L. S.) E. KOCH, m. p.

(L. S.) Racha, MILOCHÉVITCH m. p.

(L. S.) S. R. KOUKITCH, m. p.

Convention contre les Epizooties du 14 janvier 1907

ENTRE

L'ITALIE ET LA SERBIE

(*Gazette Officielle du Royaume d'Italie* du 30 mars 1907)

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de Serbie, désirant faciliter le commerce du bétail, des peaux, cornes et autres produits similaires, entre leurs territoires respectifs, en écartant, autant que possible, le danger que les épizooties qui existeraient ou viendraient à éclater dans l'un de leurs territoires, s'introduisent par suite du mouvement du bétail et du trafic des produits animaux, dans l'autre, ont résolu de conclure à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi d'Italie :

M. le marquis Alessandro Guiccioli, sénateur du Royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade;

M. Ludovico Lucioli, directeur chef de division au Ministère des finances;

M. Erneste Koch, chef de section au Ministère des affaires étrangères;

S. M. le Roi de Serbie :

M. Racha Milochévitch, directeur général des Monopoles de l'Etat;

M. Sava R. Koukitch, directeur général des Douanes;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'importation des animaux (solipèdes, ruminants et porcs), des volailles, des produits bruts d'animaux et des objets pouvant servir de véhicules à la contagion, des territoires de l'une des parties contractantes dans les territoires de l'autre partie, peut être limitée à des stations-frontières et, pour ce qui concerne l'Italie, à des ports maritimes spécialement désignés, et y être soumise au contrôle vétérinaire de la part de l'Etat sur les territoires duquel l'importation doit avoir lieu.

Article 2.

Les animaux, les volailles, les produits bruts d'animaux et les objets mentionnés à l'article premier ne pourront être introduits des territoires de l'une des parties contractantes dans les territoires de l'autre ou transportés à travers ces derniers sans la présentation d'un certificat d'origine. Ce certificat sera délivré par l'autorité locale et devra contenir, s'il se réfère à des animaux vivants, le nombre, la description exacte et les marques caractéristiques des bêtes, ainsi que le lieu de leur destination. Pour les animaux à sabot fendu, une attestation doit en outre être présentée, constatant que les animaux dont il s'agit ont passé quarante jours dans la commune où le certificat a été délivré.

Le certificat d'origine doit porter l'attestation d'un médecin vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, constatant que les animaux sont sains, et il doit aussi constater qu'il ne s'est produit, dans la commune de provenance et dans les communes voisines, pendant les derniers quarante jours avant l'expédition, aucun cas de peste bovine ou d'une autre maladie contagieuse, pour laquelle l'obligation de la déclaration est prescrite par la loi et qui est transmissible à l'espèce d'animaux pour lesquels le certificat a été délivré.

Le certificat pour la volaille doit être revêtu de l'attestation que dans la commune de provenance ne règne aucune maladie de la volaille et que pendant les derniers quatorze jours, à compter du départ de la volaille, il n'y a pas eu de contagion.

Des cas sporadiques de charbon bactérien, de charbon symptomatique, de rouget ou de rage surgis dans une commune voisine n'empêcheront pas la délivrance du certificat, mais ils doivent y être déclarés. Il en est de même pour l'exanthème coïtal, en ce qui concerne les certificats pour les bœufs et les hongres.

En ce qui concerne les animaux des espèces chevaline, asine et bovine, ces certificats doivent être délivrés pour chaque pièce séparément; les animaux de race ovine, caprine et porcine et les volailles peuvent être compris cumulativement dans un seul certificat.

S'il s'agit de transports effectués par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être soumis, avant le chargement, à la visite d'un médecin vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat. Le résultat de l'inspection devra être noté sur le certificat.

Seront, toutefois, admis à l'entrée sans être accompagnés de certificats d'origine, les produits de la laiterie, la graisse et le suif fondus, la laine lavée dans des établissements industriels, emballée dans des sacs clos, et les boyaux séchés ou salés en caisses ou barils clos.

L'entrée et le transit des autres produits bruts d'animaux peuvent être soumis à la présentation d'un certificat délivré par l'autorité municipale confirmant que les animaux dont ces produits proviennent étaient en bonne santé, et que dans les communes de provenance de ces animaux, il n'existe pas de maladie contagieuse.

Dans le cas où les certificats d'origine ne soient pas rédigés dans la langue du pays destinataire, on y ajoutera une traduction en français certifiée exacte par le médecin vétérinaire.

Article 3.

Les transports qui ne répondent pas aux dispositions qui précèdent, ainsi que les animaux que le médecin vétérinaire, à leur passage de la frontière, trouve atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, enfin les animaux qui ont été en contact quelconque avec des animaux malades ou suspects d'être atteints d'une maladie contagieuse, pourront être renvoyés; sur demande toutefois de l'importateur, ces animaux seront admis, à condition d'être abattus immédiatement dans la station frontière ou bien au lieu de débarquement ou, s'il y était impossible, dans la localité et sous les précautions qui seront établies par l'autorité sanitaire. Quant à l'utilisation des viandes et des produits des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur pour les animaux indigènes atteints ou suspects de quelque maladie contagieuse. Le médecin vétérinaire à la frontière doit noter le motif du renvoi ou, le cas échéant, de l'abattement, sur le certificat et l'attester par sa signature.

Si, parmi les animaux importés, la présence d'une maladie contagieuse n'est reconnue qu'après leur entrée dans le pays de destination, ce fait doit être consigné dans un procès-verbal dressé en présence d'un médecin vétérinaire de l'Etat. Copie du procès-verbal sera transmise sans délai au Ministère des affaires étrangères de l'autre partie contractante.

Article 4.

Lorsque la peste bovine éclate dans les territoires de l'une des parties contractantes, l'autre partie a le droit de prohiber ou de limiter, pour la durée du danger de la contagion, l'importation des ruminants, des porcs et des produits bruts d'animaux, ainsi que des objets pouvant servir de véhicules à la contagion.

Article 5.

Lorsque par le trafic des animaux une maladie contagieuse, pour laquelle l'obligation de la déclaration est prescrite par la loi, a été importée des territoires de l'une des parties contractantes dans les territoires de l'autre, cette dernière aura le droit de limiter ou d'interdire, pour la durée du danger de la contagion, l'importation de toutes les espèces d'animaux auxquelles la maladie est transmissible.

Si une telle maladie éclate d'une manière menaçante dans les territoires de l'une parties contractantes, l'autre partie aura également le droit de limiter ou d'interdire, pour la durée du danger de la contagion, l'importation de toutes les espèces d'animaux auxquelles la maladie est transmissible.

Ces limitations et interdictions de l'importation pourront s'étendre : dans le cas où il s'agit de la morve, du charbon bactériologique, du charbon symptomatique, de l'angine infectieuse, de la gale des solipèdes et de l'exanthème coital des olipèdes et de l'espèce bovine, à l'arrondissement (distretto), d'où proviennent les animaux qui ont

introduit la contagion dans lequel la contagion règne, et dans le cas où il s'agit des autres épizooties, à l'exception de la peste bovine, en Serbie, au département, en Italie, à la province d'où proviennent les animaux qui ont introduit la contagion, ou dans lesquels la contagion règne.

Le trafic du bétail ne pourra être interdit si la maladie tuberculeuse éclatait ou si elle était importée.

Les prescriptions qui précèdent sont aussi applicables à des produits animaux et à des objets qui peuvent servir de véhicules à la contagion.

Article 6.

Chacune des parties contractantes fera publier périodiquement, de huit à huit jours, des bulletins sur l'état des épizooties. Ces bulletins seront transmis directement à l'autre partie contractante.

Ces bulletins seront rédigés aussi uniformément que possible et de manière à démontrer l'état des épizooties, même dans les territoires administratifs de première instance et dans les communes.

Si la peste bovine éclatait dans les territoires de l'une des parties contractantes, avis direct sera donné, par voie télégraphique, à l'autre partie, de l'apparition et de l'extension de la maladie.

Article 7.

S'il s'élevait entre les parties contractantes un différend sur l'application de la présente convention, on aura, si l'une des parties contractantes en faisait la demande, recours à l'avis d'une Commission mixte. Cet avis sera équitablement apprécié dans la décision à prendre.

Chacune des parties contractantes nommera deux membres dans cette Commission, qui aura le droit de coopter un cinquième membre, dans le cas où elle ne pourrait s'entendre. Au premier cas de la formation d'une Commission mixte, pourvu qu'elle n'ait pas décidé autrement, le cinquième membre sera élu parmi les ressortissants de l'une des parties contractantes; au deuxième cas, parmi ceux de l'autre partie, et ainsi de suite alternativement parmi les ressortissants de l'une ou de l'autre partie contractante. Au premier cas, on décidera par le sort laquelle des parties contractantes aura à fournir le cinquième membre de la Commission.

Article 8.

La présente convention, qui ne se rapporte qu'aux provenances des territoires des parties contractantes, entrera en vigueur en même temps que le traité de commerce et de navigation conclu sous la date de ce jour, et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917 (nouveau style) (1).

(1) *La dite convention est entrée en vigueur, en Italie, le 1^{er} avril 1907.*

Il est toutefois convenu que, dans le cas où l'une ou l'autre des parties contractantes ferait usage de la faculté de dénoncer le dit traité douze mois avant le 31 décembre 1915, pour en faire cesser les effets le 1^{er} janvier 1916, la présente convention sera de même mise hors de vigueur à cette même date. Si aucune des parties contractantes ne faisait usage de la dite faculté et n'avait non plus notifié, douze mois avant le 31 décembre 1917, son intention de faire cesser les effets de la présente convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an, à partir du jour où l'une des parties contractantes l'aura dénoncée.

Les ratifications de la présente convention seront échangées en même temps que celles du traité de commerce et de navigation.

En foi de quoi, les plénipotentaires l'ont signée et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition à Belgrade, le 1/14 janvier 1907.

(L. S.) GUICCIOLI, m. p.

(L. S.) L. LUCIOLLI, m. p.

(L. S.) E. KOCH, m. p.

(L. S.) Racha MILOCHÉVITCH, m. p.

(L. S.) S. R. KOUKITCH, m. p.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la convention vétérinaire conclue à la date de ce jour entre l'Italie et la Serbie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante de la convention même :

1° Dans le cas où les animaux et les produits bruts d'animaux, destinés à l'importation en Italie, seraient transportés par mer, ils seront transportés jusqu'au port maritime d'un autre pays quelconque, par lequel le transport passe en transit, par chemin de fer en wagons plombés, et immédiatement embarqués directement sur les navires. Exceptionnellement, les animaux pourront y être abrités dans des étables spéciales, et les produits d'animaux mis dans des magasins, mais ils devront être embarqués dans le délai le plus court possible.

2° L'importation de la viande fraîche et préparée est admise, quand le transport est muni du certificat, délivré par le médecin vétérinaire de l'Etat, par lequel soit attesté que ces produits proviennent d'animaux sains. Dans le lieu de destination, la viande importée sera soumise aux dispositions légales, auxquelles est soumise la viande indigène portée sur les marchés.

Les porcs abattus pourront être importés avec ou sans le lard.

Le transit de la viande fraîche ou préparée et des autres produits bruts d'animaux, ainsi que des peaux, du territoire de l'une des parties contractantes par le territoire de l'autre, est admis sans restriction et limitation.

3° Les certificats d'origine dont, aux termes de l'article 2, doivent être munis les animaux et les objets mentionnés à l'article 1 sont affranchis du visa consulaire, qui ne sera pas exigé.

4° L'examen vétérinaire à la frontière des animaux et des produits d'animaux ne sera pas soumis à des taxes plus élevées que les taxes maximales actuellement en vigueur pour le trafic réciproque des parties contractantes.

5° Pour ce qui concerne les stations de l'importation des animaux et des produits d'animaux, il est convenu que les gouvernements des parties contractantes se mettront d'accord là-dessus.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Belgrade, le 1/14 1907.

(L. S.) GUICCIOLI, m. p.

(L. S.) L. LUCIOLLI, m. p.

(L. S.) E. KOCH, m. p.

(L. S.) Racha MILOCHÉVITCH, m. p.

(L. S.) S. R. KOUKITCH, m. p.

Traité de Commerce du 14 mars 1908

ENTRE

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA SERBIE

(Mis en vigueur provisoirement jusqu'au 31 décembre 1908)

DECRET DE MISE EN VIGUEUR PROVISOIRE

Auf Grund des Gesetzes vom 30. December 1907, R. G. Bl. Nr. 288, womit die Regierung ermächtigt wurde, die Handelsbeziehungen mit dem Auslande für die Zeit vom 1. Januar bis 31. December 1908 provisorisch zu regeln, und auf Grund des diesbezüglich mit der Königlich serbischen Regierung getroffenen Abkommens wird im Einvernehmen mit der königlich ungarischen Regierung der mit Serbien am 14. März 1908 abgeschlossene Handelsvertrag nebst Anlagen und Schlussprotokoll mit dem Beifügen kundgemacht, dass diese Vertragsbestimmungen in den Gebieten der vertragschliessenden Teile für die Zeit vom 1. September bis spätestens 31. Dezember 1908 provisorisch in Geltung zu treten haben.

Die Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels, des Innern und des Ackerbaues vom 6. Juli 1906, R. G. Bl. Nr. 133, betreffend die Anwendung der allgemeinen Zollsätze des geltenden Zolltarifes auf serbische Provenienzen, tritt mit 1. September 1908 ausser Kraft.

BECK, m. p.

KORYTOWSKI, m. p.

MARCHET, m. p.

PRADE, m. p.

EBENHOCH, m. p.

PRASEK, m. p.

KLEIN, m. p.

BIENERTH, m. p.

DERSCATTA, m. p.

FIEDLER, m. p.

GESSMANN, m. p.

ABRAHAMOWICZ, m. p.

GEORGI, m. p.

TRAITE

Artikel I.

Zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Teile soll volle Freiheit des Handels und der Schifffahrt bestehen.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen in den Gebieten des anderen dieselben Rechte, Begünstigungen und Befreiungen in Ansehung des Handels, der Schifffahrt und des Gewerbebetriebes geniessen, welche in eben diesen Gebieten die eigenen Staatsangehörigen und die Angehörigen der meistbegünstigten Nation gegenwärtig geniessen oder künftig geniessen werden.

Artikel II.

Demgemäss sollen die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Teile gegenseitig in den Gebieten des anderen in gleichen Masse wie die einheimischen und die Angehörigen der meistbegünstigten Nation befugt sein, auf Eisenbahnen, Flüssen und Strassen zu reisen, an beliebigem Orte sich vorübergehend aufzuhalten oder dauernd niederzulassen, Grundstücke jeder Art und Häuser zu kaufen oder dieselben ganz oder teilweise zu mieten und zu besitzen, überhaupt bewegliche und unbewegliche Güter zu erwerben, darüber durch Rechtsgeschäfte jeder Art zu verfügen, dieselben insbesondere zu verkaufen und zu vererben; alles dies Voraustehende ohne hiezu einer besonderen Autorisation oder Genehmigung der Landesbehörden zu bedürfen; sie sollen daselbst Handel und Gewerbe betreiben, Geschäfte jeder Art selbst oder vermittels einer von ihnen gewählten Mittelsperson, allein oder in Gesellschaften betreiben, Waren und Personen verfrachten, Geschäftsniederlagen errichten, die Preise, Löhne und Vergütungen ihrer Waren und Leistungen bestimmen, sowie ihre Angelegenheiten besorgen, den Zollämtern ihre Deklarationen einreichen, ihre Rechte und Anliegen vor den Behörden und Gerichten des Landes vertreten können; alles dieses ohne andere höhere oder lästigere Abgaben, Steuern, Gebühren oder Taxen als die Inländer oder Angehörigen der meistbegünstigten Nation zu entrichten und ohne dass unter ihnen ein Unterschied nach der Nationalität oder Konfession gemacht werden kann.

Es ist selbstverständlich, dass hiebei die im Lande in Bezug auf Handel, Gewerbe und öffentliche Sicherheit bestehenden und auf die Inländer und Angehörigen der meistbegünstigten Nation anwendbaren Gezetze und Verordnungen zu beobachten sind.

Die in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile bestehenden Stiftungen, Korporationen, Vereine und überhaupt alle juristischen Personen können — vorbehaltlich der im Absatz 4 enthaltenen Bestimmungen — auf den Gebieten des anderen Teiles unbewegliches Vermögen, sei es in entgeltlicher oder unentgeltlicher Weise, nicht erwerben.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder

finanzielle Gesellschaften, einschliesslich der Versicherungsgesellschaften, welche in den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, sollen auch in den Gebieten des anderen Teiles gegen Beobachtung der daselbst geltenden einschlägigen Gesetze und Verordnungen befugt sein, alle ihre Rechte geltend zu machen und namentlich vor Gericht als Kläger oder Beklagte Prozesse zu führen. Im übrigen werden sie in den Gebieten des anderen Teiles alle Rechte geniessen, die den gleichartigen Gesellschaften der meistbegünstigten Nation zustehen oder künftig zugestanden werden. Dies gilt insbesondere auch für ihre Zulassung zum Geschäftsbetriebe und für ihre Fähigkeit zum Erwerb und Besitz von unbeweglichem Vermögen. Unbeschadet dieses Meistbegünstigungsanspruches bleibt den Schiffahrtsgesellschaften und Versicherungsgesellschaften, wie bisher, das Recht, unbewegliches Vermögen zu erwerben und zu besitzen, eingeräumt.

Artikel III.

Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Teile werden auf den Gebieten des anderen von jedem Militärdienste, sowohl in der regulären Armee als in der Miliz und Nationalgarde, befreit sein. Ebenso werden sie von der Militäreinquartierung, von jeder Kriegskontribution, von jeder militärischen Requisition oder Leistung was immer für einer Beschaffenheit befreit sein, mit Ausnahme jedoch der am Besitze oder an der Miete von unbeweglichen Gütern haftenden Lasten, sowie der militärischen Leistungen oder Requisitionen, denen auch die Inländer in ihrer Eigenschaft als Besitzer oder Mieter unbeweglicher Güter unterworfen sind.

Auch sollen sie von jedem zwangsweisen Amtsdienste in der Rechtspflege, Staats- oder Gemeindeverwaltung mit Inbegriff der Pflicht zur Uebernahme einer Vormundschaft (Kuratel) befreit sein, insofern letztere sich nicht auf die Vormundschaft (Kuratel) ihrer eigenen Nationalen bezieht.

Sie dürfen weder persönlich noch in Bezug auf ihre beweglichen und unbeweglichen Güter zu anderen Verpflichtungen, Beschränkungen, Taxen oder Abgaben verhalten werden als jenen, welchen die Inländer unterworfen sein werden.

Artikel IV.

Wenn Geschäftsleute des einen vertragschliessenden Teiles in den Gebieten des anderen entweder selbst reisen oder ihre Kommis, Agenten, Reisenden oder sonstigen Vertreter reisen lassen, zu dem Zwecke, um Einkäufe zu machen oder Berstellungen zu sammeln, sei es mit oder ohne Muster, sowie überhaupt im Interesse ihrer Handels- und Industriegeschäfte, so dürfen weder diese Geschäftsleute noch ihre erwähnten Vertreter aus diesem Anlass einer weiteren Steuer oder Abgabe unterworfen werden, insofern durch eine nach beigeschlossenem Formular ausgefertigte Legimationskarte nachgewiesen wird, dass

das Geschäftshaus, für dessen Rechnung die Reise vollzogen wird, in seinem Heimatlande die vom Betriebe seines Handels und Gewerbes entfallenden Steuern und Abgaben entrichtet hat.

Auf das Aufsuchen von Bestellungen bei Nichtgewerbetreibenden findet die vorstehende Bestimmung keine Anwendung; es werden indes in dieser Hinsicht die Handlungsreisenden wechselseitig auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Geschäftsleute und Handlungsreisenden dürfen wohl Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen.

Die Angehörigen der vertragschliessenden Teile werden wechselseitig wie die Inländer behandelt werden, wenn sie sich aus den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles in jene des andern zum Besuch der Märkte und Messen begeben, um dort ihren Handel zu treiben und ihre Produkte abzusetzen.

Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile, welche die Spedition oder das Fuhrmannsgewerbe zwischen verschiedenen Punkten der Gebiete der vertragschliessenden Teile ausüben oder welche sich der Schifffahrt widmen, werden, wenn sie ihre Hauptniederlassung in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile haben, auf den Gebieten des anderen aus Anlass der Ausübung dieses Gewerbes keiner Gewerbe oder speziellen Abgabe unterliegen; doch werden ihre Agenten, welche dieses Gewerbe in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teiles betreiben, nach dem Ausmasse ihres persönlichen Einkommens der Steuerleistung unterliegen.

Artikel V:

Die als Proben oder Muster dienenden zollpflichtigen Gegenstände (mit Ausnahme der Muster von Verzehrungsgegenständen), die in die Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile von den Handlungsreisenden des anderen Teiles eingebracht werden, sollen unter den für die meistbegünstigte Nation geltenden Bedingungen und Färmlichkeiten zollfrei zugelassen werden. Auch sollen sie keiner staatlichen oder anderen inneren Abgabe unterworfen werden.

Artikel VI.

Die vertragschliessenden Theil verpflichten sich, den Verkehr zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien durch kein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot zu hindern.

Ausnahmen hievon dürfen nur stattfinden:

- a) Bei den gegenwärtig in Kraft stehenden oder in Zukunft etwa einzuführenden Staatsmonopolen;
- b) Aus Rücksichten der öffentlichen Sicherheit, der Gesundheits-, und Veterinärpolizei nach Massgabe der anerkannten internationalen Grundsätze;
- c) In Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Der unter b) bezeichnete Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmassregeln, welche zum Schutze der Landwirtschaft gegen die Einschleppung und Verbreitung schädlicher Insekten und anderer schädlicher Organismen ergriffen werden.

Artikel VII.

Die Waren aller Art, welche von den Gebieten des einen vertragsschliessenden Teiles kommen oder dahin gehen, werden wechselseitig in den Gebieten des anderen von jedem Durchfuhrzolle sowie von Konsumabgaben jeder Art frei sein, sei es, dass sie direct transitieren, sei es, dass sie während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert und wieder aufgeladen werden müssen.

Artikel VIII.

Die im Tarife A zu gegenwärtigem Handelsvertrage aufgezählten Boden- und Industrieerzeugnisse Oesterreichs und Ungarns sollen in Serbien bei ihrer Einfuhr zu den in dem genannten Tarife festgesetzten Zöllen zugelassen werden.

Alle Boden- und Industrieerzeugnisse Oesterreichs und Ungarns, gleichviel, ob sie im Tarife A benannt sind oder nicht, werden bei der Einfuhr in Serbien auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Die im Tarife B zu gegenwärtigem Handelsvertrage aufgezählten Boden- und Industrieerzeugnisse Serbiens sollen bei ihrer Einfuhr in das Vertragszollgebiet der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie zu dem genannten Tarife festgesetzten Zöllen zugelassen werden.

Alle Boden- und Industrieerzeugnisse Serbiens, gleichviel, ob sie im Tarife B benannt sind oder nicht, werden bei ihrer Einfuhr in das Vertragszollgebiet der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Von der Behandlung als Gewerbezeugnis der Gebiete eines der vertragsschliessenden Teile sind die in dessen Gebieten durch Verarbeitung ausländischer Stoffe im Veredlungsverkehr erzeugten Gegenstände nicht ausgeschlossen.

Es herrscht darüber Einverständnis, dass in Bezug auf die Zuckergesetzgebung keiner der vertragsschliessenden Teile durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages an der Erfüllung der ihm aus dem Beitritte zu den Brüsseler Zuckerakten erwachsenden Verpflichtungen behindert werden kann.

Zur Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs über die unmittelbare Grenze sind diejenigen besonderen Bestimmungen vereinbart worden, welche in der Anlage C des gegenwärtigen Vertrages enthalten sind.

Artikel IX.

Die vertragsschliessenden Teile verpflichten sich, nicht nur, was das Ausmass, die Sicherstellung und Erhebung der Ein- und Aus-

gangsabgaben betrifft, sondern auch bezüglich der Durchfuhr die Boden- und Industrieerzeugnisse der Gebiete des anderen Teiles an jeder Begünstigung, Befreiung oder Erleichterung teilnehmen zu lassen, welche Einer von ihnen einer dritten Macht jetzt gewährt oder in Zukunft gewähren wird, so dass jede solche Begünstigung *ipso facto* sofort und ohne irgend eine Gegenleistung auf die Boden- und Industrieerzeugnisse der Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles ausgedehnt wird.

Artikel X.

Eine zeitweilige Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für folgende Gegenstände unter der Bedingung, dass dieselben binnen einer im voraus bestimmten Frist zurückgeführt werden und dass die Identität der eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist, zugestanden :

1. Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehr der Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles in die Gebiete des andern auf Märkte oder Messen oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Messe- oder Marktverkehr eingebracht werden.

2. Gegenstände, welche bestimmt sind, ausgebessert zu werden, ohne dass ihre Natur und ihre Benennung im Handel eine wesentliche Veränderung erfährt;

3. Gebrauchte und signierte Säcke, sowie fässer, welche aus den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles eingeführt werden, um gefüllt oder entleert wieder ausgeführt zu werden oder welche wieder eintreten, nachdem sie gefüllt, beziehungsweise entleert ausgeführt worden waren;

Alles dies nach Massgabe der für die meistbegünstigte Nation anwendbaren Bestimmungen.

Artikel XI.

Von Ein- und Ausfuhrzöllen im unmittelbaren Verkehre über die gemeinschaftliche Grenze sind befreit :

1. Effekten der Reisenden, Schiffer, Fuhrleute und Handwerker, als : Wäsche, Kleidungsstücke, Reisegeräte, Werkzeuge und Instrumente, für deren eigenen Gebrauch und in einer den Umständen angemessenen Menge;

2. Die zum Personen- oder Warentransporte tatsächlich dienenden Wagen, Karren, Körbe und ähnliche Vorrichtungen zum Lasttragen, Zug- und Tragtiere, Wasserfahrzeuge mit dem ordentlichen Inventar;

3. Der Schiffsproviand;

4. Musterkarten und Muster,, die zu keinem anderen Zwecke dienen können;

5. Gewöhnliche äussere, für den Transport der Waren übliche Umschliessungen und Behältnisse werden nicht separat verzollt, sondern es gelten für diese Umhüllungen die diesbezüglichen Tarabestimmungen;

6. Die vertragschliessenden Teile werden gebrauchte Hausgeräte und Effekten von Anziehenden einschliesslich von gebrauchten Maschinen und Fabrikgerätschaften, sowie gebrauchte Geräte und Effekten, welche als Erbschaftsgut eingehen, ferner Ausstattungseffekten und Hochzeitsgeschenke, auch in ungebrauchtem Zustande, wenn dieselben für Personen eingeführt werden, welche sich aus Anlass ihrer Verehelichung in ihren Gebieten niederlassen, gegen fallweise Bewilligung von Ein- und Ausgangsabgaben wechselseitig frei lassen.

Von dieser Zillfreiheit bleiben ausgeschlossen Verzehrungsgegenstände, Verbrauchsartikel, Vieh und unverarbeitete Zeuge, Halbfabrikate und Rohstoffe.

Artikel XII.

Innere Abgaben, welche in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Kommunen oder Korporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbräuche eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen werden, dürfen Erzeugnisse der Gebiete des anderen Teiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichartigen Erzeugnisse der eigenen Gebiete.

Die Erzeugnisse der Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles können bei der Einfuhr in die Gebiete des anderen nur dann mit inneren Abgaben belastet werden, wenn diese Erzeugnisse in den Gebieten dieses letzteren ebenfalls hergestellt werden und denselben inneren Abgaben unterworfen sind.

Erzeugnisse, welche zwar in Oesterreich oder in Ungarn, aber nicht in Serbien hervorgebracht oder hergestellt werden, können der für Rechnung des Staates oder der Gemeinden erhobenen Trosarina ausnahmsweise nur insoweit und in der Höhe unterworfen werden, als sie beim Abschlusse des gegenwärtigen Vertrages dieser Abgabe bereits unterliegen.

Im übrigen unterliegen die aus den beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie nach Serbien eingeführten Waren, für welche in den Vertragstarifen für die Einfuhr nach Serbien Ermässigungen oder Bindungen von Zollsätzen vereinbart sind, in Serbien keinerlei weiteren inneren Abgaben irgendwelcher Art, mögen dieselben für Rechnung des Staates oder von Gemeinden oder von Körperschaften erhoben werden.

Mit Rücksicht darauf, dass die Satze des geltenden serbischen Zolltarifs die bisher neben den Zöllen erhobene Obrtsteuer mitumfassen, wird diese Steuer in Zukunft nicht mehr, und zwar weder in dieser noch in anderer Form, von den aus den beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie nach Serbien eingeführten Waren erhoben werden.

Artikel XIII.

So wie in den beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie rücksichtlich der Zahlungen der Zölle und Nebengebühren die gegenüber der meistbegünstigten Nation anwendbaren Bestimmungen auch für serbische Boden- und Industrieerzeugnisse gelten, so werden auch in Serbien österreichische oder ungarische Boden- und Industrieerzeugnisse keinen lokalen oder anderweitigen Zollzuschlägen, keinen neuen oder höheren Nebengebühren als den derzeit gegenüber der meistbegünstigten Nation bestehenden unterworfen werden, nämlich :

1. Facchinengebühr : 2 Dinarpara pro 100 Kilogramm, und nur dort, wo dieser Dienst von den Angestellten des Zollamtes besorgt wird;

2. Pflastergeld : 10 Dinarpara pro 100 kilogramm;

3. Lagerzins : 5 Dinarpara pro 100 Kilogramm und Tag; diese Taxe erhöht sich um 10 Para pro 100 Kilogramm und Tag für leicht entzündbare und explodierende Waren.

Es versteht sich, dass die vorstehenden Nebengebühren nur dann und nur insoweit erhoben werden können, als die Leistung, für welche sie bezahlt werden sollen, tatsächlich und auf Grund der Zollvorschriften oder Gesetze erfolgt.

Es bleibt übrigens vereinbart, dass jede Verminderung dieser Zuschlagsgebühren, welche den Waren eines anderen Staates zugestanden würde, ohne Verzug auch auf die gleichartigen österreichischen oder ungarischen Boden- und Industrieerzeugnisse Anwendung finden soll.

Artikel XIV.

Unbeschadet der besonderen Verienbarungen über das Zollverfahren im Eisenbahnverkehre wird festgesetzt, dass die Waren, welche in den Gebiete eines der vertragschliessenden Teile dem Zollsicherstellungsverfahren unterzogen werden und aus gleichen oder anderem Grunde bereits unter Raum- oder Kolloverschluss gelegt worden sind, wenn sonst den Anforderungen der Kontrolle Genüge geschehen, in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teiles nicht ausgepackt und die vorhandenen unverletzten Siegel und Plombn nicht durch andere ersetzt werden sollen.

Ueberhaupt sollen die Förmlichkeiten des Zollverfahrens nach gleichartigen Grundsätzen geordnet und möglichst vereinfacht, sowie für die regelmässige und schleunige Abfertigung in den ausreichend zu bemessenden Amtsstunden gesorgt werden.

Nach Zulass der Umstände sollen die Zollämter der vertragschliessenden Teile vereinigt werden oder doch ihre Amtshandlungen zusammenhängend und gleichzeitig ohne unnötige Beschwerung des Verkehres vornehmen.

Artikel XV.

Die vertragschliessenden Teile machen sich verbindlich, durch geeignete Mittel zur Verhinderung und Bestrafung des gegen ihre Gebiete gerichteten Schmuggels zusammenzuwirken, zu diesem Zwecke den mit der Ueberwachung betrauten Beamten des anderen Teiles jeden gesetzlichen Beistand zu leisten, sie zu unterstützen und ihnen von Seite der Finanz- und Polizeibeamten sowie der Lokalbehörden überhaupt, alle Nachrichten zukommen zu lassen, welche sie zur Ausübung ihrer Amsthandlung benötigen werden.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich spezielle Vereinbarungen hierüber vor.

Artikel XVI

Die Regelung des gegenseitigen Schutzes der Erfindungen, Handels- und Fabrikmarken, Muster und Modelle, Namen und Firmen der Angehörigen der vertragschliessenden Teile bleibt besonderen, ehestens abzuschliessenden Übereinkommen vorbehalten.

Bis zum Zustandekommen solcher Übereinkommen gelten die für den gegenseitigen Schutz dieser Rechte massgebenden Bestimmungen im Artikel XI. des Handelsvertrages vom 9. August 1892.

Artikel XVII.

Wenn zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien über die Auslegung oder Anwendung der Bestimmung des gegenwärtigen Vertrages, des demselben beigeschlossenen Anlagen A, B und C, sowie des dazu gehörigen Schlussprotokolles, oder über die Anwendung der Meistbegünstigungsklausel hinsichtlich der tatsächlichen Handhabung der sonstigen in Kraft befindlichen Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen des einen oder des anderen Teiles durch Schiedsspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus seinen Angehörigen zwei geeignete Persönlichkeiten zu Schiedsrichtern bestellt, und dass die beiden Teile behalten sich vor, sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Falle zu ernennenden Obmannes zu verständigen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessende Teile auch andere als die im Absatz 1 bezeichneten Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung des gegenwärtigen Vertrages zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen.

Artikel XVIII. .

Der gegenwärtige Vertrag findet seine Anwendung auf alle Länder, welche mit dem Vertragszollgebiete der beiden Staaten des österreichisch-ungarischen Monarchie gegenwärtig vereinigt sind oder künftig vereinigt sein werden.

Artikel XIX.

Der gegenwärtige Vertrag soll am Tage nach der Auswechschlung des Ratifikationen, die spätestens am 31. Dezember 1908 zu erfolgen haben wird, in Kraft treten und bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Falls weder Österreich-Ungarn noch Serbien zwölf Monate vor dem 31. Dezember 1917 seine Absicht kundgibt, die Wirkungen des Vertrages mit diesem Tage aufhören zu lassen, soll der Vertrag über den 31. Dezember 1917 hinaus bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage in Geltung bleiben, an welchem der eine oder der andere Teil ihn gekündigt haben wird.

Artikel XX.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratifiziert, und werden die Ratifikationsurkunden sobald als möglich in Wien ausgewechselt werden.

(Les annexes A et B comprennent les tarifs; nous ne les reproduisons pas pour le moment.)

ANLAGE C.

Besondere Erleichterungen im Grenzverkehre.

I. Um dem wechselseitigen Grenzverkehre die Erleichterungen zu gewähren, welche der tägliche Bedarf erfordert, haben sich die vertragschliessenden Teile über folgendes geeinigt :

1. Im Verkehre über die unmittelbare Grenze sind sowohl von allen Einfuhrzöllen als auch von Ausfuhrzöllen und der Stempelpflicht für Zolldokumente befreit :

a) Alle jene Warenmengen, für welche die Gesamtsumme der einzuhebenden Gebühren nicht den Vertrag von 0.10 K oder 0.10 Dinar erreicht ;

b) Gras, Heu, Stroh, Laub, Moos, Futterpflanzen ; Binsen und gemeines Rohr, lebende Pflanzen (insoweit solche nach den bestehenden internationalen Vereinbarungen zum freien Verkehre zugelassen sind), Feldfrüchte in Garben oder Ähren, Gemüsepflanzen, Hanf und Flachs in nicht gebrochenem Zustande ;

c) Körbe mit lebenden Bienen ;

d) Tierblut ;

e) Eier aller Art ;

f) Milch, süss, sauer, geronnen (Topfen) ;

g) Holz-, Braun- und Steinkohlen, Torf, Torfkohlen ;

h) Bau- und Quadersteine, Pflaster- und Mühlsteine, ordinäre Schleifsteine, ordinäre Wetzsteine für Sensen und Sicheln, überhaupt alle Gattungen behauener und unbehauener Steine — jedoch weder poliert noch in Platten — Schlacken, Kiesel, Sand, roher Kalk und Gips, Mergel, Ton und im allgemeinen jede Art von ordinärer zur Erzeugung von Ziegeln, Töpfen, Pfeifen und Gefässen verwendbarer Erde ;

i) Dach- und Mauerziegel, auch Dachfalzziegel und Pflasterziegel ;

j) Kleie, Rapskuchen und andere Abfälle von gepresten und gekochten Früchten und von ölhaltigen Sämereien ;

k) Vegetabilische oder Steinkohlenasche, Dünger, Schlempe, Spülicht, Lehm ;

l) Brot und Mehl in der Menge von höchstens 10 kilogramm, Käse in der Menge von höchstens 2 Kilogramm, frische Butter in der Menge von höchstens 2 Kilogramm, soweit diese Warenmengen für den Bedarf der Bewohner der Grenzzone und nicht mit der Post eingebracht werden ;

m) Frisches Fleisch in der Menge von höchstens 4 kilogramm, ferner lebendes Geflügel, und zwar : Truthühner 1 Stück, Enten 2 Stück, Hühner 4 Stück, ferner Gänse, letztere ohne Beschränkung der Zahl — alle diese über die für den Viehverkehr namhaft gemachten Eintrittsstationen unter den aus veterinärpolizeilicher Rücksichten vorgeschriebenen Bedingungen und Kontrollen, und soweit die erwähn-

ten Mengen für den Bedarf der Bewohner der Grenzzone und nicht mit der Post eingebracht werden;

n) Frische Gartengewächse wie : Grünzeug, Salat, Kraut, Kohl, Gurken, Rüben, Erdäpfel u. dgl., ferner frisches Gemüse und frisches Obst.

Die zum Nachweise des Grenzverkehrs nötigen Zeugnisse können solchen Personen, welche von den Begünstigungen unter Punkt 1 regelmässig Gebrauch machen wollen, von der zuständigen politischen Behörde auch auf längere Zeit ausgestellt werden, und dürfen solche Zertifikate in den Gebieten des anderen Teiles mit keiner Stempel- noch anderweitigen Gebühr belegt werden.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich jedoch vor, die genannten Begünstigungen behufs Verhinderung des Missbrauches an bestimmte Bedingungen zu knüpfen und dieselben jederzeit nach voraus gegangener sechsmonatlicher Kündigung ganz oder teilweise ausser Kraft zu setzen.

2. Die gegenseitige Zollfreiheit soll sich ferner erstrecken auf alle Säcke und Gefässe, worin Grenzbewohner ihre landwirtschaftlichen Erzeugnisse, wie : Getreide und andere Feldfrüchte, Gips, Kalk, Getränke und Flüssigkeiten anderer Gattung, und sonst im Grenzverkehre vorkommende Gegenstände in das Nachbarland gebracht haben, und die von dort leer auf dem nämlichen Wege wieder zurückgelangen.

3. Die Grenzbewohner geniessen wechselseitig, wenn sie für den eigenen Bedarf Getreide, Oelsamen, Hanf, Leine, Holz, Lohe und andere dergleichen landwirtschaftliche Gegenstände zum Vermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben u. s. w. auf Mühlen in die jenseitige Grenzzone bringen und im verarbeiteten Zustande wieder zurückführen, für diesen Verkehr die Zollfreiheit.

Die Mengen der Erzeugnisse, welche an Stelle der Rohstoffe wieder eingebracht werden dürfen, beziehungsweise wieder ausgeführt werden müssen, sind nach Erfordernis von den Zollverwaltungen der vertragschliessenden Teile einvernehmlich angemessen festzusetzen.

4. Die angeführten Begünstigungen sind auf die Bewohner der 15 Kilometer Breite nicht übersteigenden wechselseitigen Grenzzonen in den Gebieten der vertragschliessenden Teile beschränkt.

5. Die vertragschliessenden Teile und deren Administrativbehörden werden sich darüber einigen, an welchen Punkten ausser den ordentlichen Zollstrassen und vorgeschriebenen Flussübergängen der Verkehr der Grenzbewohner mit den vorangeführten Gegenständen wie auch mit anderen zollfreien Artikeln des täglichen Verkehrs stattfinden kann.

GEWERBELEGITIMATIONSKARTE

für Handlungsreisende.

Für das Jahr 19.....

(Wappen.)

Nr. der Karte.....

Inhaber :

(Vor- und Zuname)

(Siegel)

(Behörde)

Unterschrift

Es wird hiemit bescheinigt, dass Inhaber dieser Karte
 eine (Art der Fabrik oder Handlung) in
 unter der Firma besitzt als Hand-
 lungsreisender im Dienste der Firma in
 steht, welche eine (Bezeichnung der Fabrik
 oder Handlung) daselbst besitzt.

Ferner wird, da Inhaber für Rechnung dieser Firma und ausserdem
 nachfolgender Firma (Firmen) (Art der Fa-
 brik oder Handlung) in Waren bestellungen
 aufzusuchen und Wareneinkäufe zu machen beabsichtigt, bescheinigt,
 dass für den Gewerbebetrieb vorgedachter Firma (Firmen) im hie-
 sigen Lande die gesetzlich bestehenden Abgaben zu entrichten sind.

Bezeichnung der Person des Inhabers :

Alter :

Gestalt :

Haare :

Besondere Kennzeichen :

Unterschrift des Inhabers :

ANMERKUNG. — Von den Doppelzeilen wird in das Formular,
 welches dafür den entsprechenden Raum zu gewähren hat, die obere
 oder untere Zeile eingetragen, je nachdem es den Verhältnissen des
 einzelnen Falles entspricht.

ZUR BEACHTUNG.

Inhaber dieser Karte ist ausschliesslich im Umherziehen und aus-
 schliesslich für Rechnung der vorgedachten Firma (Firmen) be-
 rechtigt, nach Massgabe der in dem Gebiete jedes der vertragschlies-
 sende Teile gültigen Vorschriften Warenbestellungen aufzusuchen
 und Wareneinkäufe zu machen. Er darf nur Warenmuster, aber keine
 Waren mit sich führen.

SCHLUSSPROTOKOLL

1. Dass in Alinea 2 des Artikels I den Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile hinsichtlich der Schiffahrt eingeräumte Recht auf die gleiche Behandlung, welche die eigenen Staatsangehörigen und die Angehörigen der meistbegünstigten Nation geniessen, findet naturgemäss auch auf die Schifffahrtsgesellschaften und den vom ihnen betriebenen Schifffahrtsdienst Anwendung.

2. Es besteht Einverständnis darüber, dass die im Artikel I und II enthaltene Meistbegünstigungsklausel sich nicht auf solche Sonderverträge bezieht, welche von einem der vertragschliessenden Teile mit einer dritten Macht über die reziproke Regelung der direkten Besteuerung abgeschlossen wurden oder in Hinkunft abgeschlossen werden. Jedoch sollen die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile in den Gebieten des anderen Teiles in Sachen der direkten Besteuerung keiner ungünstigeren Behandlung unterworfen werden als die dortselbst wohnhaften eigene Staatsangehörigen.

Zu Artikel II.

1. Die Bestimmungen im Artikel II, betreffend den Antritt und die Ausübung von Gewerben, finden keine Anwendung auf das Apotheker- und Handelsmäklerbewerbe, dann das Hausiergewerbe und andere ausschliesslich im Herumwandern ausgeübte gewerbliche Verrichtungen, sowie auf die Tätigkeit von Agenten solcher Versicherungsgesellschaften, welche im Sinne des Artikels II des gegenwärtigen Vertrages zum Geschäftsbetriebe nicht zugelassen sind.

2. Bezüglich der Befreiungen in Sachen der direkten Besteuerung besteht Einverständnis, dass solche nur den beiderseitigen Berufskonsuln, sofern sie nicht Staatsangehörige jenes vertragschliessenden Teiles sind, in dessen Gebieten sie ihre Funktionen ausüben und keinesfalls in weiterem Umfange als den diplomatischen Vertretern der vertragschliessenden Teile zu gute kommen.

3. Ordnungsmässige, von der kompetenten Behörde des Heimatlandes ausgestellte Pässe und Passkarten werden in der Regel in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teiles zur Legitimation genügen und keines Visums weder seitens der Gesandtschaften und Konsulate noch seitens der Territorialbehörden bedürfen.

4. Österreichische oder ungarische Staatsangehörige, welche in Hinkunft einen Handel oder ein Gewerbe welcher Art immer in Serbien antreten wollen, haben um die Bewilligung hiezu bei der königlichen Verwaltungsbehörde des Ortes, woselbst sie den Handel oder das Gewerbe ausüben beabsichtigen, einzuschreiten.

Diese Bewilligung kann nicht verweigert werden, wenn seitens des Bewerbers alle die auch für die Einheimischen gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt worden sind. Über diesbezügliche Beschwerden wird im gesetzlichen Instanzenzuge entschieden.

Jene österreichischen oder ungarischen Handels- und Gewerbetreibenden, welche irgend einen Geschäftsbetrieb bereits vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages in Serbien ausübten, können den obigen Bedingungen für den Gewerbeantritt nachträglich nicht mehr unterworfen werden, unterliegen jedoch bezüglich des Weiterbetriebes denselben Taxen, Abgaben, etc., wie die Einheimischen.

5. Unter dem Ausdrucke « Geschäftsniederlagen » im Artikel II sind öffentliche Lagerhäuser nicht verstanden.

6. Hinsichtlich der Besteuerung solcher Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile, welche Unternehmungen in den Gebieten der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie und gleichzeitig in Serbien betreiben, besteht Einverständnis darüber, dass dieselben niemals höher oder auf einer anderen Grundlage als einheimische Unternehmungen, welche die gleichen Geschäfte betreiben, zu besteuern sind, und zwar selbstverständlich nur für jene Betriebe, welche sie in dem betreffenden Lande ausüben.

Zu Artikel V.

Die königlich serbische Regierung verpflichtet sich, die zur Zeit auf drei Monate festgesetzte Frist, binnen welcher die zollfreie Wiederausfuhr der Muster und Modelle erfolgen kann, während der Dauer dieses Vertrages nicht zu verkürzen.

Zu Artikel VI.

1. Ausgesehen von Artikeln, welche den Gegenstand eines Staatsmonopoles oder eines Patentschutzes bilden, dürfen ausschliessliche Rechte zum Gewerbe- oder Handelsbetriebe nicht gewährt werden.

2. Die näheren Bestimmungen des Verkehres mit Tieren, tierischen Rohstoffen und Produkten sind in der bei Unterzeichnung des Handelsvertrages übergebenen Note niedergelegt, und werden während der Dauer dieses Vertrages in Geltung bleiben.

Zu Artikel VIII.

Damit eine Ware der vertragsmässigen Behandlung teilhaftig werde, muss in der Werenerklärung die Angabe des Ursprunges enthalten sein.

Die Importeure serbischer, sowie österreichischer oder ungarischer Waren sollen, soweit in diesem Vertrage nicht ausdrücklich andere Vereinbarungen getroffen werden, in der Regel von der Verpflichtung, Ursprungszeugnisse vorzuweisen, gegenseitig entoben sein.

Sofern jedoch einer der vertragschliessenden Teile verschiedene Zollsätze je nach dem Ursprunge der Waren in Anwendung bringt, kann derselbe ausnahmsweise Ursprungszeugnisse dann verlangen, wenn nach den allgemeinen Verhältnissen, sowohl mit Rücksicht auf

die Zollsätze als auf die Transportbedingungen die Wahrscheinlichkeit vorliegen würde, dass Waren von der Provenienz eines anderen Staates, welcher in dem betreffenden Falle von der Meistbegünstigung ausgeschlossen sein sollte, aus den Gebieten des anderen vertragschliessenden Theiles eingeführt würden.

Diese Zeugnisse können der Ortsbehörde des Ortes der Versendung, von der kompetenten Handelskammer oder dem Zollamte der Absendung, sei es im Innern des Landes oder an der Grenze gelegen, oder von einem Konsularamte ausgestellt sein, und können erforderlichenfalls auch durch die Faktura ersetzt werden, wenn die betreffenden Regierungen es für angezeigt erachten.

Die Ursprungszeugnisse sind gebührenfrei auszustellen. Falls die von Ortsbehörden, Handelskammern oder Zollämtern ausgestellten Ursprungszeugnisse eines Konsularvisums bedürfen, so ist auch dieses gebührenfrei zu erteilen.

Es soll jeder Teil berechtigt sein, bei Ursprungszeugnissen, welche nicht in der Sprache seines Zolldienstes ausgestellt sind, die Beibingung einer Uebersetzung zu fordern. Eine solche Uebersetzung kann auch von einem zur Führung eines Dienstzeigels befugten Organe des exportierenden Landes ausgestellt werden.

Für Kolonialwaren, Gewürze, Oele, Südfrüchte, Drogen, Farb- und Gerbstoffe, Gummen und Harze wird bei der Einfuhr nach Serbien die meistbegünstigte Behandlung jedenfalls auch ohne Vorweisung von Ursprungszeugnissen eintreten.

Zu Artikel IX.

1. Die Bestimmungen des Artikels IX haben keine Anwendung zu finden :

a) Auf die Begünstigungen, welche anderen unmittelbar angrenzenden Staaten zur Erleichterung des Grenzverkehrs oder für Bewohner einzelner Gebietsteile gewährt werden.

b) Auf die einem der vertragschliessenden Teile durch die Bestimmungen einer schon abgeschlossenen oder etwa künftighin abzuschliessenden Zolleinigung auferlegten Verbindlichkeiten.

2. Die Ausfuhrzölle können in beliebiger, aber nur für alle Verkehrsrichtungen gleicher Höhe eingehoben werden.

3. In Ubereinstimmung mit den in den beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie geltenden Grundsätzen werden in Serbien bei der Verzollung die nachfolgenden Normen beobachtet werden :

a) Es ist der Partei gestattet, die zur Einfuhr deklarierten, noch nicht in den freien Verkehr übergegangenen Waren auch nach erfolgter Besichtigung in das Ausland zurückzusenden, ohne den Zoll oder irgend eine Verbrauchsabgabe zu bezahlen, vorausgesetzt jedoch, dass sie sich keine zum Zollstrafverfahren berechtigende Unregelmässigkeit in ihrer Deklaration zu Schulden kommen liess.

In letzterem Falle wird in Bezug auf die eingeführte Ware nach den Bestimmungen der Gefällsgesetze weiter verfahren werden,

und tritt die Berechtigung zur Wiederausfuhr wieder in Kraft, wenn das Zollstrafverfahren die Richtigkeit der Deklaration erwiesen hat.

In jedem Falle aber sind die nach Massgabe des Artikels XIII schuldigen Nebengebühren von der Partei zu entrichten.

b) Dem Importeur steht das Recht zu, die Ermittlung des Reingewichtes durch wirkliche Nettoabwage zu verlangen, in welchem Falle an Stelle der im Tarife normierten Tara das Ergebnis der Nettoabwage der Abgabenerhebung zur Grundlage zu dienen hat.

Zu Artikel XVI.

Die königlich serbische Regierung wird in kürzester Frist ein den im internationalen Verkehr üblichen Grundsätzen entsprechendes Privilegiengesetz der serbischen Kammer vorlegen und dessen Sanktionierung zu erwirken trachten.

Zu Artikel XVII.

Ueber das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten und zweiten Absatzes des Artikels XVII ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien folgendes vereinbart :

Beim ersten Streitfall hat das Schiedsgericht seinen Sitz in den Gebieten des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfalle in den Gebieten des anderen Teiles und so abwechselnd in den Gebieten des einen oder des anderen der vertragschliessenden Teile. Derjenige Teil, in dessen Gebieten das Schiedsgericht zusammentritt, bestimmt den Ort des Gerichtssitzes; er hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienspersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichtes, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein- für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichtes verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Hinsichtlich der Ladung und der Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile, auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtende Ersuchen, in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

FRANCE — JAPON

**Arrangement en vue d'assurer l'indépendance de la Chine,
suivi d'une Déclaration concernant l'Indo-Chine française**

(Signé à Paris, le 10 juin 1907)

ARRANGEMENT

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon, animés du désir de fortifier les relations d'amitié qui existent entre eux et d'en écarter pour l'avenir toute cause de malentendu, ont décidé de conclure l'arrangement suivant:

Les gouvernements de la France et du Japon, d'accord pour respecter l'indépendance et l'intégrité de la Chine, ainsi que le principe de l'égalité de traitement dans ce pays pour le commerce et les ressortissants de toutes les nations et ayant un intérêt spécial à voir l'ordre et un état de chose pacifique, garantis notamment dans les régions de l'empire chinois voisines des territoires où ils ont des droits de souveraineté, de protection ou d'occupation, s'engagent à s'appuyer mutuellement pour assurer la paix et la sécurité dans ces régions, en vue du maintien de la situation respective et des droits territoriaux des deux parties contractantes sur le continent asiatique.

En foi de quoi, les soussignés: S. Exc. M. Stéphen Pichon, sénateur, ministre des affaires étrangères, et S. Exc. M. Kurino, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon près le Président de la République française, autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé cet arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 10 juin 1907.

(L. S.) S. PICHON.

(L. S.) S. KURINO.

DÉCLARATION

Les deux gouvernements de la France et du Japon se réservant d'engager des pourparlers en vue de la conclusion d'une convention de commerce en ce qui concerne les relations entre le Japon et l'Indo-Chine française, conviennent de ce qui suit:

Le traitement de la nation la plus favorisée sera accordé aux fonctionnaires et sujets du Japon dans l'Indo-Chine française pour tout ce qui concerne leurs personnes et la protection de leurs biens et ce même

traitement sera appliqué aux sujets et protégés de l'Indo-Chine française dans l'Empire du Japon et cela jusqu'à l'expiration du traité de commerce et de navigation signé entre la France et le Japon le 4 août 1896.

Paris, le 10 juin 1907.

(L. S.) S. PICHON.

(L. S.) S. KURINO.

JAPON — CORÉE

**Arrangement en vue d'assurer l'ascendant du Japon
dans les affaires de Corée**

(Signé le 24 juillet 1907)

The Government of Japan and the Government of Corea, desiring to attain the speedy development of the strength and resources of Corea and to promote the welfare of her people, have with that object in view agreed upon the following stipulations.

Article 1.

The Government of Corea shall act under the guidance of the Resident-General in respect to reforms in administration.

Article 2.

The Government of Corea engage not to enact any laws, ordinances or regulations nor to take any important mesures of administration without the previous assent of the Resident-General.

Article 3.

The judicial affaires in Corea shall be set apart from the affairs of ordinary administration.

Article 4.

The appointment and dismissal of all high officials in Corea shall be made upon the concurrence of the Resident-General.

Article 5.

The Government of Corea shall appoint as Corean officials the Japanese subjects recommended by the Resident-General.

Article 6.

The Government of Corea shall not engage any foreigner without the concurrence of the Resident-General.

Article 7.

Article 1 of the protocol between Japan and Corea signed on the 22nd of August 1905 (1) shall hereafter cease to be binding.

In witness whereof the Undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

(L. S.) Marquis HIROBUMI ITO.

(L. S.) YIWANYONG.

(1) V. *Archives diplomatiques*, 1906, I, p. 8.

JAPON — RUSSIE

**Convention en vue de consolider les rapports de paix
et de bon voisinage**

(Signée à Saint-Pétersbourg, le 17/30 juillet 1907)

Le gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon et le gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, désireux de consolider les rapports de paix et de bon voisinage qui se sont heureusement rétablis entre le Japon et la Russie, et, voulant écarter pour l'avenir toute cause de malentendu dans les relations des deux Empires, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à respecter l'intégrité territoriale actuelle de l'autre et tous les droits découlant pour l'une et pour l'autre partie des traités, conventions et contrats en vigueur entre elles et la Chine, copies desquels ont été échangées entre les parties contractantes (en tant que ces droits ne sont pas incompatibles avec le principe de l'opportunité égale), du traité signé à Portsmouth le cinq septembre/vingt-trois août 1905), ainsi que des conventions spéciales conclues entre le Japon et la Russie.

Article 2.

Les deux hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Chine et le principe de l'opportunité égale pour ce qui concerne le commerce et l'industrie de toutes les nations dans cet Empire, et s'engagent à soutenir et à défendre le maintien du *statu quo* et le respect de ce principe par tous les moyens pacifiques à leur portée.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé cette convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Saint-Pétersbourg, le trentième jour du septième mois de la quarantième année de Meiji, correspondant au dix-sept/trente juillet 1907.

(L. S.) I. MOTONO.

(L. S.) ISWOLSKY.

AFFAIRES DU CONGO

TABLE DES MATIÈRES ⁽¹⁾

I. — TRAITE DE CESSION DE L'ETAT DU CONGO A LA BELGIQUE.

— Rapport des mandataires du gouvernement belge chargés de préparer le traité de cession du Congo à la Belgique (15 novembre 1907)	82	(n° 9, p. 368)
— Traité de cession de l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique (23 novembre 1907).	8	(n° 9, p. 294)
— Arrangement provisoire (28 novembre 1907).	35	(n° 9, p. 321)
— Acte additionnel au traité de cession (5 mars 1903).	23	(n° 9, p. 309)

II. — LOIS ET DECRETS REALISANT LA CESSION DU CONGO A LA BELGIQUE.

— Loi réalisant le transfert à la Belgique de l'Etat Indépendant du Congo (18 octobre 1903).	5	(n° 9, p. 291)
— Loi approuvant l'acte additionnel au traité de cession de l'Etat du Congo à la Belgique (18 octobre 1903).	17	(n° 9, p. 303)
— Décret supprimant la fondation de la couronne (5 mars 1903)	25	(n° 9, p. 311)
— Loi sur le gouvernement du Congo belge (18 octobre 1903)	39	(n° 9, p. 325)
— Règlement organique de l'administration centrale du département des colonies (3 novembre 1903).	52	(n° 9, p. 338)
— Arrêté royal fixant la date à laquelle la Belgique assumera l'exercice de son droit de souveraineté sur les territoires constituant l'Etat Indépendant du Congo (4 novembre 1903)	63	(n° 9, p. 349)

III. — DOCUMENTS PARLEMENTAIRES.

.., EXPOSÉS DE MOTIFS :

— Exposé des motifs du projet de loi réalisant le transfert à la Belgique de l'Etat Indépendant du Congo (séance du 3 décembre 1907. n° 23)	64	(n° 9, p. 350)
— Exposé des motifs du projet de loi approuvant l'acte additionnel au traité de cession (5 mars 1903. n° 129)	130	(n° 9, p. 416)

(¹Les pages entre parenthèses indiquent la numérotation des
« Archives diplomatiques » ; les autres, celle du tirage à part.)

B) RAPPORTS AUX CHAMBRES BELGES :

— **Rapport fait au nom de la Commission par M. de Lantsheere, concernant les : 1° projet de loi réalisant le transfert à la Belgique de l'Etat Indépendant du Congo ; 2° projet de loi approuvant l'acte additionnel au traité de cession de l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique (1 avril 1908).**

	133	(n° 10-11, p. 5)
1° Rôle des Belges au Congo	134	(n° 10-11, p. 6)
2° Relations juridiques entre la Belgique et le Congo	138	(n° 10-11, p. 10)
3° Annexion du Congo	141	(n° 10-11, p. 13)
A. Examen des conséquences de l'annexion au point de vue international.	147	(n° 10-11, p. 19)
B. Conséquence de l'annexion au point de vue économique et financier	153	
C. Le traité de cession et l'acte additionnel.	157	(n° 10-11, p. 29)
a) le traité de cession	—	
b) l'acte additionnel	160	(n° 10-11, p. 32)
D. Le fonds de 50,000,000.	163	(n° 10-11, p. 35)
4° Conclusion	165	(n° 10-11, p. 37)
5° Annexes	—	
Nomenclature des traités et conventions conclus par l'Etat Indépendant du Congo, et texte de diverses conventions	166	(n° 10-11, p. 38)

— **Rapport de la Commission spéciale concernant : 1° le projet de loi réalisant le transfert à la Belgique du Congo, et 2° le projet de loi approuvant l'acte additionnel au traité de cession de l'Etat Indépendant à la Belgique.**

	189	(n° 10-11, p. 52)
INTRODUCTION : a) les origines de l'Etat du Congo : b) le Congo et l'Europe ; c) le Congo et la Belgique	181	(n° 10-11, p. 53)
CHAP. I. — La reprise du Congo au point de vue économique.	184	(n° 10-11, p. 56)
1° Des produits du sol et du sous-sol au Congo.	185	
2° Voies de communication.	187	
[a) Routes et portage ; b) voies ferrées ; c) voies fluviales ; d) postes et télégraphes.]		
3° Régime foncier	191	
[a) terres appartenant à des indigènes ; b) terres appartenant à des non-indigènes ; c) domaine public et privé de l'Etat.]		
4° Mouvement commercial.	194	
CHAP. II. — La reprise du Congo au point de vue financier.	197	(n° 10-11, p. 68)
Les recettes : 1° Impôts fonciers et personnels ; 2° Taxes et redevances ; 3° Recettes douanières ; 4° Régime des spiritueux, armes et munitions ; 5° Produits du domaine de l'Etat		

TABLE DES MATIÈRES

Les dépenses : 1° Dette publique ; 2° Services divers.	
Le budget : budget de 1907.	
CHAP. III. — La reprise du Congo au point de vue international	204 (n° 10-11, p. 76)
1° Limites ; 2° Les traités ; 3° Caractère de la neutralité congolaise ; 4° Obligations internationales établies par l'Acte de Berlin ; 5° L'internationalisation du Congo.	
CHAP. IV. — Du transfert du Congo à la Belgique.	
Modalités de la reprise.	218 (n° 10-11, p. 90)
Traité de cession et acte additionnel.	—
De l'actif du domaine de la couronne	224
Du passif du domaine de la couronne	226
Fonds spécial de 45,500,000.	227
Fonds spécial de 50,000,000.	228
Conclusion.	231
— Rapport de la Commission spéciale concernant le projet de loi sur le gouvernement du Congo belge (13 avril 1908)	
	234 (n° 10-11, p. 106)
PREMIÈRE PARTIE. — Economie du projet de loi.	
	237 (n° 10-11, p. 109)
Chap. I. — De la situation juridique du Congo belge.	238 (n° 10-11, p. 110)
Chap. II. — Des droits des Belges, des étrangers et des indigènes	240 (n° 10-11, p. 112)
(Droits publics de tous les habitants. — Droits civils. — Organisation civilisatrice. — Liberté individuelle ; travail forcé ; impôt en nature. — Droits réels des indigènes.)	
Chap. III. — De l'exercice des pouvoirs.	249 (n° 10-11, p. 121)
Chap. IV. — Du ministère des colonies et du Conseil colonial.	256 (n° 10-11, p. 128)
DEUXIÈME PARTIE. — Discussion des articles et des amendements.	259 (n° 10-11, p. 131)
IV. — DISCUSSION AUX CHAMBRES BELGES.	
Chambres de représentants (15 avril 1908).	
— Questions générales (discours de M. Davignon, ministre des affaires étrangères).	283 (n° 10-11, p. 155)
— Organisation de la propriété et du travail (déclaration de M. Renkin).	288 (n° 10-11, p. 160)
— Situation internationale, situation politique et économique du Congo (déclarations de M. Schollaert, ministre de l'Intérieur).	299 (n° 10-11, p. 171)
Sénat (27 août 1908).	
— Questions générales (déclarations de M. Schollaert, ministre de l'Intérieur)	327 (n° 10-11, p. 199)

AFFAIRES DU CONGO

- Déclarations de M. Davignon, ministre des affaires étrangères. 333 (n° 10-11, p. 205)

V. — NEGOCIATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA GRANDE-BRETAGNE ET LES ETATS-UNIS CONCERNANT LE CONGO.

- Déclarations du gouvernement belge concernant les négociations diplomatiques (19 août 1908). 339 (n° 10-11, p. 211)
- 25 janvier 1908. — M. J. Davignon aux ministres de Belgique à Londres et à Washington. 324 (n° 10-11, p. 214)
- 29 janvier 1908. — Note « pro memoria » remise par M. Davignon aux ministres d'Angleterre et des Etats-Unis 343 (n° 10-11, p. 215)
- 4 mars 1908. — M. J. Davignon à M. le comte de Lalaing, ministre plénipotentiaire à Londres. 345 (n° 10-11, p. 217)
- 30 mars 1908. — Memorandum du gouvernement de la Grande-Bretagne au gouvernement belge. 346 (n° 10-11, p. 218)
- 7 avril 1908. — Memorandum du gouvernement des Etats-Unis au gouvernement belge 350 (n° 10-11, p. 222)
- 16 avril 1908. — Memorandum du gouvernement des Etats-Unis au gouvernement belge. 358 (n° 10-11, p. 230)
- 23 avril 1908. — Memorandum du gouvernement belge au gouvernement anglais. 352 (n° 10-11, p. 224)
- Memorandum du gouvernement belge en réponse au memorandum du gouvernement des Etats-Unis en date du 7 avril 1908. 356 (n° 10-11, p. 228)
- 23 juin 1908. — Memorandum de la Grande-Bretagne au gouvernement belge. 360 (n° 10-11, p. 332)
- 24 juin 1908. — M. le comte de Lalaing, ministre plénipotentiaire à Londres, à M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères. 359 (n° 10-11, p. 331)
- 12 juillet 1908. — M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Lalaing, ministre plénipotentiaire à Londres. 362 (n° 10-11, p. 234)
- Memorandum au gouvernement belge au gouvernement de la Grande-Bretagne 364 (n° 10-11, p. 236)
- M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères, à M. le baron Moncheur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington. 368 (n° 10-11, p. 240)
- Memorandum du gouvernement belge au gouvernement des Etats-Unis. 368 (n° 10-11, p. 240)
- 14 juillet 1908. — M. le comte de Lalaing à M. Davignon, ministre des affaires étrangères. 371 (n° 10-11, p. 243)

AFFAIRES DU CONGO

INDEX CHRONOLOGIQUE

1885

JUIN	25. — Association internationale du Congo, Turquie. — Convention.	167
JUILLET	14. — Association internationale du Congo, Turquie. — Convention.	166

1896

FÉVRIER	14/22. — Congo, Portugal. — Convention.	170
---------	---	-----

1898

JUILLET	10. — Chine, Congo. — Convention.	170
---------	---	-----

1900

MAI	19. — Allemagne, Congo, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Portugal. — Convention en vue de la protection de diverses espèces animales en Afrique.	171
-----	---	-----

1901

AOUT	7. — Congo. — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur le gouvernement du Congo belge (mention). . .	39
------	---	----

1906

MAI	8. — Congo, Grande-Bretagne. — Convention modifiant la convention signée à Bruxelles le 12 mai 1894	177
	26. — Congo, Saint-Siège. — Convention concernant les missions catholiques au Congo.	10
DÉCEMBRE	24. — Congo. — Convention concernant la fondation de la couronne.	17

1907

NOVEMBRE	15. — Belgique. — Rapport des mandataires du gouvernement belge chargés de préparer la convention de cession du Congo à la Belgique.	83
----------	--	----

AFFAIRES DU CONGO

	28. — Belgique, Congo. — Traité de cession.	8
	[Mentionné, p. 5 (loi approuvant).]	
	28. — Belgique, Congo. — Arrangement provisoire. . . .	35
DÉCEMBRE	3. — Belgique. — Exposé des motifs et texte du projet de loi réalisant le transfert du Congo.	64
	[Mentionné, p. 5 (en note).]	

1908

JANVIER	25. — Belgique. — M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères, aux ministres de Belgique à Londres et à Washington	342
	29. — Belgique. — Note « pro memoria » remise par M. Davignon aux ministres d'Angleterre et des Etats-Unis.	343
MARS	4. — Belgique. — M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Lalaing, ministre plénipotentiaire à Londres	345
	5. — Belgique. — Exposé des motifs et texte du projet de loi approuvant l'acte l'acte additionnel.	130
	[Mentionné, p. 5 (en note).]	
	5. — Congo, Belgique. — Acte additionnel au traité de cession de l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique.	23
	5. — Congo. — Décret supprimant la fondation de la Couronne.	25
	30. — Belgique, Grande-Bretagne. — Memorandum remis par Son Exc. sir Arthur Hardinge, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique, à M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères.	346
AVRIL	1. — Belgique. — Rapport à la Chambre des représentants concernant la loi réalisant le transfert du Congo.	133
	[Mentionné, p. 5 (en note).]	
	3. — Belgique. — Rapport à la Chambre des représentants concernant la loi sur le gouvernement du Congo belge.	234
	[Mentionné, p. 39 (en note).]	
	7. — Etats-Unis. — Memorandum remis par Son Exc. M. H.-L. Wilson, envoyé extraordinaire des Etats-Unis d'Amérique, à M. Davignon, ministre des affaires étrangères	350
	15. — Belgique. — Chambre des représentants. Discussion sur la cession du Congo.	283
	16. — Etats-Unis. — Memorandum des Etats-Unis à la Belgique.	258

INDEX CHRONOLOGIQUE

	23. — Belgique. — Memorandum du gouvernement belge au gouvernement anglais.	352
	Memorandum belge en réponse au memorandum des Etats-Unis du 7 avril 1908	356
JUIN	23. — Grande-Bretagne. — Memorandum de la Grande-Bretagne au gouvernement belge.	360
	24. — Belgique, Grande-Bretagne. — M. le comte de Lalaing, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres, à M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères	359
JUILLET	12. — Belgique, Grande-Bretagne. — M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Lalaing, ministre plénipotentiaire à Londres.	362
	Memorandum du gouvernement belge au gouvernement de la Grande-Bretagne.	364
	Belgique, Etats-Unis. — M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères, à M. le baron Moncheur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington	363
	Memorandum du gouvernement belge au gouvernement des Etats-Unis	365
	14. — Belgique, Grande-Bretagne. — M. le comte de Lalaing, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres, à M. J. Davignon, ministre des affaires étrangères	371
AOUT	19. — Belgique. — Déclaration du gouvernement belge concernant les négociations diplomatiques auxquelles a donné lieu la cession du Congo.	339
	24. — Belgique. — Rapport au Sénat concernant la loi réalisant le transfert du Congo à la Belgique.	—
	[Mentionné, p. 6 (en note).]	
	29. — Belgique. — Rapport au Sénat concernant la loi sur le gouvernement du Congo belge.	—
	[Mentionné, p. 40 (en note).]	
OCTOBRE	18. — Belgique. — Loi réalisant le transfert à la Belgique de l'Etat Indépendant du Congo.	5
	(Voir aussi table des matières : Documents parlementaires, exposés des motifs et rapports.)	
	18. — Belgique. — Loi approuvant l'acte additionnel au traité de cession de l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique.	7
	(Voir aussi table des matières, sous les rubriques : Documents parlementaires, exposés des motifs et rapports.)	
	18. — Belgique. — Loi sur le gouvernement du Congo belge.	39
	30. — Belgique. — Création d'un ministère des colonies.	51

AFFAIRES DU CONGO

NOVEMBRE	3. — Belgique. — Règlement organique de l'administration centrale du département des colonies. . .	52
	4. — Belgique. — Arrêté royal fixant la date à laquelle la Belgique assumera l'exercice de son droit de souveraineté sur les territoires constituant l'Etat Indépendant du Congo,	63

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DU TOME 108, N° 12. — 1908

JANVIER	1/14. — Italie, Serbie. — Traité de commerce et de navigation	371
	Convention sur les épizooties	387
FEVRIER	17. — Grande-Bretagne, Serbie. — Traité de commerce. .	316
	28. — Serbie, Suisse. — Traité de Commerce	338
MARS	30. — Suisse. — Message au Conseil fédéral concernant le traité de commerce avec la Suisse.	364
JUN	10. — France, Japon. — Arrangement en vue d'assurer l'in- dépendance de la Chine, suivi d'une déclaration concernant l'Indo-Chine française.	410
	17/24. — Première conférence internationale concernant la ma- ladie du sommeil	263
JUILLET	17/30. — Japon, Russie. — Convention en vue de consolider les rapports de paix et de bon voisinage.	414
	24. — Japon, Corée. — Arrangement	412
AOUT	28. — Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Suisse. — Acte additionnel à la Convention du 5 mars 1902. relative au régime des sucres. .	249
DECEMBRE	17/18. — Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas. — Correspondance concernant la signature du protocole relatif à l'ad- mission de la Russie à la convention sucrière . .	257
	19. — Russie. — Adhésion à l'acte additionnel concernant le régime des sucres du 23 août 1907.	255
MARS	14. — Autriche-Hongrie, Serbie. — Traité de commerce. .	393
	31. — Procès-verbaux de dépôt des ratifications sur l'acte additionnel à la convention des sucres du 23 août 1907.	259
JUILLET	22. — Allemagne, Congo, France, Grande-Bretagne, Es- pagne, Portugal. — Protocole concernant l'importa- tion des armes à feu et des munitions.	262
OCTOBRE	27. — Allemagne, Grande-Bretagne. — Arrangement con- cernant la maladie du sommeil.	264

ERRATUM. — A la page 249. sixième ligne d'en haut, à la place de
« ...10 Septembre 1907 », lire « 23 août 1907 ».

